

2.BREF HISTORIQUE DE LA CLASSE

OUVRIERE EURO-NORD AMERICAINE

DES ORIGINES A NOS JOURS

"On ne se plaint pas d'évènements historiques, on s'efforce, au contraire, d'en comprendre les causes et, par là, les conséquences, qui sont loin d'être épuisées." (Engels)

"Chaque époque est pleine d'impaticients, d'Achilles pour qui l'histoire n'admet pas d'"entractes" et pour qui le travail de parti est une autre chose, pleine d'élucubrations et d'activisme inépuisable." (Bordiga)

Introduction

Le texte dont nous entamons la publication fait suite aux "Thèses de travail" publiées dans le N°11 et consacrées à la question du parti.

Le lecteur a déjà été informé au fil des numéros de la revue, des avatars survenus à notre projet de republication des "Thèses de travail sur la révolution communiste", publiées dans Invariance N°6 -ancienne série-; prévues pour être publiées en un bloc incorporant les thèses complémentaires parues dans le N°1 de CouC, et copieusement remaniées, ces thèses ne verront finalement le jour que selon un rythme auquel le lecteur de CouC a déjà été habitué: la publication en "feuilletons", étalée sur plusieurs années. Moyennant quoi, il nous sera possible, comme nous nous y engageons dans l'introduction du N° 11, de faire de chacune des parties du travail initial d'Invariance, un travail en soi, beaucoup plus élaboré, beaucoup plus fouillé, et qui corresponde mieux aux motivations générales de notre travail. En effet, comme nous nous en sommes déjà expliqués, au départ la "réédition" des thèses d'Invariance, devait nous fournir un jalon balisant notre plan de travail, et fournissant des repères pour la continuation et l'approfondissement de celui-ci. Désormais, le jalon n'ayant pu être posé -ce qui a constitué pour nous un revers politique- les thèmes

avancés par Invariance N°6 seront repris et développés, en tant qu'éléments de notre plan de travail, prenant place dans le plan de publication normal de la revue. L'ensemble (qui manquera de l'impact de la publication en une seule livraison, et qui malheureusement tardera à être achevé) constituera un pas important dans la réalisation de notre plan de travail et un cadre sérieux pour la continuation de celui-ci.

Dans son numéro 6, Invariance proposait les trois premiers chapitres suivants :

- Bréf historique du mouvement de la classe prolétarienne dans l'aire euro-nord-américaine des origines à nos jours.
- La question russe et la théorie du prolétariat.
- Le mouvement prolétarien dans les autres aires : les révolutions anti-coloniales.

Après quoi l'on passait (chap IV) aux caractéristiques du mode de production capitaliste.

Ces trois premiers chapitres devaient donc fournir des éléments pour la compréhension du cours du mouvement prolétarien dans sa totalité, et à l'échelle mondiale.

Dans un premier moment, il s'agissait de cerner l'émergence du mouvement dans une aire bien précise : celle qui tire son unité du fait qu'elle connaît, la première, un développement du MPC et des contradictions suffisant pour ouvrir la voie à un cycle prolétarien dont la perspective est la révolution communiste pure.

Les contours géo-historiques de cette aire passent par l'Angleterre jusqu'en 1848, s'élargissent à la France, l'Italie, l'Allemagne, les Etats-unis et le Canada à partir de 1870, pour s'arrêter aux confins de l'immense empire russe, qui attend encore en 1914, lorsqu'éclate la première guerre impérialiste mondiale, sa révolution bourgeoise. Toutes ces nations ont en commun, durant cette période, d'être des nations capitalistes dotées d'institutions bourgeoises, qui ne peuvent désormais connaître qu'un seul type d'évolution historique : ou perpétuation de la dictature de la bourgeoisie, ou révolution prolétarienne pour l'instauration de la dictature du prolétariat et le communisme.

Aux confins de l'Europe, en Russie et en Asie, la situation historique rend alors encore possible une combinaison de plusieurs types de révolution, telle que l'Europe en a connu en 1848. En consacrant le 2^e chapitre de ses thèses à la Russie, Invariance étudiait plus particulièrement le phénomène qui fournira la base de toutes les révolutions ultérieures d'Asie et d'Afrique : la possibilité d'un télescopage d'une révolution bourgeoise et d'une révolution prolétarienne. Seulement, en pleine phase de contre-révolution mondiale, les révolutions anti-coloniales des années 1960 ne connaîtront pas de transcendance prolétarienne victorieuse.

C'est donc armé des conclusions des chapitres 1 et 2 que l'on peut se lancer dans l'étude du "mouvement ouvrier dans les autres aires" (chap.3), achevant ainsi le cycle qui disposera de tous les éléments théoriques et historiques permettant d'affronter la réémergence du phénomène révolutionnaire prolétarien à l'échelle de la planète.

Dans son projet de réédition, CouC avait jugé utile de faire précéder ces trois premiers chapitres, de thèses rappelant la position classique du mouvement communiste sur le parti de classe, développant les thèses parues dans notre numéro 1 afin de clarifier et de préciser l'exposé historique suivant qui illustrera le processus de formation et de renforcement du parti.

Le texte dont on lira ici les premiers chapitres (considérablement étoffés par rapport aux thèses primitives aprues dans Invariance) aura entre autres pour fonction d'illustrer et de préciser les thèses parues dans le N°11 sur le parti. Il étudie notamment la notion de parti ouvrier et les divers épisodes qui ont jalonné la vie du parti communiste historique. IL s'attache à montrer comment le prolétariat a forgé le programme communiste à travers ses luttes, et comment à diverses reprises, à travers l'histoire, de très petits noyaux ont essayé de le défendre et de le renforcer, contre toutes les déformations et les déviations que les forces qui lui étaient hostiles essayaient de lui faire subir. Il cherche aussi à tirer du passé des éléments qui permettront d'affronter avec plus de sûreté et de fermeté l'avenir. Car se pencher sur sa propre histoire n'a pas de sens s'il ne s'agit pas de l'utiliser pour renforcer sa position face au présent et à l'avenir. Le prolétariat ne jette pas sur son propre passé le regard froid et "objectif" de l'historien qui collectionne les faits et les dates, mais défend passionnément son programme en tirant les leçons de ses victoires et de ses défaites afin de renforcer et de confirmer toujours plus ses capacités d'action révolutionnaire et de repartir à l'assaut des citadelles du capital muni de toutes ses armes, maintes fois trempées et retrempées au cours des combats passés.

Invariance citait cette phrase de Saint-Augustin : "Un long passé, c'est un long souvenir du passé". Autrement dit aucun passé n'a de valeur s'il n'est entretenu par le souvenir, non comme un objet mort, objet de culte passif, mais comme source d'enseignements pour affronter le futur.

Le prolétariat ne peut se passer de la connaissance de sa propre histoire comme arme dans sa lutte contre la société capitaliste. Plus que toute autre classe, le prolétariat se connaît et se définit comme classe historique, car elle est la première à fournir une théorie qui comprenne enfin l'histoire dans un sens matérialiste, et situe son propre rôle comme classe dans le processus historique. Dans "Quelques mots sur l'histoire de la ligue des communistes", Engels montre magistralement que l'émergence du programme communiste a permis au mouvement communiste et à ses expressions historiques de ne plus apparaître comme quelque chose de purement accidentel mais "comme un mouvement de la classe opprimée des temps modernes, le prolétariat, comme les formes plus ou moins développées de la lutte de classes mais différentes de toutes les anciennes luttes de classes par ce point spécial : la classe opprimée actuelle, le prolétariat, ne peut réaliser son émancipation sans émanciper en même temps toute la société. De la division en classes, sans l'émanciper par conséquent des luttes de classes. Par communisme, on n'entendait plus la construction, par un effort d'imagination, d'un idéal aussi parfait que possible, mais la compréhension de la nature, des conditions et des buts généraux adéquats de la lutte menée par le prolétariat."

Ce disant, Engels souligne tout le bouleversement révolutionnaire que constitue l'apparition du programme communiste, à partir

duquel se révèle la nature profonde, non seulement de l'affrontement de classe à l'oeuvre dans le MPC, mais aussi des affrontements qui ont jalonné toute l'histoire passée de l'humanité.

Le prolétariat est la seule classe à posséder une conscience historique vraie de son action. Pour autant qu'elles aient tenté d'effectuer le même travail sur leur propre mouvement de classe, les autres classes ne peuvent aboutir qu'à une conscience et une théorie aliénées. Or, cette "vérité", le prolétariat ne la possède pas par grâce divine; c'est au cours de ses luttes qu'il l'a forgée :

"La question de savoir s'il y a lieu de reconnaître à la pensée humaine une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance de sa pensée dans ce monde, et pour notre temps. La discussion sur la réalité ou l'irréalité d'une pensée qui s'isole de la pratique est purement scholastique."
(2° Thèse sur Feuerbach)

C'est pourquoi notre "Bref historique..." sera défense passionnée du programme communiste, dont nous tenterons de préciser l'émergence et la continuité à travers toutes les vicissitudes contingentes du mouvement prolétarien. Dans une période où triomphe la vérité du capital, nous essaierons d'étudier les conditions pour que réémerge et s'affirme celle du prolétariat.

Le plan général du travail (à paraître sur plusieurs numéros) est le suivant :

2.1. DES ORIGINES A 1848.

2.1.1. Des origines à 1815.

2.1.2 1815-1830 : les utopistes, précurseurs de la critique socialiste.

2.1.3 1830-1848 : Reprise du mouvement de classe et constitution de la classe en parti.

2.1.4. Révolution et réveil du prolétariat.

2.1.5. Le chartisme en Angleterre.

2.1.6 - France : prolétariat et révolution à âme politique.

2.1.7. Batailles pour le parti : les origines de la Ligue des Communistes.

2.2. LES RÉVOLUTIONS DE 1848.

2.2.1. Les révolutions multiples.

2.2.2. Révolution et programme communiste.

2.2.3. L'épisode de 1848 en France.

2.2.4. L'épisode de 1848 en Allemagne.

2.2.5. L'échec du chartisme en Angleterre.

2.2.6. La ligue des communistes dans les révolutions de 1848;

2.3. 1848-1872 BATAILLES POUR LE PROGRAMME.

2.3.1. Prolétariat et contre-révolution 1852-1864.

2.3.2. La Première Internationale (1864-1872)

2.3.3. La Commune de Paris, première tentative pour imposer la dictature du prolétariat.

2.4. 1872-1889. PARTIS OUVRIERS ET PARTI COMMUNISTE : LA TRAJEC-TOIRE "NATIONALE" DES PARTIS OUVRIERS.

2.4.1. La Social-démocratie allemande.

2.4.2. Les difficultés de la pénétration du programme communiste en France.

2.4.3. Faiblesse théorique et politique du mouvement ouvrier anglais.

2.4.4. Le mouvement ouvrier américain depuis les origines.

2.4.5. Le mouvement ouvrier dans les autres pays européens : Italie, Autriche etc...

2.5. LA SECONDE INTERNATIONALE (1889-1914).

2.5.1. Les années de formation.

2.5.2. Opportunisme, réformisme, révisionnisme.

2.5.3. L'internationale et la guerre (légalisme et préparation révolutionnaire).

2.6. L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

2.6.1. Rupture avec la social-démocratie et réappropriation partielle du programme communiste (1914-1921)

2.6.2. Le reflux de la vague révolutionnaire et la dégénérescence du mouvement (1921-1924)

2.6.3. Accentuation du cours contre-révolutionnaire et de la dégénérescence du mouvement (1924-1928)

2.6.4. L'IC instrument de la contre-révolution (1928-1943)

2.6.5. Les gauches face à la dégénérescence de l'IC.

2.7. LE MOUVEMENT PROLETARIEN DE 1928 A LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE.

2.8. LE MOUVEMENT PROLETARIEN APRES LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE.

2.9. LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE APRES LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE.

2.10. CONCLUSION : VERS LE PARTI COMMUNISTE MONDIAL.

oOo

Il va de soi que ce travail, qui promet d'être quelque peu volumineux (encore que nous lui conservions son caractère de bref historique, dans le titre, car il n'est pas encore venu le temps où les communistes auront le loisir de consacrer leurs recherches à une Histoire du mouvement prolétarien en 20 volumes!) la conclusion ne sera pas la partie la moins importante.

Ce n'est que dans l'attente de la révolution communiste mondiale pour la fin de ce siècle ou le début de l'autre (on voit qu'à notre échelle, la parution des textes en feuilleton tous les 6 mois ne peut qu'énerver les incorrigibles impatients), que ce travail prend en effet tout son sens. Rares sont actuellement les signes d'une authentique reprise de la lutte des classes, même si le prolétariat, comme récemment en Pologne, se rappelle parfois à l'attention des chroniqueurs bourgeois. L'une des questions importantes à laquelle ce travail devra en principe, apporter des éléments de réponse est celle-ci, qu'Invariance posait dans un texte fondamental dont nous nous sommes abondamment servis pour rédiger les thèses de travail sur le parti dans le N°11 : "Origine et fonction de la forme-parti".

"Le programme né de la lutte ne pourra être affirmé que par elle.

Ceci nous amène à considérer les conditions de la lutte contre le capital; donc celles du lien entre les prolétaires et le programme, il nous faudra individualiser les périodes de révolution et de contre-révolution. Les prolétaires ne revendiquent leur mission que

s'ils sont sans réserve (intégrons cela dans la dynamique de la société, dans la lutte des classes : est-ce que le capitalisme peut assurer une réserve au prolétaire, lui accorder une sécurité ? Tout cela est relié au problème de la crise et les différents cas qui peuvent se présenter sont explicités dans les thèses de Rome (1922)."

La crise mondiale du MPC, dont les effets s'approfondissent cycliquement, et que la timide "reprise" tant vantée par les organes de la bourgeoisie n'empêchera pas de ressurgir brutalement vers 1987-88, est notre plus sûre alliée. Mais elle ne peut, à elle seule, garantir mécaniquement la victoire du prolétariat, si son réveil historique n'est pas accompagné d'une solide restauration des principes et du programme communistes.

Bordiga donnait la parole à l'avocat du diable (dans "Russie et révolution dans la théorie marxiste") et citait tous les arguments qui pourraient détruire, chez un révolutionnaire, la ferme volonté d'oeuvrer à cette restauration, et à la réalisation de la révolution future. Dans un premier temps il montre que le prolétariat n'a connu, au cours de sa vie et de son action militante, qu'une longue suite de défaites et de tragédies; que la révolution n'a pas vaincu là où elle avait le plus de chances de triompher : Allemagne, GB, USA etc... que l'on ne peut pas reconnaître dans le seul pouvoir existant issu d'une révolution prolétarienne (la Russie) l'économie et la société communistes. Bref, pour notre avocat du diable, le seul moment où le programme communiste a pu avoir prise sur la réalité, c'est dans la foulée des révolutions bourgeoises, mais hors de ce tremplin, il est incapable d'avoir une action autonome.

Mais, comme répond Bordiga : le marxisme n'étant pas un simple débordement quarante-huitard mais une énergie révolutionnaire propre, la mort du capitalisme sera en un quelconque lieu que ce soit, une mort violente, révolutionnaire, par le fer et par le feu."

Aux thèses défaitistes, aux métaphores vides de sens, aux mots d'ordre dignes des pires titres à sensation de la presse bourgeoise, nous préférons les fermes formulations de la Gauche Communiste d'Italie, qui montrait que le révolutionnaire, s'appuyant sur toute l'histoire et l'expérience de sa classe, n'a pas à scruter chaque matin l'horizon à la recherche des fumées des batailles qui déclencheront la guerre de classes. Ferme campé sur les bases du programme communiste, intégré au rouge fil du temps qui unifie les générations prolétariennes, il travaille anonymement à la restauration du programme communiste, en prévision de la révolution à venir, DONT IL EST AUSSI SUR QU'UN FAIT DEJA ADVENU.

2.1. Des origines à 1848

2.1.1. Des origines à 1815

2.1.1.1 Genèse historique du programme communiste et genèse du prolétariat comme classe révolutionnaire sont inséparables.

Depuis la dissolution de l'antique communauté naturelle primitive -phase des communautés communistes primitives- où la conduite des affaires communes s'effectuait d'une manière directement collective, sans intervention d'un quelconque pouvoir extérieur, différents mouvements sociaux, hantés par la nostalgie d'une société sans classe où s'affirmerait immédiatement l'essence sociale de l'homme, tentèrent de reconstituer une communauté humaine. Ceci tant dans la société esclavagiste antique qu'au Moyen-Age.

Or une telle revendication ne pouvait qu'être condamnée à l'échec dès lors que les conditions matérielles existantes ne pouvaient en aucun cas permettre le passage à la société sans classes. Ce mouvement de rébellion contre la société de classe était en définitive réactionnaire parcequ'il s'opposait à une évolution historique qu'il ne comprenait d'ailleurs pas.

D'où une affirmation complètement voilée et mystifiée du communisme, et une conscience aliénée de ces mouvements. Le poids du passé était trop puissant. Ne pouvant, faute d'un développement adéquat de la société, être dialectiquement relié au futur communisme de l'espèce, le communisme des communautés primitives était mythe et poésie sociale, et rien que cela.

Toutefois, la force du caractère social de l'espèce humaine peut être déjà démontrée du fait que, même ainsi, ce mythe parvenait à mettre en mouvement des masses d'hommes qui livraient combat à l'ordre existant.

Ce n'est qu'avec le développement de la société féodale et, au sein de celle-ci, la montée de la classe bourgeoise que de nouvelles bases apparaissent pour la formation d'une société où la revendication du communisme pourra devenir une réalité. Et à partir de ces bases -qui pourtant n'annonçaient dans l'immédiat que l'apparition d'une nouvelle société de classes - le communisme peut même être vu et revendiqué comme autre chose qu'un simple retour au passé. Théorisées par Campanella, Joachim de Flore ou Thomas More, les aspirations communistes, même si elles n'étaient pas réalisables sur le champ, expriment en leur temps, un besoin incoercible de l'espèce humaine. Or, chaque fois, dans la mesure où la société de classes demeure encore une nécessité historique, il est incapable de triompher. Refoulé, il se prépare à ressurgir avec encore plus de violence.

2.1.1.2. En effet, pour que la revendication du communisme cesse d'être simplement un rêve ou une utopie, pour devenir un programme, et exprimer réellement le devenir de l'humanité, il faut l'apparition "d'une classe aux chaînes radicales, d'une classe de la société civile qui ne soit pas une classe de la société civile; d'un ordre qui soit la dissolution de tous les ordres, d'une sphère qui possède, par ses souffrances universelles, un caractère universel, qui ne revendique pas un droit particulier parcequ'on n'a pas commis envers elle une injustice particulière, mais l'injustice pure

et simple, qui ne peut provoquer à un titre historique, mais seulement à un titre humain, qui (...) soit la perte totale de l'homme et ne puisse se reconquérir qu'à travers la réacquisition complète de l'homme. La dissolution de la société en tant qu'état particulier, c'est le prolétariat."
(Marx. Critique de la philosophie du droit de Hegel).

Tant que, à travers l'évolution historique qui mène de la société féodale au mode de production capitaliste pleinement développé, n'aura pas été forgée, au prix de mille souffrances et de mille déchirements, la classe prolétarienne moderne, "fossoyeur" de la société bourgeoise, l'aspiration au communisme ne pourra se manifester comme un véritable mouvement révolutionnaire.

Mais de cela, on ne doit pas conclure à un simple rapport quantitatif, numérique (donc en définitive démocratique), entre développement de la classe ouvrière et expression du communisme.

Dès la fin du Moyen-Age les luttes de classes prirent dans certains secteurs un caractère nettement révolutionnaire. Il en fut ainsi des révoltes en Flandre (1328) contre l'exploitation et l'oppression exercées par les classes dominantes, des jacqueries du Nord de la France (1358), de la révolte des Ciompi en Italie (1378), de celles des métiers inférieurs réclamant le droit de s'organiser en corporations (teinturiers, cardeurs, peigneurs de laine...). Le fait pour ces travailleurs, chassés de la terre et se regroupant peu à peu dans les villes, de n'être pas enfermés dans la hiérarchie rigide de la société féodale, donne à leurs révoltes une dimension plus vaste, plus générale, qu'à celles des ouvriers des corps de métiers, compagnons etc...

"Compagnons et apprentis étaient organisés dans chaque métier de la façon qui servait le mieux les intérêts des maîtres; les rapports patriarcaux qui existaient entre leurs maîtres et eux-mêmes conféraient aux premiers une double puissance. Ceux-ci avaient d'une part une influence directe sur toute la vie des compagnons; d'autre part, parce que ces rapports représentaient un véritable lien pour les compagnons qui travaillaient chez un même maître, ils faisaient ainsi bloc en face des compagnons des autres maîtres et cela les séparait d'eux; et en dernier lieu, les compagnons étaient déjà liés au régime existant du seul fait qu'ils avaient intérêt à passer maîtres eux-mêmes. Par conséquent, tandis que la plèbe en venait au moins à des émeutes contre l'ordre municipal tout entier (c'est-à-dire contre le pouvoir bourgeois, représenté par la ville contre les campagnes féodales NDR), émeutes qui, étant donné son impuissance, demeuraient d'ailleurs parfaitement inopérantes, les compagnons ne dépassèrent pas de petites rébellions à l'intérieur des corporations isolées, comme on en trouve dans tout régime corporatif. Les grands soulèvements du Moyen-Age partirent tous de la campagne, mais ils furent également voués à l'échec par suite de l'éparpillement des paysans et de leur inculture qui en était la conséquence."
(Marx-Engels. L'idéologie allemande. ES p.82)

2.1.1.3 On a donc, au sein de la société bourgeoise, et ce dès son origine, l'existence d'une véritable opposition plébéienne, composée de bourgeois déclassés et de la masse des citadins privés des

droits civiques (Engels)". Cette opposition, composée d'éléments très mélangés,

"groupait les éléments déclassés de la vieille société féodale et corporative et les éléments prolétariens non développés encore, à peine embryonnaires, de la société moderne en train de naître. D'un côté, des artisans appauvris, liés encore à l'ordre bourgeois existant par les privilèges des corporations; de l'autre, des paysans chassés de leur terre et des gens de service licenciés qui ne pouvaient pas encore se transformer en prolétaires. Entre eux, les compagnons, placé momentanément en dehors de la société officielle et qui, par leurs conditions d'existence, se rapprochaient du prolétariat autant que le permettaient l'industrie de l'époque et les privilèges des corporations, mais qui en même temps étaient presque tous de futurs maîtres et de futurs bourgeois, en raison précisément de ces privilèges. C'est pourquoi la position politique de ce mélange d'éléments divers était nécessairement très peu sûre et différente selon les localités."

(Engels. La guerre des paysans en Allemagne p.55)

En effet, au sein de ce mélange coexistent un élément préfigurant la petite-bourgeoisie et un élément préfigurant le prolétariat, main d'oeuvre déclassée qui se trouvera dès l'époque suivante enrôlée dans les manufactures, ou rejetée en marge de la société, dans le vagabondage (les manufactures ne sont pas nées d'une décomposition du régime corporatif, mais en-dehors de celui-ci). D'où le fait que de cette masse pouvaient surgir aussi bien des revendications réactionnaires, qu'une remise en cause radicale de l'ordre existant, même si celle-ci s'est exprimée dans un premier temps, sous forme religieuse, tirant de la mythologie biblique les fondements d'une revendication égalitaire.

2.1.1.4 Donc, à cette époque, c'est la fraction plébéienne du clergé qui fournit aux divers mouvements leurs théoriciens et leur idéologie. Au travers des hérésies du Moyen-Age surgit le grand contraste entre l'opposition bourgeoise et celle plébéio-paysanne. Dans ces guerres "religieuses", il s'agit avant tout de luttes devant faire triompher des intérêts de classes très matériels : abolition des corvées, des censives, des impôts etc.. ces revendications étaient affichées avec plus ou moins de netteté comme les conséquences inéluctables de la doctrine chrétienne des premiers martyrs. Engels explique pourquoi la plupart des mouvements de cette époque, comme ceux de John Ball en Angleterre, des Taborites et des Hussites en Europe centrale, de 1419 à 1463 eurent un travestissement religieux.

"Il est donc clair que toutes les attaques dirigées en général contre le féodalisme devaient être avant tout des attaques contre l'Eglise, toutes les doctrines révolutionnaires, sociales et politiques devaient être, en même temps et principalement, des hérésies théologiques. Pour pouvoir toucher aux conditions sociales existantes, il fallait leur enlever leur caractère sacré."

(Idem.)

2.1.1.5 Avec la fin du Moyen-Age et la montée des forces productives qui accompagne l'établissement de la société bourgeoise, se renforce le grand mouvement d'expropriation des hommes et la séparation des producteurs d'avec leurs moyens de production, qui se concentrent entre les mains de la bourgeoisie. Ainsi apparaît pour la première fois dans l'histoire de l'humanité une classe d'hommes dénués de tout, sans réserve, qui, si elle ne constitue pas encore le prolétariat au sens moderne du terme, en préfigure déjà certains traits fondamentaux et se voit à même d'anticiper sur ce qui constitue l'originalité du programme révolutionnaire du prolétariat : la critique radicale de l'ordre existant et l'affirmation de la société sans classe. Que, pour des raisons historiques, ces intuitions se soient révélées extraordinairement limitées -notamment dans leur expression qui s'appuyait sur la religion - n'enlève rien à leur caractère d'étape indispensable pour l'émergence d'une véritable critique de la société. Dès cette époque en effet, le splébiens constituaient,

"la seule classe placée en dehors de l'association féodale comme de l'association bourgeoise. Ils n'avaient ni privilège, ni propriété, et ne possédaient même pas, comme les paysans et la petite bourgeoisie, un bien, fut-il grevé de lourdes charges. Ils étaient sous tous les rapports sans biens et sans droits. Leurs conditions d'existence ne les mettaient jamais en contact direct avec les institutions existantes, qui les ignoraient complètement. Ils étaient le symbole vivant de la décomposition de la société féodale et corporative bourgeoise, et en même temps, les premiers précurseurs de la société bourgeoise moderne. C'est cette situation qui explique pourquoi, dès cette époque, la fraction plébéienne ne pouvait pas se limiter à la simple lutte contre le féodalisme et la bourgeoisie privilégiée, elle devait du moins en imagination, dépasser la société bourgeoise à peine naissante. Elle explique pourquoi cette fraction exclue de toute propriété, devait déjà mettre en question des institutions, des conceptions et des idées qui sont communes à toutes les formes de société reposant sur des antagonismes de classe. Les rêveries chiliastiques du christianisme primitif offraient pour cela un point de départ commode.

Mais en même temps cette anticipation par delà non seulement le présent, mais même l'avenir, ne pouvait avoir qu'un caractère violent, fantastique, et devait à la première tentative de réalisation pratique, retomber dans les limites restreintes imposées par les conditions de l'époque. Les attaques contre la propriété privée, la revendication de la communauté des biens devaient se désagréger en une grossière organisation de bienfaisance. La vague égalité chrétienne pouvait tout au plus aboutir à l'égalité civile devant la loi; la suppression de toute autorité devient, en fin de compte, la constitution de gouvernements républicains élus par le peuple. L'anticipation en imagination du communisme était en réalité une anticipation des conditions bourgeoises modernes."

(Idem)

2.1.1.6 Tel fut le mouvement de Thomas Münzer, véritable précurseur du communisme. Sa doctrine politique puise au fonds commun de l'hérésie plébéienne et des écrits millénaristes de Joachim de Flore. Au cours de la guerre des paysans allemands, en 1525, le contenu réel de ses sermons, prêchant l'égalité et l'ascétisme, a eu un caractère éminemment révolutionnaire.

"De même que la philosophie religieuse de Münzer touche à l'athéisme, de même son programme politique touchait au communisme et plus d'une secte communiste moderne ne disposait pas encore, à la veille de la révolution de Février (1848 NDR), d'un arsenal théorique plus riche que les Münzériens du XVI^e siècle."
(Idem. P.22 éd. Costes)

Justement parcequ'il prêchait un état social sans propriété ni Etat, et qu'il s'est organisé militairement pour y parvenir par la force, ce mouvement fut directement combattu par les forces féodales et la bourgeoisie montante.

"Pour Münzer, le royaume de Dieu n'était pas autre chose qu'une société où il n'y aurait plus aucune différence de classes, aucune propriété privée, aucun pouvoir d'Etat autonome, étranger aux membres de la société. Toutes les autorités existantes, si elles refusaient de se soumettre et d'adhérer à la révolution devaient être renversées; tous les travaux et les biens devaient être mis en commun et l'égalité la plus complète régner. Une ligue devait être fondée pour réaliser ce programme non seulement dans toute l'Allemagne, mais dans l'ensemble de la chrétienté. Les princes et les nobles seraient invités à se joindre à elle; s'ils s'y refusaient, la ligue, à la première occasion, les renverserait les armes à la main ou les tuerait."
(Idem. Ed. Soc. p.80)

Cette grandiose tentative révolutionnaire du peuple allemand s'est achevée par une honteuse défaite et une oppression redoublée. Partout les paysans retombèrent sous la domination de leurs maîtres : ecclésiastiques, nobles ou bourgeois; les charges et les impôts furent alourdis. Ce sont les princes qui sont sortis victorieux de la Guerre des Paysans; ils gagnèrent de façon relative d'abord (contre la bourgeoisie des villes en l'affaiblissant) de façon absolue ensuite (contre les ecclésiastiques en sécularisant leurs biens à leur profit.)

2.1.1.7 Cette contre-révolution allait se traduire par une terrible phase de recul dans l'aire germanique, phénomène que la guerre de Trente Ans allait encore accentuer provoquant une sorte de "balkanisation" avant la lettre de l'Allemagne.

Alors que la France et l'Angleterre formaient déjà des nations plus ou moins centralisées, l'Allemagne se désagrégait de plus en plus. Il y eut partition: la Suisse se sépara du Sud catholique; à la frontière septentrionale, le Danemark se détacha, et de là dérivera la question du Schlesig-Holstein. Privée de ses marches les plus protectrices, l'Allemagne devint la proie des Etats voisins (France, Suède et Russie).

L'échec de la guerre des paysans fut la cause première de ce recul. La faiblesse politique de l'Allemagne, son morcellement

et sa débilite économique constituèrent un frein énorme au développement du mouvement révolutionnaire, tant bourgeois que prolétarien, et ceci pour plusieurs siècles, puisque cette situation pesa encore sur la révolution de 1848 et, après l'échec de celle-ci, sur toute l'évolution ultérieure de l'Allemagne.

"Le particularisme de cette Allemagne divisée en petits états ne permit pas alors plus qu'en 1848, aux révolutionnaires des territoires d'Etats différents une action commune."

(Idem. P.281 éd. Costes)

2.1.1.8 C'est d'ailleurs "sous l'impression directe de la contre-révolution qui venait à peine de s'achever", qu'Engels rédigea, en 1850, pour la Nouvelle Gazette Rhénane, son ouvrage sur la guerre des paysans de 1525. Ainsi, en étudiant à trois siècles de distance les causes de l'échec et en en tirant les conclusions pour la reprise du mouvement à venir, Engels montrait avec éclat que notre théorie n'est pas seulement théorie de la révolution mais aussi de la contre-révolution. C'est bien là une des toutes premières "leçons" que les communistes surent tirer de l'histoire de leur classe, montrant que sans intégration au corps de doctrine de la compréhension de ce qu'est une contre-révolution, il n'y a pas de compréhension de sa propre histoire, ni d'activité révolutionnaire possibles.

"Prévision de la révolution socialiste unitaire et mondiale, le marxisme est aussi, dès le premier instant une attente assurée et résolue de contre-révolutions en séries, répétées, se répandant et se croisant dans l'espace et dans le temps."

(Bordiga. La contre-révolution enseigne).

Le caractère de totalité de la théorie communiste est précisément donné par le fait qu'elle est capable d'intégrer la série des épisodes révolutionnaires, la succession des victoires et des défaites, en un tout cohérent, qui manifeste la continuité de l'être et de l'action révolutionnaires du prolétariat, non seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace. La notion de phase de révolution et phase de contre-révolution est inséparable de la notion d'aire géo-historique, qui indique les limites spatiales entre lesquelles se déroule l'action. Mais de même que les révolutions s'entre-croisent et se chevauchent, de même elles ne se déroulent pas au sein d'aires étanches, sans que leur éclatement, leur victoire et leur défaite, n'aient de répercussions sur d'autres aires, comme le montrent avec éclat les épisodes de 1848 ou de 1917.

Aussi dans le long chemin qui mène le prolétariat vers l'expression pure de son programme communiste, les différentes formes que prit la revendication communiste, ne sont-elles pas identiques, par suite justement de l'étalement du mouvement révolutionnaire dans le temps et dans l'espace.

2.1.1.9 C'est dans une toute autre aire, en Angleterre, que le mouvement devait reprendre un siècle plus tard. Par suite de la spécificité de cette aire (de petites dimensions, mais facilement identifiable en tant qu'île comme aire géographique), le mouvement qui s'y déroula fut plus complet et plus radical (au moins en ce qui concerne la phase bourgeoise); plus exemplaire aussi parce qu'on y saisit mieux les différents moments du cours révolutionnaire de la société moderne. C'est en Angleterre qu'a lieu la

première révolution bourgeoise victorieuse, et déjà il y a émergence d'un mouvement indépendant de la classe prolétarienne en voie de formation, avec ses manifestations théoriques propres (Niveleurs avec Lilburne, Bêcheux avec Winstanley).

2.1.1.10 Formant le fer de lance et la masse de manoeuvre de la révolution bourgeoise, au sein de l'armée révolutionnaire de Cromwell, ce sont les prolétaires et les plébéiens qui contribuent à pousser la révolution bourgeoise à son terme et à renverser la monarchie. Ils le font notamment en inaugurant des formes modernes d'organisation de masse au sein de l'armée, les troupes élisant des "agitators" qui représentèrent face à Cromwell (et à Ireton, notamment lors des débats de l'armée à Putney en 1647), le point de vue radical de la révolution anglaise.

"Oui, en tant qu'individu isolé, si tel était le cas, je pourrais me coucher à terre pour qu'on m'y foule aux pieds; mais la vérité c'est que je suis envoyé par un régiment : si je dois me taire, alors je serais coupable."

(SEXBY, délégué militaire niveleur à Putney)

Les exigences des niveleurs portent notamment sur la réalisation de la démocratie et l'obtention du suffrage universel.

"J'estime que le plus pauvre être qui soit en Angleterre a sa vie à vivre -tout comme le plus riche- dès lors, franchement, je crois qu'il est évident que tout homme qui doit vivre sous un gouvernement devrait d'abord, de par son propre consentement, se placer sous ce gouvernement; et certes, mon opinion est que l'homme le plus pauvre qui soit en Angleterre, n'est en rien assujéti, strictement parlant, à un gouvernement auquel il n'aurait pas voté de se soumettre.

(...)

Je maintiens donc que tout homme né en Angleterre ne peut ni ne doit, ni par la loi divine, ni en droit naturel, être écarté du choix de ceux qui doivent élaborer les lois sous lesquelles il vit -, et, pour autant que je sache, sous lesquelles il peut perdre la vie."

(RAINSBOROUGH, délégué niveleur. Cité in. O.Lutaud.

"Cromwell, les Niveleurs et la République" ed. Aubier p.154)

Face à cela, Ireton (le gendre de Cromwell), défend la position bourgeoise conservatrice (qui sera reprise telle quelle deux siècles plus tard, lors de l'agitation pour la réforme électorale des années 1830), selon laquelle seule la possession d'un bien (notamment foncier) donne droit à l'existence politique, c'est-à-dire à voter ou à être élu au Parlement. Selon cette thèse bourgeoise le suffrage universel est une remise en cause du droit de propriété :

"Ceux qui choisissent les représentants élaborant les lois qui régissent l'Etat et le royaume sont ceux-là ...à qui la terre appartient, et ceux qui, en leurs corporations disposent du commerce en totalité... notre constitution a ainsi limité...à ceux-là seuls le droit de vote aux élections...si nous supprimons cela, cela reviendra pour nous carrément à supprimer tout droit de propriété acquis que quiconque se trouve posséder par héritage foncier, par possession de biens ou autrement."

(in. op. cité p.155)

2.1.1.11 Toute la dialectique de la lutte du mouvement ouvrier pour les mots d'ordre démocratique (tellement vilipendée par les petits-bourgeois raisonneurs) est déjà incluse et préfigurée dans l'exemple anglais.

D'un côté on a la bourgeoisie conservatrice qui craint que, dès lors que l'on s'aventure sur le terrain de l'égalité juridique on en vienne bientôt à revendiquer d'autres égalités et à remettre en cause les divisions sociales fondamentales qui ont pour elles un caractère naturel et sacré, tel le droit de propriété. L'argumentation d'Ireton consiste à dire que dès lors qu'on accorde l'égalité des droits politiques, il faut en toute logique accorder aussi, par exemple, le droit à la terre, ce qui pour lui est un non-sens.

D'un autre côté, on a le prolétariat qui pousse à l'extrême les revendications bourgeoises (et à cet égard lutte aux côtés de certaines franges radicales de la bourgeoisie), qui prend au mot la bourgeoisie et réclame la réalisation de l'égalité politique comme prélude à celle de l'égalité sociale. Les revendications politiques bourgeoises se changent en leur contraire lorsqu'elles sont exprimées par le prolétariat (1).

La fraction la plus radicale des prolétaires, dépassant le point de vue simplement politique, trouve dans la communauté des biens, dans les premières expressions du communisme, la solution radicale à la question de l'égalité, se séparant là des extrémistes radicaux bourgeois.

Ainsi le mouvement anglais connu, avec les Bêcheux (Diggers, ainsi nommés parcequ'ils revendiquaient la culture en commun du sol et pour cela pronaient la mise à bas des clôtures -enclosures- à coup de bêches), sa manifestation prolétarienne. Dépassant le point de vue niveleur -et d'ailleurs condamnés par Lilburne et Walwyn -, Winstanley à la tête d'un groupe de paysans, mène la lutte contre les "enclosures" et tente de mettre en pratique directement la communauté des biens, en occupant et en cultivant collectivement la terre. Là encore, le mouvement est largement hanté de réminiscences religieuses.

"Le riche dit au pauvre que ce dernier offense la loi de la Raison s'il prend au riche; or moi j'estime que cette loi est rompue si les riches ont l'abondance grâce aux Pauvres...Par leur labeur les pauvres ont fait que les acheteurs et vendeurs de la terre, les riches,

(1) "Je constate que, bien que la liberté ait été notre but, cela a dégénéré...Nous avons risqué notre vie pour recouvrer nos privilèges, nos droits légitimes d'anglais; or, d'après les arguments mis en avant, il n'y en a pas! Des milliers de nous autres soldats, avons risqué notre vie; nous n'avions guère reçu de propriété sous forme de biens..mais nous avons reçu notre droit de naissance. Mais voilà qu'il semble maintenant que si un homme n'a pas de propriété stable dans le pays, il n'a pas de droit. Je m'étonne que nous ayons été à ce point trompés." (SEXBY)
 "Mais je voudrais bien savoir alors pourquoi le soldat a jusqu'ici tant combattu? Il a combattu pour s'asservir lui-même, pour donner le pouvoir aux riches, aux propriétaires de domaines, afin de faire de lui un éternel esclave." (RATNSBOROUGH)

deviennent leurs tyrans et oppresseurs...Est-ce là la lumière de la Raison qui veut que certains accaparent tout..., que le prêteur aille emprisonner l'autre et le fasse mourir de faim au secret ?...La terre appartient au Seigneur et ne peut être limitée par des intérêts particuliers...Si les persistent à s'accrocher à cette "propriété", au "mien" et "tien", alors qu'ils travaillent la terre de leurs propres mains ! Ainsi certains sont élevés sur le trône de la tyrannie, tandis que d'autres sont écrasés sous le tabouret de la misère.. Qu'on cesse d'enclorre et de clôturer quoi que ce soit sur terre en disant "ceci est à moi".
(Winstanley, cité par Lutaud p.226)

Toutefois, il incarne cette volonté de pousser plus avant le processus révolutionnaire comme en témoigne cet appel des Bêcheux à la Chambre des Communes :

"Le pouvoir est maintenant entre vos mains...Rendez la terre libre!...Si vous refusez, ce serait prendre le parti de gens qui furent tout au long des guerres civiles, soit des ennemis catégoriques, soit des ambidextres (sic!); alors il apparaîtra que...vous n'avez tranché la tête du roi qu'afin de pouvoir le remplacer...et que votre but n'était pas de jeter à terre la tyrannie, mais le seul tyran."
(op.cité p.229)

2.1.1.12 Compte tenu des conditions historiques, les niveleurs et les Bêcheux ne pouvaient qu'anticiper; ils furent écrasés par la bourgeoisie montante. Cependant c'est grâce à eux que les idées bourgeoises de volonté générale, accord du peuple, séparation des pouvoirs etc... purent pénétrer tout le XVIII^e Siècle. Les philosophes comme Hume, Locke etc...ne firent que les redécouvrir et les formaliser. Ce sont les niveleurs qui donnèrent son impulsion maximale à la grande révolution bourgeoise anglaise. La République ne put se développer qu'après leur défaite.

2.1.1.13 Déjà - et l'étude de la Révolution Française ne pourra que le confirmer - on peut dégager un rapport général du prolétariat à l'action politique et à la démocratie (ceci sera développé dans les thèses de travail sur l'Etat); tandis qu'au cours de son ascension, la bourgeoisie formule ses revendications sous la forme (illusoire) des revendications politiques de liberté, d'égalité de l'homme et du citoyen, elle est déjà accompagnée de son négateur en actes : le prolétariat. Celui-ci, au cours des divers épisodes de la révolution bourgeoise, intervient sur le terrain des luttes politiques pour exiger la réalisation de l'égalité juridique, de la justice et de la liberté.

"Or ces interventions (au cours de la révolution française NDR), n'allaient pas sans que les plébéiens donnent aux revendications de la bourgeoisie un sens qu'elles n'avaient pas. Ainsi ils poussaient l'égalité et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui inversaient le sens bourgeois de ces formules, ce sens poussé à l'extrême se changent alors en son contraire. Mais cette égalité et cette fraternité plébéiennes ne pouvaient être qu'un pur idéal, à une époque où il

devait s'agir de réaliser précisément le contraire. Comme ce fut le cas partout, l'ironie de l'histoire fit que cette conception plébéienne des mots d'ordre révolutionnaires fut le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois la conception opposée - l'égalité bourgeoise- et pour faire passer dans la production l'exploitation -au lieu de la fraternité." (Engels à Kautsky 20.2.1889)

Ainsi le prolétariat éprouve-t-il très tôt -quoiqu'il faudra un long cheminement historique pour qu'il ait la pleine conscience de ce fait - l'inanité d'une revendication qui ne se situerait que sur le plan politique. En revendiquant la communauté des biens, tant les niveleurs que Babeuf montraient que le fondement de la révolution communiste est d'être politique à AME SOCIALE.

"Dès sa naissance, la bourgeoisie était grevée de son contraire; les capitalistes ne peuvent pas exister sans salariés et à mesure que le bourgeois des corporations du Moyen-Age devenait le bourgeois moderne, dans la même mesure le compagnon des corporations et le journalier libre devenaient le prolétaire. Et même si, dans l'ensemble, la bourgeoisie pouvait prétendre représenter également dans sa lutte contre la noblesse, les intérêts de diverses classes laborieuses, on vit cependant, à chaque grand mouvement bourgeois, se faire jour des mouvements indépendants de la classe qui était la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne. Ainsi au temps de la Réforme et de la guerre des paysans en Allemagne, la tendance de T.Münzer; dans la grande révolution anglaise, les Niveleurs; dans la grande Révolution française, Babeuf. A ces levées de boucliers révolutionnaires, d'une classe encore embryonnaire, correspondaient des manifestations théoriques; au XVI^e et au XVII^e siècles, des peintures utopiques d'une société idéale; au XVIII^e siècle des théories déjà franchement communistes (Morelly, Mably). La revendication de l'égalité ne se limita plus aux droits politiques, elle devait s'étendre aussi à la situation sociale des individus; ce n'étaient plus seulement les privilèges de classe qu'on devait supprimer, mais les différences de classes elles-mêmes." (Engels. Anti-Dühring p.48)

2.1.1.14 Dans la "Nouvelle Gazette Rhénane", analysant le déroulement de la révolution bourgeoise, Marx montre que "la révolution de 1648 fut la révolution du 17^e contre le 16^e siècle; celle de 1789, la victoire du 18^e sur le 17^e. Elles exprimaient plus encore les besoins du monde de l'époque que ceux des secteurs où elles s'étaient produites, l'Angleterre et la France."

Plus encore que la révolution anglaise, la révolution française intervient à une époque, la fin du 18^e siècle, où la dissolution de la communauté agraire, de même que celle féodale, était parvenue à un point tel que des masses d'hommes n'avaient plus de véritables liens sociaux. Autrement dit la question se posait de reformer une communauté. La place spécifique de la France dans ce mouvement de dissolution des anciens rapports sociaux devait donner à la révolution bourgeoise dans ce pays sa physionomie particulière.

La révolution française est l'expression des besoins du monde de l'époque, elle est le signe de la montée, à l'échelle mondiale, d'une forme sociale de production (le mode de production capitaliste) au sein d'une autre (le féodalisme). En effet, le mouvement d'instauration des rapports capitalistes, qui commence au XIII^e siècle présente une accélération au XVII^e avec les révolutions anglaises et hollandaises. Cela aboutit à la destruction de l'antique communauté agraire et de celle de la forme féodale de production. Mais ce mouvement ayant été freiné en France, la révolution y apparaît comme une révolution en retard : ceci explique la contradiction que représentait la France à la fin du XVIII^e siècle : présence d'un grand capitalisme agraire, qui fut théorisé par les physiocrates, au milieu d'un féodalisme agonisant et de restes tenaces de l'ancienne communauté.

2.1.1.15 De là la question de la communauté qui hante les hommes de la révolution française, mais pour la solution de laquelle s'opposent deux visions totalement antagoniques : celle bourgeoise institutionnelle, et celle prolétarienne, humaine (1).

Le monde romain et le monde bourgeois du XVIII^e siècle avaient un caractère commun : ils provenaient tous deux de la dissolution de la communauté naturelle. Celle-ci ne fut pas totalement détruite par la société esclavagiste. D'autre part, elle fut pour ainsi dire restaurée, mais sous forme aliénée, dans le féodalisme. Là, la communauté est fondée sur des liens de dépendance personnels reliant efficacement des hommes entre eux. La terre, source principale de la richesse, dominait l'ensemble de la communauté qui lui était directement liée : le seigneur en tant que possesseur (seigneur parce que propriétaire terrien) et les serfs par leur dépendance vis-à-vis du seigneur. Une telle forme de production où production et consommation s'équilibrent tendait à vivre en circuit fermé, à limiter les échanges et par là même à empêcher que la valeur d'échange puisse accomplir son mouvement d'auto-régulation commencé sous l'empire romain. Il fallait détruire cette communauté pour que les deux éléments essentiels qui fonderont le capital (l'argent et la force de travail) soient libérés. Cette communauté fut détruite. Comment et par quoi la remplacer ? De là les recherches de tous les "philosophes" du XVIII^e siècle, sur une organisation sociale adéquate, un droit qui eût une base naturelle, un ensemble d'institutions aptes à maintenir les hommes réunis, et à garantir que ceux-ci, une fois leurs liens communautaires détruits, ne se déchirent pas dans un conflit permanent. C'est la théorie bourgeoise de l'État, garant de l'unité de la société. Ce qu'exprime Saint-Just, disciple de Jean-Jacques Rousseau, lorsqu'il se propose de définir le nouveau contrat social :

"On voit que les hommes, se traitant eux-mêmes en ennemis, ont tourné contre leur indépendance sociale la force qui n'était propre qu'à leur indépendance extérieure et collective; que cette force, par le contrat social, est devenue une arme à une portion du peuple pour opprimer le peuple entier, sous prétexte de le défendre contre ses membres et contre ses ennemis étrangers."

(1) Sur tous ces points, pour un développement plus précis cf. "Caractères du mouvement ouvrier français" -1964 rééd.1971 Invariance N°10 Nlle Série, et CouC N° 3-1977.

D'où la thèse selon laquelle la garantie de la sécurité du citoyen et du bien-être de la communauté réside dans les institutions :

"Les institutions sont la garantie du gouvernement d'un peuple libre contre la corruption des moeurs et la garantie du peuple et du citoyen contre la corruption du gouvernement.
(...)

Les institutions ont pour objet d'établir de fait toutes les garanties sociales et individuelles, pour éviter les dissensions et les violences; de substituer l'ascendant des moeurs à l'ascendant des hommes."
(Fragments sur les institutions républicaines)

2.1.1.16 Seulement, alors que la bourgeoisie prétendait avoir une théorie et une pratique qui émancipait l'homme tout entier, dans la réalité elle ne faisait que généraliser les conditions d'un nouveau mode de production basé sur une féroce exploitation de l'homme par l'homme; une société où l'égalité "juridique" ne fait que camoufler le profond antagonisme entre deux classes : bourgeoisie et prolétariat. Trompé dans son attente, confronté à l'arrêt du processus révolutionnaire ("La révolution est glacée" Saint-Just), le prolétariat, avec Babeuf, énonce à son tour une solution historique à la perte de la communauté et au devenir de l'espèce humaine : le communisme.

Par là-même, le prolétariat manifeste son être réel : restaurer l'antique être communautaire, mais porteur de tous les apports des sociétés de classe; ce à quoi l'on a affaire ici, n'est plus une simple nostalgie. Et la soif du pouvoir qui s'était déjà manifestée lors de la Guerre des Paysans, lors de la révolution anglaise de 1640 à 1650 s'affirme avec plus d'ampleur ici. Le prolétariat est cette classe qui réclame, pour pouvoir s'affranchir, la maîtrise du pouvoir politique, car "prétendre ramener à la justice et à l'égalité sans l'emploi de la rigueur, une nation dans laquelle il y a beaucoup d'hommes qui se sont fait des habitudes et des prétentions inconciliables avec le bien-être et les droits de tous, est un projet aussi chimérique que séduisant. Entreprendre une pareille réforme et s'arrêter à l'aspect de la fermeté qu'elle exige, c'est avouer son imprévoyance; c'est sacrifier le salut de tous aux vices d'une petite partie; c'est manquer de vertu" (Buonarrotti).

Par sa dictature, il eut été possible de diriger les masses mises en mouvement par la révolution bourgeoise (caractère commun avec la révolution communiste) et faciliter ainsi le développement des nouvelles forces productives : accélération du développement économique capitaliste, base pour la future révolution communiste.

2.1.1.17 Dans la dernière partie du drame qui s'est déroulé de 1789 à 1795 apparaît donc un courant qui rompt sur le plan pratique, avec l'ordre bourgeois et marque une discontinuité avec la révolution bourgeoise, posant l'amorce du cycle prolétarien : la conjuration des Egaux, dite de Babeuf.

Ce dernier proclamait :

"La révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution, bien plus grande, bien plus solennelle, et qui sera la dernière."

Son système n'est plus simplement tributaire du passé : il contient déjà les éléments de l'avenir, étant la pointe ultime de

la révolution bourgeoise et déjà l'amorce, sur le plan pratique, du mouvement communiste. Babeuf est d'abord partisan de l'égalité à la manière de Robespierre. Il veut une égalité politique qui soit réelle. Pour qu'il en soit ainsi il faut une égalité économique; il revendique la propriété privée pour tous, puis il se rend compte que le mal réside justement dans cette dernière; en conséquence, il veut une propriété collective. Les citations suivantes, tirées du Manifeste des Egaux soulignent la fantastique capacité d'anticipation du prolétariat révolutionnaire.

"Il nous faut non pas seulement cette égalité transcrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Nous la voulons au milieu de nous, sous le toit de nos maisons. Nous consentons à tout pour elle, à faire table rase pour nous en tenir à elle seule. Périront s'il le faut tous les arts pourvu qu'il nous reste l'égalité réelle."

(...)

"La loi agraire ou le partage des campagnes fut le voeu instantané de quelques soldats sans principes, de quelques peuplades mues par leur instinct plutôt que par la raison. Nous tendons à quelque chose de bien plus sublime et de plus équitable, le bien commun ou la communauté des biens ! Plus de propriété individuelle des terres, la terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde

(...)

Qu'il ne soit plus d'autre différence parmi les hommes que celles de l'âge et du sexe. Puisque tous ont les mêmes besoins et les mêmes facultés, qu'il n'y ait donc plus pour eux qu'une seule éducation, une seule nourriture. Ils se contentent d'un seul soleil et d'un même air pour tous : pourquoi la même portion et la même qualité d'aliments ne suffiraient-elles pas à chacun d'eux ?"

2.1.1.18 En France, tout comme en Angleterre, le prolétariat pousse la bourgeoisie à réaliser ses propres mots d'ordre. Mais des mots d'ordre "universels" tels que l'égalité, la liberté, etc... ne peuvent qu'être investis d'un contenu particulier suivant l'époque à laquelle ils sont formulés, et la classe qui les énonce. Pour la bourgeoisie, la "Liberté", c'est la liberté d'entreprendre, une fois abolies les barrières que le régime féodal mettait à la production; de même toutes les libertés formelles : liberté de la presse, liberté d'association etc... sont nécessaires à la classe bourgeoisie pour affirmer ses intérêts de classe, émancipée des conditions sociales de l'ancien régime. Cette restriction, incluse dans l'origine bourgeoise même de ces mots d'ordre, freine la bourgeoisie, en l'empêchant de se battre jusqu'au bout pour les réaliser. C'est le prolétariat qui, en intervenant, accélère le mouvement, mais ce faisant, il investit ces paroles creuses d'un tout autre contenu que celui que leur donne la bourgeoisie. Le paradoxe historique, c'est que, comme els conditions sociales ne sont pas mûres, le prolétariat fera effectivement triompher non pas ses conceptions radicales et révolutionnaires, mais ces mêmes principes dans leur sens bourgeois.

"La première apparition d'un parti communiste véritablement agissant se produit au sein même de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle est éliminée. Les républicains les plus conséquents, en Angleterre les niveleurs, en France Babeuf, Buonarroti, etc.. sont les premiers qui aient proclamé les "questions sociales". La Conspiration de Babeuf, écrite par son ami Buonarroti, montre que ces républicains ont puisé dans le mouvement historique la conscience qu'en éliminant la question sociale de la monarchie et de la république, on n'avait pas encore résolu la moindre "question sociale" au sens du prolétariat...

Si donc le prolétariat renverse le pouvoir politique de la bourgeoisie, sa victoire ne sera que passagère, qu'un élément au service de la révolution bourgeoise elle-même, comme ce fut le cas de l'an 1794. Il en est ainsi tant qu'au cours de l'histoire les conditions matérielles ne sont pas créées pour rendre nécessaire l'élimination du mode de production bourgeois, et donc aussi le renversement définitif du règne politique bourgeois. La Terreur ne devait donc servir qu'à balayer, grâce à ses puissants coups de boutoir, les ruines féodales en France. Il eût fallu des décennies entières à la bourgeoisie timorée et toujours conciliatrice pour mener à terme cette besogne : l'intervention sanglante du peuple hâta donc le processus. De même, la chute de la monarchie absolue n'eut été que momentanée, si les conditions économiques nécessaires au règne de la classe bourgeoise n'avaient pas encore été mûres. Les hommes se construisent un monde nouveau, non pas avec des "biens terrestres", comme le croit une superstition vulgaire, mais par des conquêtes historiques qui ébranlent le monde dans lequel ils vivent. Il leur faut, au cours de l'évolution, commencer par produire eux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à ce destin.

En fait, les choses sont simples : les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts : dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie. En effet, sans cette intervention, ni le 14 Juillet, ni les actions des 5 et 6 Octobre au 10 Aout, ni le 2 Septembre etc... n'eussent pu se produire. La bourgeoisie eût à chaque fois succombé devant l'ancien régime. Or ces interventions n'allèrent pas sans que les plébéiens donnent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie UN SENS qu'elles n'avaient pas. Ainsi ils poussaient l'égalité et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui INVERSAIENT LE SENS BOURGEOIS DE CES FORMULES, ce sens poussé à l'extrême se changeant alors en son contraire. Mais cette égalité et cette fraternité plébéiennes ne pouvaient être qu'un pur IDEAL, à une époque où il devait s'agir de réaliser précisément le contraire. Comme ce fut le cas partout, l'ironie de l'histoire fit que cette conception plébéienne des mots d'ordre révolutionnaires fut le levier

le plus puissant pour faire passer dans les lois LA CONCEPTION OPPOSEE - l'égalité bourgeoise- et pour faire passer dans la production l'exploitation - au lieu de la fraternité." .
(cf. Marx-Engels. Utopisme et communauté de l'avenir pp.146-48)

2.1.1.19 Babeuf prend donc au mot la bourgeoisie : réalisons l'égalité. Celle-ci représentait pour la bourgeoisie le principe unificateur de l'espèce humaine, fragmentée par le procès d'expropriation. Dans la théorie de Babeuf, originaire de Picardie où les vieilles sociétés communautaires étaient encore très vivaces à la fin du XVIII^e siècle, le processus qui mène de ce mode de vie communautaire à la séparation et à l'expropriation dans le MPC était une donnée très claire.

Il avait pu saisir concrètement, à la fois le contenu social de l'activité humaine, et le drame des hommes chassés de la terre, réduits au statut de prolétaires, possesseurs de leur seule force de travail, et promis à la plus féroce exploitation de la part de ces mêmes bourgeois qui prônaient pour tous les hommes "l'égalité" abstraite. Il avait pu voir qu'il n'y a pas une égalité "naturelle", mais que le mal réside dans l'existence de la propriété privée. La solution ne résiderait-elle pas dans la communauté, dans le communisme, qui ne s'exercerait plus à l'échelle des villages seulement, mais à l'échelle de la société tout entière, non seulement dans le domaine agraire, mais pour toutes les formes de l'activité humaine?

Ainsi, à la solution bourgeoise face à al dissolution de l'antique communauté, s'oppose celle du prolétariat. L'avenir de l'humanité ne réside pas dans l'appropriation privée, mais dans celle collective.

2.1.1.20 Au travers de Babeuf, on voit bien le caractère de la nouvelle révolution qui s'annonce, la révolution prolétarienne. La révolution française, comme toutes les révolutions bourgeoises qui l'ont précédées et toutes celles qui la suivront est une révolution sociale à âme politique. Une révolution sociale parcequ'elle ne peut se produire que s'il y a destruction des anciens rapports sociaux, communautaires ou féodaux. C'est justement là d'ailleurs sa mission, de détruire ces rapports afin de généraliser les rapports de production capitalistes. C'est pourquoi face à ceux qui méprisent les révolutions bourgeoises modernes (la révolution chinoise de 1949 par exemple), sous le prétexte qu'elles n'ont pas abouti, en quelques décennies à développer parfaitement le mode de production capitaliste, développant en son sein les conditions favorables à la révolution communiste, il faut montrer comment la tâche fondamentale de ces révolutions a été remplie : destruction des anciens rapports sociaux.

Mais, tout en étant, dans ses résultats, révolution sociale, la révolution bourgeoise est, dans son esprit, révolution à âme politique. Ceci parceque sa préoccupation fondamentale est de restaurer un lien politique entre les hommes, d'établir une communauté politique, en même temps qu'elle réalise dans la pratique une nouvelle communauté : celle du capital. La République apparait, comme l'a montré Marx dans la "Contribution à la Philosophie du Droit de Hegel", comme la fin de la politique. En théorisant la forme républicaine comme forme ultime du développement

politique de l'humanité, la classe bourgeoise prétend avoir découvert la panacée, l'institution qui restaure définitivement les rapports de communauté entre les hommes, capables de remplacer l'ancienne communauté détruite. L'antique procès d'expropriation des hommes de celle-ci et de leurs moyens de production atteint son plein développement au cours de l'accumulation primitive, genèse du capital et de la classe bourgeoise qui le représente. C'est justement cette classe qui pose les questions de la vie sociale, de l'ensemble du procès de production et de reproduction de l'espèce humaine sous forme de questions organisationnelles.

Or, pour Babeuf, il ne s'agit pas d'une question d'organisation mais d l'être humain : restaurer l'être communautaire primitif maître de tous les apports productifs et techniques des sociétés de classe. La révolution prolétarienne est donc une révolution politique puisque seul un acte politique : le renversement du pouvoir bourgeois, lié à la prise du pouvoir par le prolétariat à l'aide d'un parti fortement organisé, peut libérer l'humanité de l'oppression. Mais la question sociale ne peut être résolue que par une série de mesures sociales, prises après la révolution.

2.1.1.21 Dans toutes ces mesures, Babeuf intègre le machinisme, qu'il ne considère pas comme une calamité. On voit la distance qui sépare cette expression, déjà communiste, des revendications antérieures de la communauté des biens, hantées de réminiscences millénaristes et religieuses, où la principale communauté est vue sous l'angle de la communauté du sol (Guerre des paysans, Bêcheux etc...) Ici, c'est l'ensemble des forces productives de l'espèce, qu'il s'agit de s'approprier collectivement (Babeuf fut aussi un remarquable théoricien de l'éducation, qu'il estimait devoir être collective.) Là encore, Babeuf anticipe sur les expressions ultérieures du programme communiste.

"Si j'ai inventé une machine, un procédé qui simplifie et abrège le besoin de mon art, si je possède un secret pour faire mieux ou plus vite en quoi que ce soit, je ne tremble plus qu'on me le dérobe, je m'empresserai au contraire de le communiquer à l'association et de le déposer dans ses archives, pour que jamais on n'ait à déplorer de l'avoir perdu. Ce secret me sera compté il me vaudra un repos, il en vaudra à tous, dans la catégorie des travaux que facilitera mon application, et ce repos ne sera plus un funeste chômage, mais un agréable loisir."

2.1.1.22 Ce qu'il est important de noter, ce n'est pas l'insuffisance liée au caractère borné de la production, c'est la méthode, la perspective, la vision. Celle-ci est déjà sur la trace réelle de la société communiste. Elle quitte l'utopie pour s'enraciner dans la réalité. Vision limitée, certes, mais il y a en elle les prémisses de la vision réelle. Elle est dans le devenir réel du communisme, et Babeuf la tire de la lutte. En effet, les révoltes qui ont conduit à l'établissement du maximum, les émeutes de la faim de Prairial et de Germinal lui montrèrent la nécessité d'une organisation rigoureuse de "la distribution du travail et de celle de ses produits". Il y a là une expression nette et claire de la dictature de classe sur les phénomènes économiques et sur les classes. Pour Babeuf, nous l'avons vu, nul ne doit se soustraire au travail. Voilà le premier temps du devenir de

la société communiste, le premier temps encore marqué par les stigmates infâmant de la société bourgeoise.

Le but de cette nouvelle révolution, qu'il faut absolument faire, est d'instaurer une société communiste. C'est dans la description de celle-ci que Babeuf arrive à la fois à la plus grande condamnation de la société capitaliste qui ait été faite avant Marx, et à saisir dans son essence intime ce que sera la société communiste :

"Ce gouvernement fera disparaître les bornes, les haies, les murs, les serrures aux portes, les disputes, les procès, les vols, les assassinats, tous les crimes, les tribunaux, les prisons, les gibets, les speines, le désespoir que causent toutes les calamités; l'envie, la jalousie, l'instabilité, l'orgueil, la tromperie, la duplicité, enfin tous les vices; plus (et ce point est sans doute l'essentiel), le ver rongeur de l'inquiétude générale, particulièrement, perpétuelle, de chacun de nous, sur notre sort du lendemain, du mois, de l'année suivante, de notre vieillesse, de nos enfants et de leurs enfants."

2.1.1.23 Avec Babeuf, commence réellement le cycle prolétarien. A partir de lui, la fameuse phrase de Marx est valable : "La révolution du XIX^e siècle ne peut tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut commencer avec elle-même sans avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du XIX^e siècle doit laisser les morts enterrer les morts pour réaliser son propre objet. Autrefois, la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui débordé la phrase." (18 Brumaire).

C'est ce qui se réalisera dans la période suivante, mais, par suite lenteurs du développement du mode de production capitaliste en France, ce fut long. En effet, il ne suffit pas que l'idée tende vers la réalité, il faut encore que la réalité aille au-devant de l'idée (Marx).

Celle-ci naquit au XVIII^e siècle, au moment de la dissolution de la société féodale. Le prolétariat propose sa solution : le communisme (1). Celui-ci naquit comme idée, dès lors que les forces économiques étaient trop faibles pour mettre la réalité à la hauteur de celle-ci.

C'est pourquoi seul un faible détachement, une petite avant-garde put s'opposer à la nouvelle société bourgeoise : le premier parti communiste agissant, germe de la future communauté humaine. Il montrait par là qu'il avait résolu toutes les questions de forme d'organisation, puisqu'à un nouveau mode d'exploitation de l'homme, il opposait un être impersonnel : la communauté humaine future. Depuis, les forces économiques se sont tellement accrues, que la société communiste existe, prisonnière de celle bourgeoise. Mais la contre-révolution a chassé l'idée. La réalité débordé toutes les théories existantes, parcequ'elles ne sont plus, même partiellement, à la hauteur. Seule la lointaine idée,

(1) Aujourd'hui, à la fin du XX^e siècle, c'est du retard de la révolution communiste dont souffre l'humanité. La planète est depuis longtemps mûre pour le communisme, entrevu par Babeuf.

émise par Babeuf, et devenue le programme communiste, à travers les luttes ultérieures du prolétariat, peut l'englober, et leur union, donner une société nouvelle. Le cycle du mouvement prolétarien sera, alors, achevé.

2.1.1.24 Lors de la révolution bourgeoise, le prolétariat se bat aux cotés de la bourgeoisie contre les défenseurs des anciennes formes de production en fournissant aux nouveaux maîtres de la société les troupes irrégulières des insurrections, ainsi que les armées régulières des grandes guerres de constitution des nations modernes. Par cette intervention massive et conséquente, la révolution bourgeoise gagne plusieurs décennies, et sans l'utilisation de la terreur plébéienne, la bourgeoisie n'eut pu vaincre aussi radicalement sur le plan politique. A la vision minimaliste (ancêtre du menchévisme), qui fractionne la révolution en autant d'étapes successives et graduelles, qui se préoccupe de fixer à la révolution des limites à ne pas dépasser, le prolétariat répond par la proclamation de la révolution en permanence.

"Lorsque je lus plus tard le livre de Bourgeat sur Marat "l'ami du peuple", je trouvais que sans le savoir nous avions, à plus d'un égard, imité tout simplement le grand exemple de l'Ami du peuple authentique, non falsifié par les royalistes. De fait toute la rage hystérique et toutes les falsifications historiques grâce auxquelles durant près d'un siècle on n'avait connu qu'un Marat tout à fait déformé n'avaient qu'une seule cause : Marat avait arraché impitoyablement le voile à toutes les idoles du moment : Lafayette, Bailly et consorts et les avait démasqués comme étant des traitres achevés pour la révolution. Or lui-même, comme nous, ne tenait pas la révolution pour achevée, mais il l'avait proclamée permanente."
(Engels. Nouvelle Gazette Rhénane).

2.1.1.25 Avec Babeuf et les Egaux, le prolétariat fait montre de sa formidable capacité d'anticipation, dévoilant d'ores et déjà l'essence du programme prolétarien : il est connaissance d'un plan de vie futur pour l'espèce humaine. Ainsi, même si immédiatement l'ensemble des conditions objectives n'étaient pas réunies pour que le passage à la société communiste puisse être effectué, la puissance des bouleversements sociaux à l'oeuvre dans la société de ce temps fit que l'être révolutionnaire du prolétariat pût se manifester même alors que les conditions réelles ne lui permettaient pas encore de formuler définitivement son programme révolutionnaire.

D'une manière générale, il est des périodes plus propices que d'autres à l'éclosion des théories nouvelles et à la compréhension des phénomènes existants. Comme par exemple lorsque s'accélérent le procès de dissolution des anciennes formes sociales et de mise en place des nouveaux rapports de production. Ainsi, il n'y a rien d'incompréhensible au fait que ce soit le prolétariat de certaines aires "en retard" qui ait fourni les plus brillantes contributions à la compréhension du communisme. Ce "retard" faisant d'elles, non pas des sociétés immobiles, mais au contraire des sociétés en plein bouleversement, où se trouvaient condensés divers stades des formes de production, il pouvait même être un avantage, comme le souligne Engels à propos de l'Allemagne.

C'est ainsi que, tout comme pour la France de 1793, l'Allemagne de 1848, la Russie de 1905, la Gauche Communiste d'Italie émettait l'hypothèse que la vaste Chine, en plein bouleversement pourrait connaître l'émergence d'une école communiste authentique, moment du parti historique désigné par elle comme le "Marx Chinois".

2.1.1.26 Si les thèses de Babeuf apparaissent tellement en avance, même par rapport aux utopistes, c'est aussi que tous les théoriciens qui ont surgi par la suite, jusqu'à 1848, ont émergé dans une terrible phase de recul; à la fulgurance de tels moments où l'anticipation est possible, succède souvent le tâtonnement dans la pénombre de la contre-révolution. En effet, la fin de la révolution française a vu non seulement une contre-révolution contre son aile marchante, le prolétariat (celle-ci a eu lieu en 1795) mais aussi contre la bourgeoisie elle-même (qui a lieu en 1815).

Après la défaite infligée au prolétariat (échec de la conjuration des Egaux - 1795), le cours de la société bourgeoise se stabilise et la bourgeoisie, toujours prompte à mettre en veilleuse ses idéaux politiques, se consacre pleinement à ses activités au sein de la production capitaliste. La période du Directoire voit reprendre avec vigueur le rythme des affaires, et la bourgeoisie manifester sa rage de s'enrichir, dévoilant son être social (la bourgeoisie est la classe porteuse du MPC dont l'essence est d'extorquer le maximum de plus-value), caché derrière son être politique (lequel proclame abstraitement les fictions juridiques d'égalité, liberté etc...)

"La société bourgeoise est positivement représentée par la bourgeoisie. La bourgeoisie inaugure donc son gouvernement. Les droits de l'homme cessent d'exister purement en théorie." (Sainte Famille p.149)

2.1.1.27 Avec Napoléon, c'était encore une fois "l'âme politique" de la révolution bourgeoise qui allait se manifester, quitte à heurter de front la classe bourgeoise elle-même, la bourgeoisie libérale.

"Napoléon, ce fut la dernière bataille de la Terreur révolutionnaire contre la société bourgeoise, également proclamée par la Révolution et contre sa politique. Certes, Napoléon comprenait déjà l'essence de l'Etat moderne; il se rendait compte qu'il est fondé sur le développement sans entraves de la société bourgeoise, sur le libre jeu des intérêts particuliers etc... Il se résolut à reconnaître ce fondement et à le défendre. Il n'avait rien d'un mystique de la Terreur. Mais en même temps, Napoléon considérait encore l'Etat comme sa propre fin et la société bourgeoise uniquement comme bailleur de fonds, comme un subordonné auquel toute volonté propre était interdite. Il accomplit la Terreur en remplaçant la révolution permanente par la guerre permanente."
(Sainte Famille p.150)

La révolution bourgeoise est par essence nationale, et donc n'a pas pour objet de s'exporter au-dehors, mais la politique expansionniste Napoléonienne, tout en visant la domination de l'Etat Français et à en faire un pôle dominant en Europe, suscitait une dynamique révolutionnaire et un début de rupture avec l'état de morcellement et d'arriération de pays comme l'Allemagne ou l'Italie.

Or les perspectives d'unification, par exemple de l'Allemagne, ne pouvaient que susciter l'hostilité du "demiurge du cosmos bourgeois " d'alors, c'est-à-dire l'Angleterre, alliée à la Russie arriérée et qui mena, conjointement avec la Prusse et l'Autriche, une entreprise d'annihilation du "Grand Empire" Napoléonien. Le caractère crucial de toute cette période pour toute l'évolution ultérieure de l'Europe et ses rapports avec la Russie est ainsi abordé par la Gauche Communiste d'Italie :

"Il n'y avait pas de marxistes au temps des coalitions contre la France, républicaine ou napoléonienne; mais le fait que dans celles-ci, l'élément décisif fut la Russie bien plus que l'Angleterre capitaliste domine toute la conception historique marxiste depuis les premières années, est au centre de la pensée historique du jeune comme du vieux Marx. S'il était né un demi-siècle plus tôt, il aurait combattu sous le drapeau de Dumouriez lors de la défense désespérée des Ardennes, Thermopyles de la France, et même sous celui de Napoléon et de ses généraux envahisseurs de l'Europe, il serait devenu fou de rage lors du passage tragique de la Berezina, à Leipzig il se serait arraché antigermaniquement les cheveux, qu'il aurait récupérés lors de l'évasion de l'île d'Elbe, et se serait auto-enseveli lors de la sinistre perspective de 30 ans de contre-révolution à Waterloo."

(Russie et révolution dans la théorie marxiste pp.205-6)

2.1.1.28 Avec 1815, le cycle bourgeois qui émerge en 1789 connaît un brutal coup d'arrêt. La contre-révolution, déjà réalisée à l'encontre du prolétariat se manifeste désormais contre la bourgeoisie elle-même :

"En la personne de Napoléon, la bourgeoisie libérale trouvait encore une fois dressée contre elle la Terre révolutionnaire : sous les traits des Bourbons, de la restauration, elle trouva encore une fois en face d'elle la contre-révolution (...)

L'histoire de la révolution française, commencée en 1789, n'est pas encore terminée en cette année 1830, où la victoire a été remportée par l'un de ses facteurs qui possède désormais la conscience de sa signification sociale."

(Sainte Famille p.150)

Avec la contre-révolution de 1795, celle contre le prolétariat, c'est le mouvement de celui-ci vers sa constitution en classe, et donc en parti, qui est enrayée; avec la seconde, contre la bourgeoisie (1815), c'est le propre mouvement de genèse du prolétariat qui tend à être freiné. La puissance sociale de la bourgeoisie, et surtout de sa fraction la plus progressiste, la bourgeoisie industrielle, étant momentanément brisée, le développement du MPC tend à être freiné, et avec lui l'expansion quantitative de la classe prolétarienne.

21.2 Les utopistes, précurseurs de la critique socialiste

2.1.2.1 Après la défaite de 1795, le prolétariat cesse de jouer un rôle politique. Avec la contre-révolution de 1815, le monde s'installe dans une période de relative accalmie politique et sociale, retardé sur le continent, le développement capitaliste s'accélère en Angleterre, qui se prépare, avec le développement de la grande industrie, à passer au deuxième moment de la phase de soumission réelle du travail au capital dans les années 1820 (cf. CouC N°5 p.35).

C'est sur cette base que surgira en Angleterre un mouvement ouvrier d'une toute autre ampleur et profondeur, avec le chartisme, tandis que la nécessité de parachever les révolutions bourgeoises sur le continent (voire de la réaliser tout simplement comme en Allemagne, Italie etc...) ramènera avec force le prolétariat sur la scène politique en 1830 et en 1848.

Mais si, durant toute cette période, le prolétariat n'a pas encore achevé de forger les outils qui lui permettront de soumettre à sa critique radicale le monde capitaliste en voie de consolidation, il n'en reste pas moins que le seul bouleversement permanent des conditions de production engendre, à partir de cette époque, dans la société et jusque dans les classes dirigeantes, un certain nombre de questions qui montrent que la grande révolution, celle bourgeoise, n'a pas tout résolu. Non seulement certains phénomènes, dont elle avait prétendu faire table rase, subsistent, mais encore il en apparaît de nouveaux, qui paraissent incompatibles avec les grands idéaux pour lesquels s'était soulevée une moitié de l'Europe.

2.1.2.2 Tous ces phénomènes inspirèrent à quelques hommes des éléments de critique de la société nouvelle qui s'élaborait sous leurs yeux. Découvrant ses défauts, ses imperfections, voire ses tares, ils n'eurent de cesse d'inventer des systèmes qui, tout en se basant sur les nouvelles forces sociales qui venaient d'apparaître, en élimineraient tous les mauvais côtés, amenant enfin l'humanité à l'état de perfection auquel elle aspire et pour la réalisation duquel la révolution bourgeoise s'était révélée insuffisante. Ces hommes sont restés à l'histoire sous le nom d'utopistes car ils n'ont su forger les bases de cette critique qu'en la transposant sous les couleurs d'un monde imaginaire (1) idéal, dont on pourrait jeter les bases dans le monde actuel, en utilisant ses traits positifs et en réalisant des expériences qui, par leur charme et leur raison entraîneraient la généralisation de ces systèmes à l'échelle sociale.

2.1.2.3 Tous les utopistes (nous n'étudierons ici que les trois principaux : Owen, Saint-Simon et Fourier) ont ceci de commun

(1) "Utopie" vient des mots grecs "U" (non) et Topos (lieu), qui signifient "nulle part", "lieu qui n'existe pas".

qu'ils élaborent leur théorie sous l'influence directe du bouleversement des conditions sociales existantes, et qu'ils mettent en relief une double contradiction. D'une part celle entre la réalité des nouvelles conditions de production, avec leur cortège d'inégalités, de misères, de gaspillage, d'anarchie, et la conception idyllique qu'en répandent les théories bourgeoises. D'autre part la contradiction entre cette réalité et les fantastiques possibilités que ces conditions de production pourraient offrir si on les délivrait de leur aspect néfaste.

En ce sens, dans la mesure où les utopistes travaillent sur les contradictions mêmes qui surgissent avec la stabilisation de la société bourgeoise et mettent en relief l'inanité des solutions bourgeoises que l'on propose à celles-ci, ils se relient à Babeuf et aux courants visionnaires qui prévoyaient que la révolution bourgeoise n'apporterait en rien une réponse définitive aux problèmes posés à l'humanité depuis la dissolution des communautés communistes primitives.

Mais dans la mesure même où, d'autre part, leur propre solution est abstraite, menée au nom de l'humanité en général, et de la Raison, en faisant abstraction du caractère révolutionnaire des contradictions surgies (en premier lieu de celle entre capital et prolétariat), les utopistes n'incarnent pas en soi un courant prolétarien.

"Tous trois ont ceci de commun qu'ils ne se donnent pas comme les représentants des intérêts du prolétariat que l'histoire avait engendré dans l'intervalle. Comme les philosophes de l'ère des lumières, ils veulent affranchir non une classe déterminée, mais l'humanité entière. Comme eux, ils veulent instaurer le royaume de la raison et de la justice éternelles; mais il y a un abîme entre leur royaume et celui des philosophes des lumières. Lui aussi, le monde bourgeois, organisé d'après les principes de ces philosophes, est irrationnel et injuste, et c'est pourquoi il doit être condamné et mis dans le même sac que le féodalisme et les autres conditions sociales antérieures. Si, jusqu'ici la raison et la justice effectives n'ont pas régné dans le monde, c'est qu'on ne les avait pas encore exactement reconnues. Il manquait précisément l'individu génial qui est venu maintenant et qui a reconnu la vérité; qu'il soit venu maintenant, que la vérité soit reconnue juste maintenant, ce fait ne résulte pas avec nécessité de l'enchaînement du développement historique comme un événement inéluctable, c'est une simple chance. L'individu de génie aurait tout aussi bien pu naître 500 ans plus tôt, et il aurait épargné à l'humanité 500 ans d'erreurs, de luttes et de souffrances."

(Engels. L'anti-Dühring p.49)

2.1.2.4 Cette principale faiblesse des utopistes vient de ce que à part toute la justesse que peut recéler leur critique, cette dernière n'est pas faite à partir d'éléments révolutionnaires, mais essentiellement à partir de la découverte des absurdités et des abus du système qu'ils ont sous les yeux. C'est pourquoi leur travail portera essentiellement sur l'élimination de ces cotés mauvais pour arriver à établir un système parfait.

Pour y arriver, point n'est besoin, selon eux, de révolution sociale, mais la raison, l'exemple et la vertu y pourvoiront.

En l'absence de grandes luttes autonomes du prolétariat, qui ne pouvaient pas advenir sitôt, il ne leur a pas été donné de saisir dans quelles conditions les contradictions de la nouvelle société pouvaient être résolues. C'est pourquoi ils accomplissent une oeuvre critique remarquable, mais sont incapables de l'amener à la hauteur d'une critique révolutionnaire.

"Si les utopistes, nous l'avons vu, étaient des utopistes, c'est qu'à une époque où la production capitaliste était encore si peu développée, ils ne pouvaient être rien d'autre. S'ils étaient obligés de tirer de leur tête les éléments d'une nouvelle société, c'est que ces éléments n'apparaissaient pas encore généralement visibles dans la vieille société elle-même; s'ils en étaient réduits à en appeler à la raison pour jeter les fondements de leur nouvel édifice, c'est qu'ils ne pouvaient pas encore en appeler à l'histoire contemporaine." (idem p.302)

Plus généralement, les utopistes se heurtaient aux limites de leur époque, qui laissait entrevoir une partie des problèmes posés, mais pas la solution.

"A l'immaturation de la production capitaliste, à l'immaturation de la situation des classes, répondit l'immaturation des théories. La solution des problèmes sociaux, qui restait encore cachée dans les rapports économiques embryonnaires, devait jaillir du cerveau. La société ne présentait que des anomalies; leur élimination était la mission de la raison pensante. Il s'agissait à cette fin d'inventer un nouveau système plus parfait de régime social et de l'octroyer de l'extérieur à la société par la propagande et, si possible par l'exemple d'expériences modèles. Ces nouveaux systèmes sociaux étaient d'avance condamnés à l'utopie. Plus ils étaient élaborés dans le détail, plus ils devaient se perdre dans la fantaisie pure." (idem p.294)

2.1.2.5 Le Manifeste du Parti Communiste, qui passe en revue la "littérature socialiste et communiste" existante, a souligné toutes les limites propres aux utopistes, qui découlent de l'immaturation des conditions sociales et des théories.

Comme ils ne saisissent pas l'essence sociale des contradictions à l'oeuvre dans la société moderne, ils sont incapables d'identifier le sujet authentiquement révolutionnaire, le prolétariat.

"Les inventeurs de ces systèmes constatent certes l'antagonisme des classes, ainsi que l'efficacité des éléments dissolvants que recèle la société dominante elle-même. Mais s'agissant du prolétariat, ils n'aperçoivent dans l'histoire aucune activité autonome, aucun mouvement politique qui lui appartienne en propre. Comme le développement de l'antagonisme des classes va de pair avec le développement de l'industrie, ils n'aperçoivent pas davantage les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat et se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales afin de créer ces conditions."

(Manifeste du Parti Communiste p.74)

Cette sous-estimation des conditions matérielles d'une critique révolutionnaire les amène à privilégier le rôle de la science et de l'individu de génie, qui par son savoir, apportera la solution aux maux dont souffre l'humanité.

"A l'activité sociale doit se substituer leur propre ingéniosité; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions imaginaires; à l'organisation progressive du prolétariat en classe, une organisation de la société qu'ils ont eux-mêmes fabriquée de toutes pièces. Pour eux l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société.

Ils ont certes conscience de défendre, dans leurs plans les intérêts de la classe ouvrière avant tout, parcequ'elle est la classe qui souffre le plus. Pour eux, le prolétariat n'existe que sous cet aspect de classe qui souffre le plus." (idem p.75)

Par conséquent ils n'envisagent aucune activité politique ni d'organisation et se montrent complètement indifférents à l'action politique.

"Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire; ils cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques et essaient de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences à une petite échelle qui naturellement échouent toujours."

Néanmoins :

"Cette peinture imaginaire de la société future, à une époque où le prolétariat encore très peu développé, n'envisage donc sa propre situation qu'en imagination, correspond aux premières aspirations intuitives de ce prolétariat à une transformation complète de la société." (idem p.75)

2.1.2.6 Toutefois, tous ces aspects négatifs, inhérents aux limites matérielles rencontrées par les utopistes dans leur tentative de systématiser la critique du système social en vigueur, ne doit pas faire oublier l'immense intérêt de ceux qui ont eu pour les futures théoriciens du communisme, la même importance, selon Engels, que n'en ont eu les alchimistes pour leurs descendants les chimistes. Par-delà le caractère fantaisiste déployé dans leurs systèmes, ceux-ci ont fourni "des matériaux extrêmement précieux pour éclairer les ouvriers." (id p.75) (1).

Par exemple -même si l'incompréhension de leur réalisation en fait des mesures purement utopiques - les utopistes ont proposé toute une série de mesures qui inspireront directement les communistes, telles que : abolition de la famille, suppression de l'opposition ville-campagne, abolition du travail salarié, transformation de l'Etat en une simple administration de la production etc...

(1) Ce n'est pas par hasard si, dans les années 1840, Marx et Engels envisageaient la publication systématique des écrits utopistes en Allemagne pour contrebalancer les traits abstraits et ascétiques du socialisme allemand.

Même si les communistes ont toujours souligné l'illusion qui consiste à vouloir instaurer en plein coeur de la société capitaliste des îlots de communisme comme les phalanstères, les communautés, les usines-modèles d'Owen... ils n'en ont pas moins souligné que, pour limitées qu'elles soient, ces expériences montraient ce que le communisme pourrait rendre possible à l'échelle sociale.

S'adressant par exemple à un parterre d'industriels à Eberfeld en 1845, Engels souligne l'avantage de la socialisation, telle qu'elle a pu être effectuée dans les expériences d'Owen. Tant en ce qui concerne la production que la consommation, il montre tout ce que la mise en commun des ressources sociales peut avoir d'avantageux par rapport au gaspillage et à l'anarchie qui existe dans la société capitaliste.

De même, dans l'AIT, lors du débat sur le mouvement coopératif, Marx et Engels rappelleront la portée de l'expérience d'Owen, tout en soulignant que, au sein de la société capitaliste, de telles expériences ne peuvent qu'être vouées à l'échec.

2.1.2.7 L'utopisme reflète une période très précise du mouvement ouvrier. Celle où le mode de production capitaliste est assez développé pour laisser entrevoir ses principales contradictions, mais pas encore suffisamment pour produire les forces capables de fournir une explication scientifique de celles-ci, ni leur solution. C'est pourquoi, aussi bien dans ce qu'il a de positif que de négatif, la portée du mouvement utopique est très limitée dans le temps. Dès que le mouvement réel produit les conditions nécessaires pour opérer une véritable critique révolutionnaire, et pour le surgissement des forces capables de la mener à bien, l'utopisme devient réactionnaire. Il est significatif que dans les années 1830, l'avant-garde prolétarienne ne s'inspirera pas des utopistes, mais bien des authentiques courants prolétariens du passé, à commencer par Babeuf. Bien avant 1847, l'utopisme est condamné, face à la montée du prolétariat révolutionnaire.

"L'importance du socialisme et du communisme critico-utopiques est en raison inverse du développement historique. A mesure que la lutte des classes prend forme et s'accroît, cette façon de s'élever au-dessus d'elle par l'imagination, cette opposition imaginaire qu'on lui fait, perdent toute valeur pratique, toute justification théorique. C'est pourquoi, si, à beaucoup d'égards, les auteurs de ces systèmes étaient des révolutionnaires, les sectes que forment leurs disciples s'obstinent à maintenir les vieilles conceptions de leurs maîtres face à l'évolution historique du prolétariat. Ils cherchent donc une fois de plus, et en cela ils sont logiques, à éteindre la lutte des classes et à concilier les antagonismes. Ils continuent à rêver la réalisation expérimentale de leurs utopies sociales - établissement de phalanstères isolés, création de colonies à l'intérieur, fondation d'une petite Icarie, édition in-douze de la Nouvelle Jérusalem, et, pour la construction de tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel au coeur et à la bourse des philanthropes bourgeois. Peu à peu, ils tombent dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs dépeints

plus haut et ne s'en distinguent plus que par un pédantisme plus systématique et une foi superstitieuse et fanatique dans l'efficacité miraculeuse de leur science sociale.

Ils s'opposent donc avec acharnement à tout mouvement politique des ouvriers, qui n'a pu provenir que d'un manque de foi aveugle dans le nouvel évangile.

Les owenistes en Angleterre, les fouriéristes en France, réagissent les uns contre les chartistes, les autres contre les réformistes (partisans du journal "La Réforme" NDR)."

(Manifeste du Parti Communiste p.77)

Par la suite l'utopisme donna naissance, d'une part aux sectes, par-delà et contre lesquelles allait s'effectuer l'unification du prolétariat au sein de l'Association Internationale des Travailleurs, d'autre part à un pur et simple courant capitaliste lié à l'Etat. L'utopisme, visant à corriger certains abus de la société capitaliste, anticipait purement et simplement sur certains traits que celle-ci allait elle-même développer en réaction à ces abus. C'est pourquoi il fut si facile au capital de récupérer certaines idées des utopistes comme il le fit sous le Second Empire avec le Crédit Foncier des Frères Peireire etc...

"Ils est évident que l'utopisme qui, avant le temps du socialisme matérialiste et critique, renfermait ce dernier en germe, ne peut plus être, s'il revient par la suite, que niais, insipide et de fond en comble réactionnaire."

(Marx à Sorge 19.10.1877)

2.1.2.8 Des trois grands utopistes, Robert OWEN (1771-1858) est celui qui a su le mieux saisir l'essence constitutive des contradictions capitalistes, là même où elles prennent naissance : dans la sphère de la production . D'abord parcequ'il vivait en Angleterre, premier pays de développement capitaliste, ensuite parcequ'il était lui-même fabricant.

"Ce dernier (Owen NDR), dans le pays de la production capitaliste la plus évoluée et sous l'impression des contradictions qu'elle engendre, développa systématiquement ses propositions d'abolition des différences de classes, en se rattachant directement au matérialisme français."

(Engels. Anti-Dühring p.49)

D'un coté Owen hérite des caractéristiques prédominantes des idées socialistes anglaises (Godwin, Bentham etc...) : la doctrine des philosophes utilitaristes, le règne de la raison et de la justice éternelles etc... . l'athéisme et l'indignation profonde face aux contradictions sociales provoquées par le MPC.

Mais d'un autre coté, suivant les mouvements de la vie matérielle de la société anglaise, qu'il interprète de manière rationaliste et matérialiste, Owen entreprend une action réformatrice dont le but est de soulager le sort de l'humanité en agissant directement sur les circonstances matérielles qui la déterminent. Si, comme l'explique la doctrine matérialiste, l'homme est le produit des circonstances, on le changera en commençant par modifier ces dernières.

C'est pourquoi la première expérience d'Owen, la filature de coton de New Lanark, établie en 1800 fut constituée comme un modèle d'organisation sociale, unissant production, consommation et vie sociale, et évitant les effets dévastateurs et inhumains de la grande industrie. Son principe de fonctionnement était celui d'une coopérative de production et de consommation, où l'on donnait de plus une éducation soignée aux fils des ouvriers et de meilleures conditions de vie à leurs familles.

Rapidement, Owen se rend compte du fait que même en donnant aux hommes des conditions de vie relativement favorables dans sa colonie -limitant le travail des femmes et des enfants, réduisant la journée de travail des adultes, payant de bons salaires-, ils étaient encore loin de mener une vie libre et d'accomplir leur essence humaine. En s'interrogeant sur le pourquoi d'une telle situation, Owen découvre que l'augmentation de la productivité du travail assurait l'augmentation du profit des propriétaires de New Lanark.

Il constate alors que "les gens étaient (ses) esclaves" comme dans n'importe quelle autre industrie d'Angleterre. Ce faisant, Owen intuitionne le phénomène de la plus-value, mais sans le théoriser, et surtout sans comprendre comment on peut l'éliminer.

"Sans cette nouvelle richesse créée par les machines, on n'aurait pas pu mener à bien à bonne fin les guerres pour renverser Napoléon et maintenir les principes aristocratiques de la société. Et pourtant, cette puissance nouvelle était la création de la classe ouvrière."

(Owen, cité par Engels : Socialisme Utopique et Socialisme Scientifique p.74)

"C'est donc à elle (la société) qu'en revenaient les fruits. Les forces de production nouvelles et puissantes, qui n'avaient servi jusque-là qu'à l'enrichissement de quelques-uns et à l'asservissement des masses, offraient pour Owen la base d'une réorganisation sociale et étaient destinées à ne travailler que pour le bien-être commun, comme propriété de tous.

C'est de cette réflexion de l'homme d'affaires, comme fruit pour ainsi dire du calcul commercial, que naquit le communisme owenien. Il conserve toujours ce même caractère tourné vers la pratique."

(Engels. id. p.74)

Même si, sur le plan des principes, Owen reste loin du communisme moderne, son système coopératif -même s'il est condamné à la faillite car, en tant qu'il se situe dans la société bourgeoise, il laisse intact le pouvoir politique et social de la bourgeoisie, il n'émancipe pas le prolétariat - démontre aux ouvriers dans la pratique les grands traits de l'économie de la société communiste : développement des forces productives, grâce aux progrès de la grande industrie, réduction de la journée de travail, liaison de l'éducation et de l'industrie, abolition de la famille et surtout auto-administration de la communauté des hommes, sans distinction de classes, sans maîtres ni patrons. Le génie d'Owen est d'avoir compris que tout cela était possible parce que contenu en germe dans la société actuelle; mais que dans sa forme capitaliste, la grande industrie, loin d'être une source de bien-être, réduisait des masses d'hommes à un esclavage

tel que la plus despotique des sociétés n'en avaient jamais connu.

"Robert Owen, le père des fabriques et des boutiques coopératives, qui cependant comme nous l'avons déjà remarqué, était loin de partager les illusions de ses imitateurs sur la portée de ces éléments isolés, ne prit pas seulement le système de fabrique pour point de départ de ses essais; il déclara en outre que c'était théoriquement le point de départ de la révolution sociale."

(Marx. Le Capital I,4,XV Pléiade T.1 p.996)

Tout ce que l'action d'Owen pouvait avoir de réformatrice, anticipait directement sur les réformes que le capital lui-même, sous la pression de la lutte de la classe ouvrière, et soucieux de ne pas se suicider, allait finir par introduire dans la sphère de la production.

"Quand Robert Owen, immédiatement après les dix premières années de ce siècle, soutint non seulement théoriquement la nécessité d'une limitation de la journée de travail, mais encore établit réellement la journée de 10 heures dans sa fabrique de New Lanark, on se moqua de cette innovation comme une utopie communiste. On persifla son "Union du travail productif avec l'éducation des enfants", et les coopératives ouvrières qu'il appela le premier à la vie. Aujourd'hui la première de ces utopies est une loi de l'Etat, la seconde figure comme phrase officielle de tous les Factory Acts, et la troisième va jusqu'à servir de manteau pour couvrir des manoeuvres réactionnaires."

(Marx. Idem. p.833)

Par contre tout ce qui, dans l'oeuvre d'Owen, anticipait sur le communisme, lui valut l'opprobre générale de la société bourgeoise, et l'estime de la classe ouvrière, à la destinée de laquelle il lia les dernières années de sa vie.

"Le passage au communisme fut le tournant de la vie d'Owen. Tant qu'il s'était contenté du rôle de philanthrope, il n'avait récolté que richesse, approbation, honneur, renommée. Il était l'homme le plus populaire d'Europe. Non seulement ses collègues, mais aussi des hommes d'Etat et des princes l'écoutaient et l'approuvaient. Mais lorsqu'il se présenta avec ses théories communistes, tout changea. Il y avait trois grands obstacles qui semblaient lui barrer surtout la route de la réforme sociale : la propriété privée, la religion et la forme actuelle du mariage. Il savait ce qui l'attendait s'il les attaquait : universelle mise au ban de la société officielle, perte de toute sa situation sociale. Mais il ne se laissa pas détourner de les attaquer sans ménagement, et il arriva ce qu'il avait prévu. Banni de la société officielle, enseveli sous la conspiration du silence de la presse, ruiné par ses expériences communistes manquées en Amérique, expériences dans lesquelles il avait sacrifié toute sa fortune, il se tourna directement vers la classe ouvrière et continua trente ans encore d'agir en son sein. Tous les mouvements sociaux, tous

(1) "...concevoir la Révolution Française comme une lutte de classe entre la noblesse, la bourgeoisie et les non-possédants était, en 1802, une découverte des plus géniales." (Engels)

les progrès réels qui furent menés à bien en Angleterre dans l'intérêt des travailleurs se rattachent au nom d'Owen."

(Engels. Anti-Dühring p.300)

2.1.2.9 Pour construire son système utopique le français SAINT-SIMON (1760-1825), part de toutes autres prémisses, beaucoup plus juridiques, directement inspirées de la révolution française.

"Saint-Simon était fils de la révolution française; il n'avait pas encore trente ans lorsqu'elle éclata. La révolution était la victoire du tiers-état, c'est-à-dire de la grande masse de la nation qui était active dans la production et le commerce, sur les ordres privilégiés, oisifs jusqu'alors : la noblesse et le clergé. Mais la victoire du Tiers-Etat s'était bientôt révélée comme la victoire exclusive d'une petite partie de cet ordre, comme la conquête du pouvoir politique par la couche socialement privilégiée de ce même ordre : la bourgeoisie possédante."
(Idem. p.295)

Saint-Simon se rend compte que la coupure, qu'il juge vitale entre travailleurs (ou productifs) et oisifs, se situe également au sein de la bourgeoisie. Dans sa célèbre "parabole" des frelons et des abeilles, Saint-Simon se demande ce qui se passerait si la France perdait d'un seul coup "ses cinquante premiers physiciens, chimistes, mathématiciens etc..." parmi les savants; ses cinquante premiers mécaniciens, architectes, horlogers, médecins etc... parmi les techniciens; ses cinquante premiers mineurs, fabricants de draps, armateurs, imprimeurs etc... parmi les industriels; ses cinquante premiers maçons, charpentiers, serruriers, fondeurs etc... parmi les ouvriers; et il en conclut que la France serait provisoirement ruinée, que "la nation deviendrait un corps sans âme à l'instant où elle les perdrait."

Si on suppose maintenant que la France perde d'un seul coup tout l'entourage de la famille royale, tous les ministres, tous les maréchaux, cardinaux, préfets grands vicaires etc... tous ceux-ci pourraient être remplacés du jour au lendemain par le simple jeu de la hiérarchie puisqu'il existe, au-dessous de tous ces personnages, des éléments tout aussi capables et qui pourraient faire tout aussi bien qu'eux.

De cette parabole, Saint-Simon tire la conclusion que la société actuelle est tout, sauf organisée de manière raisonnable et rationnelle.

"Ces suppositions mettent en évidence le fait le plus important de la politique actuelle; elles le placent à un point de vue d'où l'on découvre ce fait dans toute son étendue et d'un seul coup d'oeil. Elles prouvent clairement, quoique d'une manière indirecte; que l'organisation sociale est peu perfectionnée, que les hommes se laissent encore exploiter par la violence et par la ruse; et que l'espèce humaine, politiquement parlant, est encore plongée dans l'immoralité."

Saint-Simon voit dans cette lutte entre "les frelons et les abeilles" l'antagonisme fondamental de notre société, qui débouchera tôt ou tard sur une lutte de classes acharnée, dont l'issue ne fait aucun doute : il faudra que la société remette l'ensemble

des richesses et des forces productives aux mains des producteurs associés, sans que plus personne ne profite du travail d'autrui.

"Le moment où la lutte doit prendre son vrai caractère est actuellement arrivé. Le parti des producteurs ne va pas tarder à se montrer. Et même parmi les hommes que la naissance a placés dans les classes parasites, ceux qui ont le plus d'étendue dans l'esprit et d'élévation dans l'âme commencent à sentir que le seul rôle honorable qu'ils puissent jouer aujourd'hui consiste à user de toute leur influence pour stimuler les producteurs à entrer en activité politique, et pour les aider à obtenir dans la direction des affaires générales la prépondérance qu'ils ont acquise dans la société."
(Saint-Simon. Du système industriel)

Tout en émettant une théorie de la lutte des classes (1), Saint-Simon n'individualise pas dans toute son ampleur le phénomène de la lutte bourgeoisie/prolétariat. Il classe parmi les "producteurs", en gros tout ce qui est actif, c'est-à-dire non seulement les ouvriers, mais aussi les savants, les industriels, les gros commerçants, les banquiers, réservant le statut "d'oisifs" ou "parasites" uniquement à ceux qui vivent de rentes sans prendre part à la production et au commerce, donc pas seulement l'ancienne aristocratie, mais aussi toute une partie de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers.

Dans son schéma, Saint-Simon accorde une large importance à la science, qui associée à l'industrie, et moralisée sous l'égide d'un "nouveau christianisme" devrait guider l'humanité sur la voie du progrès. Tout en considérant l'association de tous les producteurs, il accorde en fait une place prépondérante (de conception, de gestion et de commandement) à cette fraction des "producteurs" représentée par les grands industriels et les savants. Mais leur pouvoir, ainsi que celui des banquiers dont le rôle serait de réguler la production, découlerait plus de leurs compétences techniques que d'un état de supériorité économique.

"Cette conception correspondrait tout à fait à une période où, en France, la grande industrie, et avec elle l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat étaient seulement en train de naître. Mais il est un point sur lequel Saint-Simon insiste tout particulièrement : partout et toujours ce qui lui importe en premier lieu, c'est le sort de "la classe la plus nombreuse et la plus pauvre."

(Engels. Anti-Dühring p.296)

"Si (Saint-Simon) a ignoré, dans ses premiers écrits, l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui commençait seulement à naître en France, à cette époque-là, s'il a classé dans les travailleurs la fraction de la bourgeoisie qui s'occupait de la production, cela correspond aux conceptions de Fourier, qui voulait réconcilier le capital et le travail, et s'explique par la situation économique et politique de la France d'alors. Si Owen eut, en l'occurrence de plus vastes perspectives

(1) "...concevoir la Révolution Française comme une lutte de classe entre la noblesse, la bourgeoisie et les non-possédants était, en 1802, une découverte des plus géniales." (Engels)

c'est qu'il vivait dans un autre milieu, au coeur de la révolution industrielle et des oppositions de classe qui déjà s'accusaient."
 (Engels. Note au capital Livre I, III chap XXXVI)

2.1.2.10 Tout comme Saint-Simon, FOURIER (1772-1837) agit sous l'influence de la philosophie des lumières et des idéaux de la révolution française qu'il entend confronter, le plus souvent avec une ironie mordante, à la réalité et à la platitude de la société bourgeoise.

"Fourier prend au mot la bourgeoisie, ses prophètes enthousiastes d'avant la révolution et ses flagorneurs intéressés d'après. Il dévoile sans pitié la misère matérielle et morale du monde bourgeois et il la confronte avec les promesses flatteuses des philosophes des lumières, sur la société où devait régner la raison seule, sur la civilisation apportant le bonheur universel, sur la perfectibilité illimitée de l'homme, aussi bien qu'avec les expressions couleur de rose des idéologues bourgeois, ses contemporains; il démontre comment, partout, la réalité la plus lamentable correspond à la phraséologie la plus grandiloquente et il déverse son ironie mordante sur ce fiasco irrémédiable de la phrase."
 (Anti-Dühring p.297)

Comme Owen, Fourier estime que la mise en commun des biens, et la gestion associée des ressources humaines est le seul moyen d'établir une société vraiment rationnelle où n'existera plus le gaspillage ni l'anarchie dûes à l'appropriation privée des moyens de production. Seulement Fourier reproche à Owen de n'envisager la question que sous un angle basement matériel, qui ne peut séduire aucune population, alors que lui prétend fonder la nécessité de l'association sur une nouvelle théorie sociologique : celle de l'attraction passionnée. Fourier pense que le moyen d'établir la communauté des hommes, c'est de laisser s'exprimer les passions en les canalisant par "séries" de façon à ce qu'elles permettent d'accomplir avec le maximum d'efficacité et de rendement des tâches qui, lorsqu'elles sont synonymes d'exploitation ou bien lorsqu'elles sont imposées aux individus paraissent dégradantes et ne sont accomplies qu'avec répugnance.

"Le remède à cette fainéantise et aux autres vices qui désorganiseront l'association est donc la recherche et la découverte d'un mécanisme d'attraction industrielle, transformant les travaux en plaisirs et garantissant la persistance d'un peuple au travail, et le recouvrement du minimum qu'on lui aura avancé."
 (Fourier. Le nouveau monde industriel et sociétaire)

Pour cela, il faut laisser les individus obéir à leurs passions mais toujours en les organisant par "séries" de manière à ce que les passions ne conduisent pas à l'anarchie, mais au contraire au parfait fonctionnement de l'organisation. Ainsi, par un phénomène d'attraction, on entraînera tous les hommes dans le travail pour la réussite du bien commun. Par exemple, en dressant la liste des passions, Fourier découvre que l'homme se lasse de la continuité et aime bien la variété; la diversité du travail dans la société à venir flatte cette passion; de même en flattant le besoin d'intrigue et d'émulation on amènera les différentes

équipes de travailleurs à rivaliser pour oeuvrer à de plus belles réalisations et on améliorera ainsi la qualité des produits etc..

Dans un autre registre, Fourier observe que le goût des jeunes enfants pour les excréments et les choses sales en feront d'enthousiastes éboueurs et égoutiers !

Fourier décrit minutieusement son organisation future, avec des trouvailles poétiques qui le distinguent de Saint-Simon ou d'Owen; mais plus que le détail de ces mesures utopiques, c'est la vision historique qui sous-tend son système qui fait la valeur de son oeuvre. Peu apte à comprendre la lutte des classes et la nécessité matérielle d'un bouleversement de la société, il sait néanmoins que notre époque est le fruit d'une évolution historique qui a abouti à tout renverser en son contraire et que le monde civilisé n'a rien à envier au mode de vie des peuples barbares. La théorie des 4 étapes de l'histoire de l'espèce humaine, jointe aux travaux de Morgan, inspirera les recherches d'Engels sur l'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.

"Mais là où il apparaît le plus grand (Fourier NDR), c'est dans sa conception de l'histoire de la société. Il divise toute son évolution passée en quatre phases: sauvagerie, barbarie, patriarcat, civilisation, laquelle coïncide avec ce qu'on appelle maintenant la société bourgeoise et il démontre"que l'ordre civilisé donne à chacun des vices auxquels la barbarie se livre avec simplicité, une forme complexe, ambiguë et hypocrite.", que la civilisation se meut dans un "cercle vicieux", dans des contradictions qu'elle reproduit sans cesse, sans pouvoir les surmonter, de sorte qu'elle atteint toujours le contraire de ce qu'elle veut obtenir ou prétend vouloir obtenir; de sorte que, par exemple, "la pauvreté naît, en civilisation, de l'abondance même."
(Engels. Anti-Dühring p.297)

Ce "monde à rebours", Fourier est convaincu qu'il faut le renverser en un "monde à droit sens", mais il n'a aucune idée des moyens pour réaliser cela, sinon le mécénat, et il passera sa vie à attendre celui qui pourrait financer ses projets de phalanstère.

2.1.2.11 A part les efforts nécessaires à la recherche du financement de leurs projets, les utopistes se livrèrent assez peu au prosélytisme, n'essayèrent pas de fonder des mouvements de masse, et se maintinrent tout à fait à l'écart des mouvements prolétariens (à part Owen dans la dernière partie de sa vie).

Contemporains les uns des autres, ils ne cherchèrent pas à unifier leurs projets, à clarifier leurs théories.

Expression d'une époque où ne transparait pas encore complètement le rôle émancipateur du prolétariat, le rêve utopiste, au long du 19^e siècle, accompagnera toutes les défaites du prolétariat. Après 1848, après 1871, lors des périodes de crise et de chômage, proscrits et émigrants abordaient de jeunes continents avec en poche des plans de communautés, de phalanstères etc... qui finissaient dans le meilleur des cas comme des coopératives de production, dans le pire comme des assemblées de clochards et de miséreux. C'est surtout sur le plan doctrinal que les utopistes ont réussi à accomplir la rupture avec la société capitaliste, entamant une critique dont de nombreux éléments seront repris par le programme communiste, mais sur une toute autre base, fondée désormais non sur l'illumination de quelques individus, mais sur la lutte sociale de la masse du prolétariat, seule classe révolutionnaire de la société moderne.

2.1.3 Reprise du mouvement de classe et constitution de la classe en parti

2.1.3.1 La période 1815-1830 s'était caractérisée comme une période de consolidation des rapports de production capitalistes et d'accalmie politique consécutives à la contre-révolution de 1815. Ce faisant, la société travaillait à la généralisation de ses contradictions, qui allaient bientôt remettre face à face les deux vieux ennemis, la bourgeoisie et le prolétariat. Ce dernier n'était toutefois pas encore capable d'impulser lui-même un grand mouvement révolutionnaire, et les utopistes exprimaient bien cette faiblesse en méprisant le rôle de l'action politique.

C'est à nouveau à l'occasion d'un mouvement bourgeois que le prolétariat allait se manifester en 1830, de manière plus universelle qu'en 1795. Mais le principal mérite des révolutions de 1830 fut d'ouvrir un cycle d'agitation révolutionnaire dans toute l'Europe, dont l'expression prolétarienne la plus pure fut le chartisme en Angleterre, et qui culmina en 1848 avec la nette individualisation des deux principales forces antagoniques de la société moderne.

2.1.3.2 Guidées par les deux nations qui s'étaient érigées en gendarmes de l'Europe : la plus arriérée, la Russie, et la plus moderne, l'Angleterre, les nations de la Sainte-Alliance, "fondée pour s'opposer à l'esprit révolutionnaire du peuple français" (Engels) avaient voulu conjurer le spectre révolutionnaire et maintenir l'Europe dans l'état où elle était avant l'épopée Napoléonienne.

La Restauration entendait remettre en place les pouvoirs "légitimes" c'est-à-dire réinstaller sur les trônes les dynasties qui avaient été balayées par la tourmente révolutionnaire. Elle entendait éliminer toutes les idées héritées de cette période et entre autres l'idée bourgeoise selon laquelle c'était aux hommes de trouver eux-mêmes leur forme d'organisation politique. Pour les théoriciens de la Restauration, cette forme ne pouvait que reproduire un modèle divin, l'homme ne pouvant bouleverser l'ordre des choses et surtout pas se rendre maître de sa propre destinée. Sur le plan de la doctrine, on était complètement en retrait par rapport à la philosophie des lumières et à toutes les théories bourgeoises du droit. D'où une tentative complètement réactionnaire de figer artificiellement le développement social, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur (Metternich) pour éviter le retour du cauchemar révolutionnaire. Mais, le surgissement des nations modernes est une exigence vitale pour le mode de production capitaliste. Celui-ci ne développe pleinement les forces productives au sein d'un pays donné qu'une fois le marché national constitué et toutes les barrières héritées des modes de production antérieurs disparues. Cette destruction s'effectue d'autant plus profondément qu'elle est le produit d'un mouvement radical, révolutionnaire.

Or nulle Sainte-Alliance ne peut freiner durablement le mouvement du capital et empêcher que se réalisent les bouleversements exigés par celui-ci. Comme le montrait Engels, soit la forme de l'Etat est conforme au développement historique exigé par la société, soit elle tente de s'y opposer. Dans ce dernier cas, elle

ne saurait être durable car en définitive c'est le mouvement de la société qui s'impose à l'Etat et non l'inverse. Or la période bourgeoise moderne exige, comme forme d'Etat la plus achevée, la République démocratique. C'est pourquoi en 1830 eut lieu une vague de révolutions démocratiques bourgeoises, englobant les nations directement soumises au joug russe (Pologne) ou Autrichien (Magyars, Italie...). Dans une nation bourgeoise déjà constituée comme la France, mais dominée par le système réactionnaire de la Restauration, le mouvement fut l'occasion pour la bourgeoisie de reprendre ses revendications démocratiques, tâche dans laquelle elle fut, à nouveau, aidée par le prolétariat.

2.1.3.3 La Restauration en France, en replaçant sur le trône un membre de la famille des Bourbons, espérait donner un coup d'arrêt au mouvement de modernisation impulsé par la révolution puis par Napoléon. La charte de 1814 consacrait le pouvoir de l'aristocratie et d'une partie de la haute bourgeoisie financière. Le système, calqué sur le modèle anglais, laisse à l'écart la masse de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Pendant toute la décennie 1820-1830, ces dernières classes développent une opposition libérale, réclamant la reconnaissance du pouvoir politique pour l'ensemble de la bourgeoisie. Face à l'influence croissante de ce courant, le pouvoir royal prend l'initiative et proclame des ordonnances visant à décapiter le mouvement d'opposition bourgeoise (suspension de la liberté de la presse, dissolution de la Chambre, révision -en un sens plus restrictif- de la loi électorale, convocation à de nouvelles élections). L'âme bourgeoise du mouvement de 1830 ne pouvait l'entraîner au-delà d'une simple réorganisation du pouvoir politique, d'un changement de personnel dirigeant et d'un élargissement de la représentation politique de la bourgeoisie, dans un sens plus conforme aux intérêts du capital. Mais même pour un tel objectif limité, la bourgeoisie avait besoin de la masse du prolétariat pour faire poids. C'est pourquoi les fabricants et les entrepreneurs bourgeois fermèrent les ateliers pour jeter le prolétaires dans la rue, comme masse de pression.

Ce qu'ils n'avaient pas prévu, c'est que la rue est le terrain du prolétariat tout comme les bancs de l'Assemblée constituent le terrain de la bourgeoisie. Le prolétariat répondit à ce chômage forcé (dont il rendait responsable les Bourbons) par l'émeute et se porta immédiatement au pôle le plus extrême du mouvement en réclamant la République. Toute l'essence bourgeoise du mouvement apparut alors dans le fait que la réorganisation du pouvoir politique se discuta dans les salons du banquier Lafitte, toutes les fractions de la classe dominante se réunissant sur un point : empêcher la proclamation de la république, détourner le prolétariat de ses ambitions révolutionnaires, éviter le développement d'une révolution.

2.1.3.4 Si le prolétariat, en 1830, n'a pas été capable d'aller au-delà de l'émeute immédiate et d'avancer ses propres revendications, son intervention n'en préfigure pas moins la polarisation des antagonismes sociaux qui s'effectuera en 1848. D'un côté un prolétariat que la bourgeoisie cherche à utiliser au mieux comme masse de manoeuvre et qui manifeste son être révolutionnaire en menant le combat au-delà de ses limites bourgeoises; de l'autre une bourgeoisie qui doit apprendre à manoeuvrer entre une aristocratie à laquelle elle essaye d'arracher une plus grande part du pouvoir politique, et un prolétariat qui, une fois mis en mouvement

risque de tout emporter sur son passage, y compris la domination bourgeoise elle-même. Entre les deux, la petite bourgeoisie qui se manifeste par la phrase radicale, mais aligne rarement ses actes sur celles-ci et qui est capable aussi bien de rallier le prolétariat que la bourgeoisie, suivant celui qui se montre le plus fort au cours de la lutte. On retrouvera toutes ces composantes en 1848, mais cette fois la lutte culminera en une opposition directe entre prolétariat et bourgeoisie.

2.1.3.5 Dans l'intervalle (1830-1848) on eut une phase de recomposition de la classe prolétarienne, et cela à l'échelle internationale. Sur le continent, la révolution de 1830 avait brisé le carcan dans lequel la restauration entendait figer le mouvement social. Le résultat fut une recrudescence de l'agitation politique, non seulement chez la bourgeoisie jusqu'en Février 1848 en France et Mars 1848 en Allemagne, mais aussi chez le prolétariat qui, tout en relançant l'agitation sociale cherche à renouer avec son expérience révolutionnaire passée en se réappropriant l'expérience de Babeuf et des révolutionnaires de 1793.

En même temps, l'expansion du MPC sur le continent poussait à l'élargissement du champ d'action du prolétariat, dans la mesure où des révolutions bourgeoises, ou des tentatives de révolution bourgeoise mettaient à l'ordre du jour la réalisation du terrain sur lequel le prolétariat peut mener à bien sa lutte de classes : la république bourgeoise démocratique. Les années 1830 connurent, en plus de la révolution en France, une campagne d'agitation bourgeoise en Allemagne qui amena certains états à accorder des constitutions, mais sans résoudre la question de l'unité allemande qui allait se poser avec acuité en 1848; une révolution nationale en Belgique pour la reconnaissance de l'indépendance nationale d'avec la Hollande; en Pologne une révolution à caractère national dirigée par une opposition libérale dont une fraction plus "jacobine" forme des sociétés secrètes, déjà très actives durant la décennie antérieure, et qui déboucheront plus tard sur le mouvement révolutionnaire bourgeois de Garibaldi. Tous ces événements n'étaient autres que les signes avant-coureurs du "printemps des peuples" de 1848, au cours duquel, dans le fracas des révolutions bourgeoises renversant les autels de l'absolutisme, le prolétariat saura faire entendre l'appel puissant de la révolution sociale. Dans le même temps en Angleterre, sphère la plus avancée du mode de production capitaliste, le prolétariat effectuait sa première grande tentative d'organisation en classe et donc en parti politique : le chartisme.

2.1.4 Le Chartisme en Angleterre

2.1.4.1 La période 1830-1848 et la vague révolutionnaire qui lui fait suite constituent une époque charnière, séparant entre eux deux grands moments de l'histoire du prolétariat: le premier où la classe ouvrière était mobilisée à la remorque des intérêts bourgeois, intervenant pour obliger la bourgeoisie à accomplir jusqu'au bout son cycle révolutionnaire; le second -qui est consacré à l'échelle européenne, par la rupture violente de 1848 - où le prolétariat se met en brèle sur ses objectifs propres, faisant face à la bourgeoisie, définitivement identifiée comme ennemi historique.

L'aire anglaise, où se réalise plus tôt la mise en place et le parachèvement des rapports de production capitalistes modernes, connaît également ce mouvement; elle l'anticipe même un petit peu, puisque de 1836 à 1848 a lieu une agitation bourgeoise ET prolétarienne, qui se soldera dès 1842 par la rupture entre les deux camps.

Le mouvement chartiste lui aussi joue un rôle charnière, car il intègre, au long de tout son cours, les deux phases; l'une où le prolétariat et la bourgeoisie luttent encore côte à côte; l'autre où le prolétariat lutte seul contre tous ses ennemis, bourgeoisie comprise. Toute l'histoire du mouvement chartiste est l'histoire du processus à travers lequel la classe ouvrière se dégage des intérêts bourgeois, affirme ses intérêts propres et se constitue, sur cette base, en classe et donc en parti politique distinct.

C'est la première fois que le prolétariat moderne intervient comme force sociale massivement mobilisée sur ses intérêts propres. Le chartisme inaugure donc le cycle purement prolétarien qui s'établira après 1848. Mais il ne fait que l'inaugurer car pour que le prolétariat puisse agir à la hauteur de sa tâche historique, il faut qu'il ait formulé son programme, et cela le chartisme, à lui seul, ne pouvait le fournir. Il ne pouvait fournir qu'un des éléments, dont la synthèse, effectuée à l'aube de la vague révolutionnaire allait aboutir au programme communiste.

2.1.4.2 Au cours de la période 1830-1848 se déroulent en Angleterre un certain nombre de mouvements politiques et sociaux qui se combinent les uns les autres suivant les intérêts des différents acteurs.

On a :

- les mouvements sociaux du prolétariat : lutte pour la réduction de la journée de travail (Bill de 10 heures); lutte contre la nouvelle loi sur les pauvres instituant les workhouses, véritables bastilles pour les chômeurs et toutes les victimes de l'accumulation du capital; luttes syndicales pour les salaires etc...

- la revendication de la bourgeoisie libérale pour un élargissement de la représentation politique et une réforme du système parlementaire (Reform Bill).

- la lutte de la bourgeoisie industrielle contre la classe des propriétaires fonciers, qui se traduit par :

- Les revendications de l'abolition des lois sur les grains (système protectionniste maintenant artificiellement élevés le prix des céréales en Angleterre et confortant la position sociale de propriétaires fonciers).

- En retour, les campagnes menées par les propriétaires fonciers contre la "sauvagerie" du développement industriel et leur "aide" apportée au prolétariat considéré comme simple instrument de vengeance contre la bourgeoisie, pour l'obtention de ses revendications (journée de 10 heures par exemple), tout en espérant freiner le développement du MPC.

- Enfin le mouvement pour le suffrage universel, autrement dit la Charte du peuple, qui regroupe le prolétariat, la petite-bourgeoisie radicale, et la fraction industrielle des classes bourgeoises frustrées par la réforme électorale de 1832.

Sous le mot d'ordre commun du "suffrage universel", chacune de ces fractions défend en fait son intérêt de classe : la bourgeoisie industrielle ne vise qu'à être dotée d'une part du pouvoir politique, sphère dont elle est exclue; la petite-bourgeoisie radicale réclame une plus grande égalité politique et sociale; le prolétariat enfin, réclame l'exercice du pouvoir politique, ce que le suffrage universel lui aurait apporté dans les conditions sociales de l'Angleterre d'alors (1), et la satisfaction de toutes ses revendications, tant politiques que sociales.

Le chartisme rencontrera sur son chemin tour à tour tous ces mouvements. Avec les uns il aura à composer; avec d'autres au contraire, il devra se démarquer nettement pour affirmer son identité propre.

2.1.4.3 S'il restait encore, dans l'aire anglaise, la possibilité dans le premier tiers du 19^e siècle, d'une alliance entre bourgeoisie et prolétariat, sur la question du suffrage universel, c'est que ce pays n'était pas parvenu à se doter des institutions politiques adéquates aux nouveaux rapports sociaux hérités de la grande révolution anglaise, problème que l'accès à la phase de soumission réelle posait de manière encore plus cruciale. Une fois renversée la république de Cromwell, il s'établit une sorte de compromis (1689), réaction provoquée par "l'excès d'activité révolutionnaire" (Engels) de la masse plébéienne, entre la noblesse et la bourgeoisie (essentiellement sa fraction financière), compromis qui empêcha la généralisation des institutions politiques bourgeoises et le règne sans partage de la bourgeoisie.

Il devait s'ensuivre, sous l'impulsion du passage de la phase de soumission réelle du travail au capital, à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, une agitation bourgeoise pour la réforme de la loi électorale. Comme le montrent également les épisodes français et allemand, le prolétariat ne peut pas être indifférent à cette lutte pour la forme de l'Etat, dans la mesure où la conquête de la démocratie politique (république démocratique) signifie la conquête du terrain de lutte où ses intérêts de classe pourront s'exprimer librement, et où se livrera le combat décisif entre prolétariat et bourgeoisie .

"...si elle est la forme accomplie de la domination de la bourgeoisie, la république moderne est en même temps la forme d'Etat où la lutte de classe se débarrasse de ses dernières entraves et où se prépare son terrain de lutte. La république moderne n'est précisément rien d'autre que ce terrain de lutte (...) rien d'autre que le théâtre déblayé pour la dernière grande lutte de classe de l'histoire du monde. Voilà précisément sa formidable portée."

(Engels. La république en Espagne. 1873)

C'est donc à nouveau en tant que classe mobilisée, luttant aux côtés de la bourgeoisie pour des objectifs communs que le prolétariat participera aux grandes luttes politiques pour le suffrage universel en 1790, 1819 et 1830. Mais la dynamique même de ce mouvement amènera le prolétariat à formuler sa propre version du suffrage universel : celui-ci ne peut être qu'un moyen politique pour l'accomplissement de ses buts sociaux. La définition

(1) Où le prolétariat formait à lui seul les deux tiers de la population, concentrée dans les villes.

de ces buts, le regroupement de la classe prolétarienne sur ses objectifs historiques, la constitution du prolétariat en classe et donc en parti politique seront les résultats du grand mouvement chartiste qui se développe en Angleterre de 1836 à 1848.

2.1.4.4 Même si le résultat politique du compromis de 1689 avait été de freiner la révolution radicale et d'équilibrer le pouvoir de la bourgeoisie montante et de la noblesse, il était loin d'avoir provoqué un affaiblissement du développement des rapports de production capitalistes. Au contraire, les éléments plébéiens et révolutionnaires étant matés et la "paix sociale" obtenue, il permit à la bourgeoisie de poursuivre le processus de concentration des moyens de production, de subsistance et d'échange, et aux nouveaux propriétaires fonciers, surgis principalement à partir de l'époque d'Henri VIII (rente des terres de l'Eglise etc...) de bénéficier de l'augmentation de la rente. L'aristocratie foncière en voie de modernisation, négocia la garantie de ses intérêts de classe avec la bourgeoisie ascendante, dont les intérêts économiques exigeaient la poursuite du procès d'expropriation des hommes, la création d'un prolétariat "sans feu ni lieu".

Si déjà à cette époque il y avait inadéquation entre développement économique et organisation politique de la société, la situation ne pouvait qu'empirer avec le passage à la phase de soumission réelle, qui voit s'accroître le poids social de la classe capitaliste.

L'invention de machines-outils et de machines motrices à la fin du XVIII^e siècle, et leur application systématique à l'industrie, à partir du début du XIX^e siècle, permit le passage sur une large échelle de la manufacture à la grande industrie : l'Angleterre est le premier pays à avoir connu le passage à la phase de soumission réelle du travail au capital et donc à voir se généraliser les conditions matérielles de la société capitaliste. Ce processus impliquait une prolétarisation violente des masses anglaises, dont Engels s'est fait le dénonciateur dès les années 1844. Vers le milieu du XIX^e siècle, l'Angleterre était un pays à la population majoritairement ouvrière et citadine.

Mais cela impliquait aussi, tout comme en France et en Allemagne par la suite, que la question de la redistribution du pouvoir politique, qui n'avait pas eu lieu par suite du freinage de la révolution bourgeoise radicale, ressurgissait avec d'autant plus de violence, que dans la réalité sociale la bourgeoisie industrielle acquérait une place prépondérante au sein des classes dominantes.

D'où pour elle la nécessité absolue de mettre fin à son isolement vis-à-vis de la Gemeinwesen politique, de conquérir une représentation politique conforme à ses intérêts de classe, au sein du Parlement et de l'appareil d'Etat.

2.1.4.5 Pour cela, la bourgeoisie industrielle était prête à mobiliser le prolétariat. Mais le prolétariat anglais des années 1820-1830, n'était pas un nouveau-né à la lutte sociale et politique. Il avait déjà commencé à s'élever lui-même à la rude école des Trade-Unions (Syndicats) et à suivre l'école de guerre des grèves. Vivant au sein des rapports de production capitalistes les plus développés, il avait réagi là où il était immédiatement attaqué : sur le terrain du travail salarié. C'est ce qui amène la théorie communiste à caractériser le prolétariat anglais à

cette époque comme plutôt "pragmatique" par rapport au français et à l'allemand.

"Les ouvriers se doivent de protester là-contre tant qu'ils n'ont pas perdu tout sentiment humain et s'ils protestent de cette manière et non d'une autre, c'est qu'ils sont anglais, c'est-à-dire des gens pratiques qui appuient leur protestation par un acte et ne font point comme les théoriciens allemands qui s'en vont tout tranquillement se coucher dès que leur protestation est dûment enregistrée et déposée ad acta pour y dormir elle aussi du même sommeil tranquille que les protestataires."

(Engels. Situation de la classe laborieuse en Angleterre)

Par rapport au prolétariat français qui engage d'abord la lutte sur le terrain politique pour en arriver ensuite, à poser la "question sociale", le prolétariat anglais se situe d'emblée sur le terrain social et ne fera donc jamais du suffrage universel un but en soi, mais toujours le moyen de son émancipation sociale.

2.1.4.6 En 1829-1830 la bourgeoisie industrielle crée diverses "Unions politiques" (Political Unions) qui revendiquent le suffrage universel et tentent de rallier la classe la plus intéressée à cette revendication : le prolétariat. Les unions politiques agitent la vieille bannière de la réforme électorale, revendiquée depuis les mouvements de 1790, et qui devrait permettre au Parlement de refléter plus fidèlement le rapport de forces réel du pays : élimination des "bourgs pourris" (1), abaissement du cens, lutte contre la corruption etc...

La bourgeoisie entamait donc de manière décidée la lutte contre la classe des propriétaires fonciers, et sa fraction la plus radicale attaquait également les "faux frais" de l'administration et les lois sur les blés (Corn Laws). En 1829 se crée la Birmingham Political Union (BPU), qui jouera un rôle clé dans le mouvement.

En 1831, est fondée la National Political Union (NPU), avec ATWOOD (banquier à Birmingham) et PLACE à sa tête. Son objectif était de coordonner la mobilisation des Political Unions pour le soutien au Reform Bill qui devait être présenté à la Chambre des Communes par Lord John Russel (Whig). C'est donc la bourgeoisie industrielle qui prenait l'initiative politique, utilisant le prolétariat comme masse de manoeuvre pour forcer le Parlement à reconnaître sa propre puissance économique et sociale.

"Aucune innovation importante, aucune mesure décisive n'a jamais été réalisée dans ce pays sans une pression de l'extérieur (pressure from without). Soit l'opposition avait besoin d'une telle pression contre le gouvernement, soit celui-ci en avait besoin contre l'opposition. Par "pressure from without" l'anglais désigne de grandes démonstrations populaires extra-parlementaires, qui

(1) On appelle "bourgs pourris" (rotten borough), des localités de faible importance, voire semi-désertes qui possédaient un représentant au Parlement, système permettant toutes les manoeuvres possibles. Par contre les villes manufacturières et commerçantes de l'importance de Birmingham, Manchester ou Leeds, n'étaient pas représentées.

naturellement ne peuvent pas être mises en scène sans l'active participation de la classe ouvrière. PITT savait utiliser les masses contre les whigs dans sa guerre anti-jacobine. L'émancipation catholique, le Reform Bill, l'abolition des Corn Laws, le Bill de 10 heures (...) tous étaient le fruit de virulentes manifestations extra-parlementaires, dans lesquelles la classe ouvrière, parfois incitée artificiellement, parfois agissant spontanément, ici comme dramatis persona (acteur du drame), là comme le chœur, jouait soit le rôle principal, soit, si les circonstances le demandaient, la partie bruyante." (Marx, Die Presse 2/2/1862)

Ici, au début de ce mouvement pour le suffrage universel, le prolétariat -ainsi que la petite bourgeoisie- formait le chœur et jouait le rôle de la "partie bruyante". Néanmoins ce "choeur" vivait sa vie propre comme en témoigne le développement d'une très active presse radicale (par exemple le "Poor Man's Guardian" de Hetherington et O'Brien), et la diffusion de brochures consacrées aux travaux socialistes d'inspiration ricardienne de Gray, Hodgkin etc...

2.1.4.7 En 1831 a lieu la fondation de la National Union of the Working Class and Others (NUWC : Union Nationale de la classe ouvrière et autres), à la tête de laquelle se trouvent Lovett et Hetherington, tous deux ouvriers qualifiés, et qui joueront un rôle important dans le développement du chartisme.

La NUWC surgit du sein des associations coopératives qui suivaient les idées d'Owen et luttait pour le droit du travailleur à l'intégralité du produit de son travail. Mais Lovett et ses compagnons divergeaient de leur maître dans la mesure où ils s'engageaient dans la lutte politique, luttant pour le suffrage universel comme moyen d'accomplir des réformes. Pour eux, l'accès au Parlement signifierait un pas décisif pour la transformation pacifique de la société, pour l'implantation pacifique de la société coopérative des "classes industrielles" ("industrious classe incluant selon eux le prolétariat et la bourgeoisie industrielle).

Le programme de la NUWC (1) s'appuyait sur la tradition du parti démocrate anglais, tradition qui influençait de plus en

(1) Le "Poor Man's Guardian" résumait ainsi ce programme :

"Destruction de l'aristocratie monstrueuse; établissement d'une République, c-a-d d'une démocratie par les représentants élus au suffrage universel; suspension des charges, titres et distinctions héréditaires; abolition du droit d'ainesse, injuste et contre nature; distribution égale de la propriété entre tous les enfants, administration de la justice rapide et peu coûteuse; abolition des Game Laws (lois sur la chasse); abrogation des taxes diaboliques sur les journaux, les almanachs et autres sources d'information; émancipation de nos concitoyens les Juifs; introduction de Poor Laws en Irlande; abolition de la peine de mort pour les offenses contre la propriété; utilisation des revenus des "Pères de Dieu" les évêques pour le bien-être des pauvres; abolition des dîmes; rétribution des prêtres et pasteurs par les membres de leur secte; la dette publique ne doit pas être celle de la Nation; licenciement de la machine du despotisme : l'armée; création d'une Garde Nationale."

plus le prolétariat.

Engels rappelle ainsi la trajectoire de ce parti :

"Le parti démocratique s'est formé parallèlement à la révolution industrielle. En 1769, J.Horne Tooke fonda la Society of the Bill of Rights, dans laquelle on discuta d'abord des principes démocratiques dans une vision républicaine. Comme en France, les démocrates étaient uniquement des gens ayant une formation philosophique. Mais ils se rendirent bientôt compte que les classes moyennes et supérieures leur étaient hostiles et que leurs idées ne trouvaient d'écho que dans les classes laborieuses. Parmi celles-ci ils dès 1794 un parti relativement assez fort, quoique pas assez fort, bien qu'assez pour pouvoir agir autrement que par à-coups. Il ne fut plus question de lui de 1797 à 1816; au cours des années agitées de 1816 à 1823, il redevint actif, mais il retomba en léthargie jusqu'à la révolution de juillet 1830. Depuis lors, il a conservé son importance aux côtés des vieux partis et il progresse régulièrement."
(Engels. La Situation anglaise. Vorwats! 11.09.1844)

2.1.4.8 Néanmoins la majorité "Tory" (1) refuse de réformer le système électoral qui protège ses intérêts économiques et maintient le pouvoir politique entre ses mains, bien que quelques Tories "éclairés" (PEEL etc..) reconnaissent qu'il serait nécessaire de négocier avec la bourgeoisie industrielle, compte tenu de la menace de révolution sociale. D'un autre côté les "Whigs", qui étaient éloignés du pouvoir depuis cinquante ans, espéraient qu'une réforme parlementaire pourrait leur confier à nouveau le pouvoir d'Etat et possédaient en même temps la conscience de ce que, si l'on n'obtenait pas cette réforme négociée avec la bourgeoisie industrielle, l'agitation déclenchée par la bourgeoisie elle-même, jointe aux répercussions des événements révolutionnaires sur le continent, finirait par échapper à son contrôle et se retourner contre elle.

Le contenu du "Great Reform Bill" présenté par Lord Russel à la Chambre des Communes en 1831 était le suivant : suppression des "bourgs pourris", diminution de moitié des représentations de circonscription de faible poids économique (les sièges ainsi récupérés étant distribués à des villes industrielles importantes) et vote censitaire.

Cette formule de compromis donnait à la bourgeoisie une position puissante au Parlement ce qui était le plus sûr moyen d'éliminer

(1) Depuis le milieu du XVII^e siècle, on désigne par "Whigs" et "Torys" en Angleterre, deux fractions de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie foncière, qui se partagent alternativement le pouvoir. Les whigs forment une fraction plutôt libérale de la haute bourgeoisie, anti-absolutiste, et qui réclama des réformes au moment de la révolution française. Les "Torys" incarnent la fraction traditionaliste de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie foncière, violemment hostile à quelque réforme que ce soit. Face à la bourgeoisie industrielle, exclue du pouvoir politique, les whigs sont plus enclins à des réformes car ils craignent une révolution sociale.

les Torys du pouvoir, mais en même temps elle maintenait le principe de la liaison du vote à la propriété privée et ainsi freinait le développement d'un cours véritablement révolutionnaire qui aurait fait surgir, derrière la forme politique le contenu social : l'émancipation du prolétariat.

Mais, les Tories ayant rejeté le projet de loi, la NPU déclenche d'énormes manifestations, mobilisant le prolétariat. Au sein de la NUWC, Benbow propose la grève générale (Grand National Holiday), et un congrès des classes productives. Le "Poor Man's Guardian" publie des conseils techniques pour les batailles de rue, et des méthodes pour construire des barricades. Sous cette intense "pression de l'extérieur", le cabinet Tory démissionne, et le parti Whig arrive au pouvoir. LE Reform Bill est finalement voté en Avril 1832.

Compte tenu de son caractère limité, la NUWC dénonce la trahison de la bourgeoisie et tente de bloquer le Reform Bill censitaire pour obliger la bourgeoisie industrielle à combattre pour le suffrage universel, convoquant les masses du prolétariat et de la petite-bourgeoisie démocratique à des meetings et utilisant l'énorme influence du "Poor Man's Guardian".

Celui-ci écrit le 11 Avril 1832 :

"Vous mourriez de faim par milliers si ce Bill passe, et vous serez jetés sur le fumier ou à terre, nus, comme des chiens."

A la fin de 1832, la NUWC convoque une convention nationale, pour délibérer sur les mesures à prendre contre le Reform Bill, mais celle-ci est brutalement dispersée par l'armée.

2.1.4.9 Le Reform Bill de 1832 consacrait, par conséquent, un nouveau compromis entre les classes dominantes, promulguant un suffrage censitaire favorable à la bourgeoisie et aux propriétaires fonciers, dirigé contre le prolétariat (et la petite-bourgeoisie). Par crainte du prolétariat, la bourgeoisie industrielle négociait avec les Whigs et freinait le cours d'une révolution radicale qu'elle avait elle-même contribué à déclencher. Mobilisée pour obtenir une plus grande part du pouvoir politique, la bourgeoisie industrielle obtenait des Whigs cette participation, tout en leur laissant dans l'immédiat le contrôle du gouvernement. Les diverses composantes des classes dominantes tendaient donc à s'unifier au sein de l'appareil d'Etat contre le prolétariat.

"Ce Bill, qu'il (Lord John Russel NDR) continue à exhiber dans le but de recevoir l'admiration du monde en général et la gratitude de la nation anglaise en particulier, il n'avait même pas le mérite d'en être l'auteur. Dans ses principaux points - le remaniement des bourgs électeurs, l'addition des membres de la campagne, l'admission des tenanciers et des locataires, et de quelques villes commerciales-clés, il était copié du Reform Bill que Lord John Gray (le chef du ministère de la Réforme en 1831) avait proposé à la Chambre des Communes aussi loin qu'en 1797 (...) C'était exactement le même Bill légèrement modifié.

L'élimination de Wellington, qui s'était déclaré contre la Réforme, la révolution française de Juillet; les menaçantes Unions politiques formées par la bourgeoisie (Middle class) et le prolétariat à Birmingham, Manchester

Londres et ailleurs; la guerre rurale, les "feux de joie" allumés à travers les contrées les plus fertiles de l'Angleterre ("Des feux est née la Réforme dit un auteur célèbre"). Toutes ces circonstances obligèrent absolument les whigs à proposer certaines mesures de réforme. C'était leur seul moyen d'accéder aux affaires. Ils le firent de mauvaise grâce, lentement, et après de nombreux mais vains efforts pour escamoter les seules clauses libérales de leur propre mesure, puis pour l'abandonner entièrement, et pour garder leurs places par un compromis avec les Tories. Ils en furent empêchés par la formidable attitude du peuple et par l'opposition sans compromis des Tories. Mais à peine le Reform Bill était-il devenu une loi, et commença à fonctionner que, pour citer les propos de Mr. Bright " le peuple commença à s'apercevoir qu'il avait été trompé". Jamais peut-être, un mouvement populaire aussi puissant et, de toutes apparences, plein de succès, n'avait abouti à un résultat aussi dérisoire. Non seulement les classes ouvrières étaient entièrement exclues de toute influence politique, mais la bourgeoisie elle-même découvrait que Lord Althorp, l'âme du cabinet de réforme, n'avait pas utilisé une simple figure de rhétorique lorsqu'il avait dit à ses adversaires tories que "le reform Bill était l'acte le plus aristocratique jamais offert à la nation".
(Marx. "Lord John Russel, NYDT 28.8.1855)

Satisfaite par son accès à la représentation politique, la bourgeoisie industrielle abandonna tout semblant de lutte pour le suffrage universel. Soucieuse de protéger ses intérêts de classe, elle exigea de l'Etat le maintien de "l'ordre public" pour que le capital puisse effectuer son cours sans entraves. En 1834 il y eut une vigoureuse reprise du cycle du capital, entraînant une phase de prospérité, qui contribua de manière décisive, en plus des actions répressives de l'Etat, à étouffer les dernières agitations populaires et provoquer la disparition de la NUWC et d'autres organisations radicales composées majoritairement d'ouvriers. Le "Poor Man's Guardian" disparaît en 1835.

2.1.4.10 L'obtention du Reform Bill obligeait la bourgeoisie industrielle à ajourner quelques unes de ses revendications économiques comme l'abolition des lois sur les grains, qui entraînait en contradiction violente avec les intérêts des propriétaires fonciers. Mais malgré tout, elle était obligée de se contenter du Reform Bill, par peur du prolétariat. Ce dernier, trahi par la bourgeoisie, devait assurer lui-même la défense de ses intérêts de classe. Si, pendant l'agitation pour le Reform Bill, le prolétariat anglais avait joué le rôle du chœur et la bourgeoisie celui de "dramatis persona", désormais la situation historique imposait au prolétariat la nécessité d'apprendre à agir par lui-même comme "dramatis persona", acteur autonome du drame, et qui saurait exprimer haut et fort ses intérêts de classe, totalement opposés à ceux de la classe bourgeoise.

Or, malgré l'état avancé des rapports capitalistes de production, un telle cristallisation des rapports de classe ne se produisit pas à la suite de l'obtention du Reform Bill. Le prolétariat avait encore à se battre pour obtenir son terrain de lutte, et la bourgeoisie industrielle avait encore besoin de se rallier

le prolétariat pour s'en faire une masse de manoeuvre contre son autre grand ennemi : la propriété foncière.

Dans les années qui suivirent 1832, les deux camps se renforcent et l'on assiste à quelques épreuves de force entre bourgeoisie et prolétariat.

En 1833 a lieu un grand mouvement pour la limitation de la journée de travail (lutte pour le Bill de 10 heures) et pour la réforme de la législation de fabrique. En 1834, en pleine période de prospérité, la bourgeoisie montre sa force en approuvant le "Poor Law Amendment Act" aussi appelée "New Poor Law" (nouvelle loi sur les pauvres), qui instituait les maisons de travail ("workhouses"), véritables bastilles où étaient regroupés les sans-travail et les miséreux, et dont Marx a pu dire qu'elles étaient "le bagne disciplinaire reparaissant en pleine civilisation (...)" la barbarie lépreuse, la barbarie en tant que lèpre de la civilisation" (cf. "Salaire" Pléiade T.2 p.166). A la place de l'ancienne "aide directe" fournie directement par les paroisses à "leurs" indigents, on regroupait les expropriés, les estropiés, les sans-travail des plus différentes régions du pays, dans des prisons centrales où le travail était obligatoire : les workhouses. Le développement du capital exige de manière croissante que le parlement et l'administration de l'Etat lui soient soumis comme instruments plus efficaces pour favoriser son accumulation et, dialectiquement, que le prolétariat et le reste de la population se soumettent à sa loi implacable. Il devient nécessaire d'utiliser l'appareil d'Etat contre toutes les tentatives d'organisation ouvrière : augmentation de la répression contre les Trade-Unions (malgré la loi de 1824), lois contre la liberté de la presse, contre le droit d'association et de réunion etc...

2.1.4.11 Durant toute cette période se produit un vaste mouvement contre la New Poor Law, qui affecte surtout le Nord du Pays, industriel, et qui se radicalise avec la crise de 1837. Ce mouvement attire certains "tories radicaux" comme Oastler, qui y voient une excellente occasion de battre en brèche le pouvoir croissant de la bourgeoisie industrielle, et aussi des vieilles figures de la NUWC(1) A leurs cotés officiaient des pasteurs méthodistes comme STEPHENS dont les violents prêches à caractère millénariste contre la "loi maudite" électrisaient les ouvriers.

C'est dans ce contexte et parallèlement à ce mouvement que se reconstitue à travers tout le pays, et principalement dans le Nord industriel, le réseau d'organisations de l'époque du Reform Bill, dont la base sociale est formée par la couche inférieure de la bourgeoisie (bourgeois radicaux), la petite-bourgeoisie et le prolétariat, qui exigent une réforme parlementaire radicale. Du côté des radicaux bourgeois, la Birmingham Political

(1) Dont Feargus O'Connor. Ce dernier, malgré son ambition démesurée et ses conceptions arriérées concernant le rôle historique du prolétariat et l'action de celui-ci dans le cours révolutionnaire qui se rouvrait, devint le principal porte-parole politique du mouvement contre la New Poor Law, car il exprimait, même de manière ambiguë, la dynamique et la violence du mouvement du prolétariat contre le capital. En 1837, il fonde l'hebdomadaire "Northern Star", organe de mouvements contre la New poor Law, et pour le Bill de 10 heures, qui était largement diffusé parmi les ouvriers et qui devint le principal organe du chartisme.

Union, réactivée, revendique le "suffrage domestique" (household suffrage), et non le suffrage universel, sans prendre parti sur les revendications fondamentales du prolétariat, qu'elle ne parvient pas à mobiliser.

Du côté du prolétariat est fondée en 1836 la "London Working's Men's Association" (LWMA), dont le comité dirigeant était presque entièrement formé d'anciens militants de la NUWC, et qui avait pour dirigeant LOVETT. D'inspiration Oweniste, le programme de la LWMA prône la transformation pacifique des institutions grâce à la "force morale" que le peuple saurait exprimer au fur et à mesure que son niveau d'éducation s'élèverait. Reprenant le concept de "classes industrielles" (bourgeoisie et prolétariat, la LWMA estimait que les intérêts communs à cette fraction devaient être défendus au sein d'un grand parti pacifiste et légaliste. malgré le pas en avant accompli par rapport à l'enseignement d'Owen (qui rejetait toute action politique), la LWMA ne réussit pas à effectuer un tel saut qualitatif, mais son grand mérite fut de contribuer à agir dans le sens de la constitution du prolétariat en parti politique.

- 2.1.4.12 Durant l'année 1836-37, diverses commissions de la LWMA enquêtèrent sur et analysèrent la situation des classes travailleuses de Londres. De ces enquêtes sortit la pétition de la "Crown et Anchor Tavern" (Février 1837), qui revendique 6 points pour la réforme parlementaire, point qui composeront la future "Charte du Peuple" : suffrage universel; représentation égalitaire; parlements annuels; suppression de la nécessité d'être propriétaire pour devenir membres du Parlement; vote secret; et paiement des membres du Parlement.

Ce projet, tout en posant de forme claire les principaux moyens pour établir une réforme démocratique de la Chambre des Communes, se situait toutefois dans une perspective strictement légaliste et pacifique.

La LWMA ne publia même pas sa plate-forme et ne s'engagea encore moins dans une agitation pour sa réalisation. Précautionneusement, elle soumit pour approbation ce projet aux députés radicaux (Roebuck, O'Connell -ce dernier un anti-syndicaliste fervent), pour que leurs revendications fussent présentées au Parlement. Plus encore, ce projet ne reliait pas la revendication du suffrage universel -que la LWMA était, parmi les organisations démocratiques radicales, une des premières à lancer - aux luttes du prolétariat contre la New Poor Law et le système de fabriques.

De toutes façons, même s'il n'y a pas individualisation claire et nette des intérêts spécifiques du prolétariat, l'obtention du suffrage universel est vue uniquement comme moyen pour mettre fin à "l'état de la société présente, injuste et corrompue," et instaurer le "paradis social d'Owen", et jamais comme une fin en soi.

Egalement dans le camp prolétarien, se constitue en 1836 à Londres, une association à la gauche de la LWMA, la "East London Democratic Association" (ELDA), dont el principal leader est George HARNEY, ancien militant ouvrier de la NUWC (comme d'ailleurs tous els dirigeants de l'ELDA), et qui se revendique de la tradition des révolutionnaires français de 1793. Elle s'inspire des idées de Bronterre O'BRIEN, qui traduit en Anglais en 1836 le livre de Buonarotti : "Baboeuf et la conspiration pour l'égalité dite de Baboeuf." Harney tente une synthèse de

L'idéologie révolutionnaire française et du mouvement ouvrier anglais.

En Janvier 1837, la ELDA lance son "prospectus", document qui revendique directement et de manière précise 5 des 6 points qui seront lancés par la LWMA - à l'exception de la rémunération des membres du Parlement.

A la différence de la LWMA, la ELDA organise elle-même des meetings pour répandre son programme, car elle se méfie des radicaux bourgeois, et elle prêche l'usage de la force pour faire passer "Les 5 grands principes de la Réforme Radicale", au cas où ils seraient rejetés par le Parlement.

De toutes façons, le mot d'ordre de suffrage universel est lancé en premier lieu par l'ELDA, la LWMA (à laquelle l'ELDA s'unit en 1837 malgré les divergences) et les organisations radicales du Nord Industriel (les Working'Men's associations créés sous l'influence de la LWMA), majoritairement composés d'ouvriers, et non par les radicaux bourgeois.

- 2.1.4.13A L'approche des élections, la LWMA propose une alliance aux radicaux bourgeois de la BPU, qui ont promis d'examiner son projet de loi. Dans la réalité, cela revenait à mettre la LWMA sous la direction des radicaux bourgeois. Ceux-ci perdent les élections et voient leur représentation parlementaire réduite. Ils n'ont pas su mobiliser le prolétariat, n'ayant pas pris position sur ses revendications sociales, ni défendu le drapeau du suffrage universel. Lord John Russell, maintenu au poste de ministre, et jouissant du soutien du parlement où l'influence de l'aristocratie foncière s'est renforcée, bloque toute tentative de réforme parlementaire allant au-delà de celle établie par le Reform Bill de 1832.

"...il (Russel NDR) s'est montré durant toute sa carrière ministérielle, un adversaire constant et impitoyable du scrutin et des Parlements courts. Mais quand ces déclarations furent faites, elles servirent d'expédients, d'abord, pour apaiser les démocrates soupçonneux à La Chambre des Communes, et ensuite pour effrayer les aristocrates réfractaires de la Chambre des Lords. Mais, à peine prit-il possession de la nouvelle cour de la Reine Victoria et s'imagina possesseur d'une charge immortelle, qu'il fit sa déclaration de Novembre 1837, dans laquelle il justifiait "l'extrême" lenteur avec laquelle "le Reform Bill avait marché", sous le prétexte de lui ôter toute possibilité d'aller plus loin. Il affirma froidement que "l'objet du Reform Bill était d'accroître la prédominance de l'intérêt foncier et qu'il était compris comme le règlement définitif d'une grande question constitutionnelle. De cette déclaration de finalité, il gagna le sobriquet de Finality-John."

(Marx, Lord. J. Russell. NYDT 28.8.1855)

Cette déclaration était une déclaration de guerre à la bourgeoisie industrielle. Le renforcement du pouvoir de l'aristocratie foncière qu'elle impliquait entraînait en contradiction avec les intérêts du capital en Angleterre, qui, pour consolider définitivement sa domination réelle sur le travail, avait besoin de la diminution des salaires relatifs et de l'ouverture sur le marché mondial; bref, de l'abolition des lois protectionnistes sur les grains, qui intéressaient uniquement la classe des propriétaires fonciers. La bourgeoisie industrielle était amenée de nouveau, de par le mouvement même du MPC, à jouer son rôle

révolutionnaire pour le développement des rapports de production capitalistes : éliminer les ultimes réminiscences de la société féodale, abolir les entraves au libre-cours du capital, bref, instaurer le libre-échange.

Mais l'atmosphère sociale était trop explosive, au moment où le prolétariat se révoltait contre la New Poor Law et pour la limitation de la journée de travail. Ainsi, prendre position pour le suffrage universel était trop dangereux car il y avait le risque que le prolétariat se tourne contre la bourgeoisie elle-même. Les leçons de l'époque du Reform Bill, où le prolétariat avait déjà montré sa force étaient bien présentes dans sa mémoire de classe

2.1.4.14 Tandis que la grande bourgeoisie libérale essayait de trouver un moyen qui ne la menace pas d'un contre-coup, sa couche inférieure, qui souffrait plus de la crise et était frustrée politiquement par l'échec électoral se préparait à prendre la tête du mouvement pour la réforme parlementaire, afin de manipuler le prolétariat selon ses propres intérêts. La BPU -sa principale organisation politique -, se prévalant de sa tradition populaire de l'époque du Reform Bill, déploie à son tour en Décembre 1837 le drapeau du suffrage universel revendiqué par la LWMA et les autres Working Men's associations du pays. Elle lance le plan d'une pétition nationale pour la réforme parlementaire, sur lequel elle concentre toutes ses forces. Mais la pétition devait être présentée dans des formes pacifiques et légales, suivant le principe de la "force morale" qu'elle représentait. Toutefois, son objectif réel était de recruter le prolétariat au service de ses intérêts.

La LWMA signe, à cette occasion son alliance avec la BPU, en se ralliant à ses activités. Pour ce faire, elle évite, afin de maintenir l'alliance des "classes industrielles", de se lier fermement aux mouvements violents du prolétariat contre la New Poor Law, dans le Nord industriel. Poussant plus loin sa tactique collaborationniste, elle finit par cautionner la répression étatique contre ces mêmes mouvements. Une telle politique provoque de vives critiques de la part des éléments les plus conscients des intérêts du prolétariat (O'Brien, Harney) qui l'accusent même d'être "un instrument entre les mains des libéraux ou des malthusiens."

2.1.4.15 C'est contre une telle politique de soumission que se fit la scission d'Harney avec la LWMA. Harney fonde à Londres la London Democratic Association (LDA), emmenant avec lui ses anciens camarades de la ELDA, et maintenant fermement sa position contre les bourgeois radicaux, contre la modération de la LWMA, et pour l'action révolutionnaire. Feargus O'Connor, qui n'était pas membre de la LWMA, et en faisait une critique violente, donna son appui à la LDA et lui offrit les colonnes de la "Northern Star".

Ainsi, en même temps que la charte du peuple trouve sa forme définitive, au début de 1838, grâce à la commission composée par 6 membres du Parlement appartenant à la bourgeoisie radicale, il y a formation d'une aile gauche du mouvement démocratique. Au cours de cette période, Harney publie dans le "Northern Star" les thèses suivantes :

-les classes travailleuses ne peuvent compter que sur elles-mêmes.

- Contre la thèse Oweniste de l'éducation et de la "force morale".

- La société est divisée en classes opposées par un antagonisme irréductible.

Toutefois la bourgeoisie radicale ne désespérait pas de prendre la direction politique du mouvement, et elle convoque à Glasgow, en mai 1838 un "meeting monstre", appuyé par la LWMA, où la "Charte du peuple" est finalement présentée devant une énorme foule, non sans que les orateurs bourgeois aient discoursé pour tenter de convaincre les masses populaires de la nécessité d'abolir les lois sur les grains et de promouvoir une réforme financière ("les Corn Laws et la politique déflationniste en vigueur depuis 1819, sont la source de tous les maux"). De plus, ils prirent soin de souligner que toutes les revendications présentées - et surtout celle du suffrage universel - devaient être appuyées uniquement par des moyens pacifiques et légaux, car seule la "force morale" dont ils étaient les défenseurs, pourrait les obtenir.

Engels rapporte ainsi les 6 points de la Charte du peuple, publiée le 8 Mai 1838 :

1. Suffrage universel pour tout homme majeur, sain d'esprit et non condamné pour délit;
2. Renouvellement annuel du Parlement;
3. Fixation d'une indemnité parlementaire afin que des candidats sans ressources puissent également accepter un mandat;
4. Elections au scrutin de ballottage, afin d'éviter la corruption et l'intimidation de la bourgeoisie;
5. Circonscriptions électorales égales afin d'assurer des représentations équitables;
6. Abolition de la disposition -d'ailleurs illusoire qui réserve l'éligibilité, exclusivement aux propriétaires d'un domaine d'au moins 300 livres sterling, de sorte que tout électeur soit désormais éligible."

On le voit, les 5 points qui suivent la revendication du suffrage universel ne constituent que des garanties supplémentaires pour permettre le fonctionnement véritable de celui-ci. Mais comme le fait remarquer Engels :

"ces six points qui se limitent à l'organisation de la Chambre des Communes, pour anodins qu'ils puissent paraître -sont cependant de nature à mettre en pièces la constitution anglaise, reine et chambre Haute comprises. Ce qu'on appelle le côté monarchique et aristocratique de la Constitution ne peut subsister que parceque la bourgeoisie a intérêt à son maintien apparent; ni l'un ni l'autre n'ont plus d'autre existence que fictive. Mais si l'opinion publique tout entière se rangeait derrière la Chambre des Communes, si celle-ci exprimait non seulement la volonté de la bourgeoisie, mais celle de toute la nation, elle concentrerait en elle si parfaitement la totalité du pouvoir, que disparaîtrait la dernière auréole qui ceint la tête du monarque et de l'aristocratie. L'ouvrier anglais ne respecte ni les lords ni la reine, alors que les bourgeois -quoique ne sollicitant guère leur avis sur le fonds - entourent leurs personnes d'

une véritable adoration. Le chartiste anglais est politiquement républicain bien qu'il n'emploie jamais ou seulement très rarement ce terme; il sympathise d'ailleurs avec les partis républicains de tous les pays, mais préfère se donner le nom de "democrate". Cependant il n'est pas simplement républicain; sa démocratie ne se limite pas au plan politique."
(Engels. La situation de la classe laborieuse...p.284)

2.1.4.16 La "charte du peuple", bien qu'elle ait été lancée par une alliance formelle entre les ouvriers (LWMA) et la bourgeoisie radicale (principalement la BPU), qui paraissaient former un seul parti, concentrait au fond l'opposition du prolétariat contre la bourgeoisie, et c'est pour cela que la grande bourgeoisie libérale ne voulait plus parler de suffrage universel. Quand à la bourgeoisie radicale, son plan était de se ménager le soutien du prolétariat, mais en évitant soigneusement de lui laisser une quelconque initiative politique, afin d'exercer une pacifique, mais colossale "pression de l'extérieur" sur le Parlement, pour faire passer ses propres revendications.

"Etant donné que les ouvriers ne respectent pas la loi, se contentant au contraire de laisser s'exercer sa force quand eux-mêmes n'ont pas le pouvoir de la changer, il est tout à fait naturel qu'ils proposent au moins des modifications à la loi, qu'ils veulent remplacer la loi bourgeoise par une loi prolétarienne. Cette loi proposée par le prolétariat, c'est la Charte du peuple ('People's Charter) qui dans sa forme est purement politique et qui réclame pour la Chambre des Communes une base démocratique. Le Chartisme est la forme condensée de l'opposition à la bourgeoisie. Dans les unions et les grèves, cette opposition restait toujours isolée, c'étaient des ouvriers ou des sections ouvrières qui, isolément luttèrent contre des bourgeois isolés; si le combat devenait général, ce n'était guère l'intention des ouvriers, et quand intention il y avait, c'était le chartisme qui était à la base de cette généralisation. Mais dans le chartisme c'est toute la classe ouvrière qui se dresse contre la bourgeoisie -et singulièrement contre son pouvoir politique- et qui donne l'assaut au rempart légal dont elle s'est entourée. Le chartisme est issu du parti démocratique qui s'est développé dans les années 80 à 90 du siècle précédent, à la fois avec et dans le prolétariat, s'est renforcée pendant la Révolution française et s'est manifestée après la paix, en tant que parti radical, ayant son fief principal à Birmingham et Manchester, comme il l'eut jadis à Londres; en s'alliant avec la bourgeoisie libérale, il réussit à arracher à l'oligarchie de l'ancien parlement, le Bill de Réforme et, depuis, il a consolidé constamment ses positions de parti ouvrier en face de la bourgeoisie."
(Engels. Idem. P.283/4)

2.1.4.17 Contre l'aristocratie foncière et la haute bourgeoisie financière, la bourgeoisie industrielle radicale et le prolétariat semblent pouvoir faire cause commune. Mais cette communauté d'intérêts immédiats qui se cristallise sur la charte, cache au

fond des intérêts réels profondément antagoniques. En affrontant la propriété foncière, la bourgeoisie industrielle contribue certes à éliminer des forces sociales héritières du passé, mais c'est pour renforcer son propre pouvoir, tant social que politique. Chacune des deux classes contestant à l'autre ses prérogatives sociales : les bourgeois contestent les lois sur les blés, les propriétaires fonciers réclament l'abolition du système de fabrique; et ses prérogatives politiques : lutte de la bourgeoisie industrielle pour une meilleure représentation politique. En face, le prolétariat est tour à tour courtisé par les deux fractions (la propriété foncière se réjouira par exemple de la limitation de la journée de travail comme d'un coup porté aux industriels), qui veillent néanmoins soigneusement à ne lui laisser aucune initiative politique. Dans ce contexte, la revendication du suffrage universel possède un caractère explosif, car le prolétariat, dans l'Angleterre urbaine et capitaliste, est de loin la classe la plus nombreuse de la société. La violence de l'accumulation du capital a concentré dans ce pays, aux deux pôles de la société, une classe dirigeante et une classe nombreuse de sans réserve; donner à cette dernière le droit de vote et les moyens de s'en servir (c'est le sens des 6 points de la charte), c'est pratiquement lui donner le pouvoir par le simple jeu des institutions.

Derrière la question du suffrage universel se profile donc immédiatement la question sociale. C'est pourquoi la bourgeoisie radicale, la plus intéressée, à part le prolétariat, à cette revendication, s'efforçait de lui maintenir un caractère exclusivement politique, d'en faire un but en soi, sans le relier aux autres questions qui mettaient en mouvement le prolétariat.(1)

(1) Au cours du grand meeting de Birmingham du 6 Aout 1838, où assistèrent de nombreux Trade-Unions et une énorme masse d'ouvriers (près de 200.000), MUNTZ, un des dirigeants de la BPU, réussit à faire adopter, au milieu de l'enthousiasme général, une motion qui dirige toute l'agitation sociale du prolétariat vers le seul objectif de la pétition pour la réforme parlementaire :

"...il faut se débarrasser des Tories et des Whigs. Il faut mettre sur pied un système d'agitation. Mais il ne faut pas s'agiter pour n'importe quelle petite question. Et par dessus tout il faut se méfier du vieux mot d'ordre "diviser pour régner". Il faut se fixer sur la pétition nationale, en laissant de côté les points mineurs qui ont soulevé discussion. La question des Corn Laws doit être laissée de côté pour l'instant, de même que toute autre question qui dresse le manufacturier contre le fermier, l'ouvrier contre le maître, ou le fermier contre le propriétaire. Tout ceci doit être laissé de côté, et il faut unir nos mains et nos coeurs en un seul grand et général effort. Obtenons une fois pour toutes une bonne et juste présentation du peuple et nous assurerons ultérieurement la paix, le bonheur et le soin permanent du peuple. Ne laissons pas notre attention être déviée pour un moment du suffrage universel. Tous les autres maux, les lois sur les blés, les lois sur les pauvres -oubliez-les pour un instant - ne pensez à rien d'autre qu'au principe qui vous donnera le pouvoir d'élire des hommes qui, une fois élus, repousseront, s'il le faut, une douzaine de telles lois chaque jour."

Entre les deux, la petite bourgeoisie, qui n'avait tiré aucun bénéfice de la réforme de 1832, appuyait également la revendication du suffrage universel.

"Le chartisme fut-il est vrai- dès ses débuts en 1835. un mouvement essentiellement ouvrier, mais il n'était pas encore nettement séparé de la petite-bourgeoisie radicale. Le radicalisme ouvrier marchait la main dans la main avec le radicalisme bourgeois : la Charte était leur Schibboleth commun, ils tenaient leurs "conventions nationales" chaque année ensemble; ils semblaient ne faire qu'un parti (souligné par CouC). La petite bourgeoisie semblait à cette époque douée d'une combativité particulière, elle voulait du san en raison de la déception qu'elle avait éprouvée devant les résultats du Bill de Réforme, et à cause des années de crise économique de 1837 à 1839; la violence de l'agitation chartiste était donc loin de lui déplaire."
(Engels. La situation etc...p.285)

2.1.4.18 En 1838, c'est-à-dire l'année même où fut lancée la charte du peuple, la bourgeoisie industrielle crée l'Anti-Corn Law League (ACLL : Ligue contre les lois sur les blés). La mise sur pieds -à grands frais- de cette association poursuit un double objectif tout d'abord manipuler le prolétariat et lui fournir un dérivatif au mot d'ordre du suffrage universel, en l'attirant avec la formule illusoire du "pain à bon marché". Ensuite, fort de l'appui de cette masse de manoeuvre, la bourgeoisie industrielle partisane du libre-échange espérait faire plier l'aristocratie foncière et débarrasser le terrain de cet obstacle au libre cours des intérêts du capital. Marx, dans son "discours sur le libre-échange" de 1848 a complètement démoli les arguments des libre-échangistes, et a rappelé que le prolétariat avait très nettement pris conscience du fait qu'il ne s'agissait pas là de son terrain de lutte, et que s'il s'y laissait entraîner, il y perdrait son âme et renierait ses intérêts de classe.

"Les ouvriers anglais ont très bien compris la signification de la lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Ils savent très bien qu'on voulait rabaisser le prix du pain pour rabaisser le salaire, et que le profit industriel augmenterait de ce que la rente aurait diminué (...)
Les ouvriers anglais ont fait sentir aux free-traders qu'ils ne sont pas dupes de leurs illusions et de leurs mensonges, et si, malgré cela, ils se sont associés à eux contre les propriétaires fonciers, c'était pour détruire les derniers restes de la féodalité et pour n'avoir plus à faire qu'à un seul ennemi. Les ouvriers ne se sont pas trompés dans leurs calculs, car les propriétaires fonciers, pour se venger des fabricants, ont fait cause commune avec les ouvriers pour faire passer le bill de dix heures, que ces derniers avaient vainement demandé depuis 30 ans, et qui passa immédiatement après l'abolition des droits sur les céréales."
(Marx. Capital tome I. Pléiade p.147)

2.1.4.10 Le mouvement de la bourgeoisie industrielle pour l'abolition des Corn Laws, exprimant la nécessité de la consolidation de la soumission réelle du travail au capital, est nécessairement révolutionnaire du point de vue bourgeois, car il tend, à la limite, à l'élimination complète de l'aristocratie foncière et des vieilles institutions politiques et de leurs partis. Ce faisant, il déblaye le terrain pour la lutte frontale, décisive entre prolétariat et capital.

Toutefois ce mouvement ne participe pas d'une volonté révolutionnaire délibérée. La bourgeoisie y est forcée par le développement des forces productives, et la nécessité de limiter le pouvoir économique et social de l'aristocratie foncière, s'accompagne nécessairement d'une tentative pour limiter son pouvoir politique : la réforme parlementaire. Toutefois, la volonté d'obtenir plus de pouvoir politique pour pouvoir faire passer les réformes sociales nécessaires à ses intérêts ne pèse pas dans la balance, au regard de la bourgeoisie, face à la crainte que lui inspire le prolétariat. C'est pourquoi loin de pousser son mouvement en avant et de lui donner un tour nettement révolutionnaire, elle négocie avec les whigs au pouvoir, et donne un coup d'arrêt au processus de radicalisation.

"Mais les bourgeois anglais ne sont pas des français excitables. Quand ils cherchent à faire adopter une réforme parlementaire, ils ne font pas une révolution de Février. Au contraire. Ayant obtenu, en 1846 (date de l'abolition des lois sur les grains NDR) une grande victoire sur l'aristocratie foncière en repoussant les Corn Laws, ils furent satisfaits en jouissant des avantages matériels de la victoire, tandis qu'ils négligèrent d'en tirer les nécessaires conclusions économiques et politiques, et donc permirent aux Whigs de se réinstaller dans leur monopole héréditaire de gouvernement (...)

Et pourquoi tout cela ? Parceque dans chaque mouvement violent, ils sont obligés de faire appel à la classe ouvrière. Et si l'aristocratie est un opposant, sur le déclin, le prolétariat est leur ennemi montant. Ils préfèrent passer un compromis avec l'opposant en déclin, plutôt que de renforcer leur ennemi montant, à qui le futur appartient, par des concessions d'une importance réelle. Par conséquent ils s'efforcent d'éviter toute collision violente avec l'aristocratie. Mais la nécessité historique et les tories font pression sur eux. Ils ne peuvent pas éviter de remplir leur mission, mettant en pièces la vieille Angleterre l'Angleterre du passé; et le moment même où ils auront conquis la domination politique exclusive, quand la domination politique et la suprématie économique seront unies dans les mêmes mains, quand par conséquent le combat contre le capital ne sera pas plus longtemps distinct du combat contre le gouvernement existant - à partir de ce moment même commencera la révolution sociale d'Angleterre."

(Marx. The Chartists. NYDT 25.08.1852)

2.1.4.20 Ayant renoncé à donner le coup de grâce à l'aristocratie foncière, la bourgeoisie devait éprouver le contre-coup de l'abolition des Corn Laws. A victoire, victoire et demi. Et autant elle avait cherché à s'appuyer sur le prolétariat pour faire pièce aux propriétaires fonciers, autant ces derniers appuyèrent les revendications du prolétariat dans le domaine social et industriel. Certes, rien n'aurait été obtenu sans les formidables luttes et l'extraordinaire courage du prolétariat anglais, mais sur le plan purement législatif, les propriétaires fonciers Tories n'hésitèrent pas à rendre à la bourgeoisie la monnaie de sa pièce en votant un certain nombre de lois sociales dont le Bill de 10 heures. Si cette alliance empêcha le mouvement pour la journée de 10 heures de prendre une tournure vraiment révolutionnaire et de s'élargir aux revendications politiques du prolétariat, il n'en eut pas moins des résultats importants :

"Le Bill de 10 heures ne donna pas seulement aux ouvriers la satisfaction d'un indispensable besoin physique, en protégeant jusqu'à une certaine mesure leur santé de la frénésie d'exploitation des manufacturiers, elle libéra aussi les ouvriers de leur alliance avec les rêveurs sentimentaux; de leur solidarité avec toutes les classes réactionnaires d'Angleterre."
(Engels, The English Ten Hours Bill, 1850)

Malgré les tentatives de rébellion de la bourgeoisie (1) la journée de 10 heures influença également tout le cours du MPC, obligeant la bourgeoisie à généraliser les procédés d'extorsion de plus-value relative, et favorisant l'extension de la soumission réelle du travail au capital (cf. CouC N°5).

"Le ballon d'essai du capital creva et la loi de 10 heures entra en vigueur le 1er Mai 1848. Mais la défaite du parti chartiste dont les chefs furent emprisonnés et l'organisation détruite, venait d'ébranler la confiance de la classe ouvrière en sa force. Bientôt après, l'insurrection de Juin à Paris, noyée dans le sang, réunit sous le même drapeau, en Angleterre comme sur le continent, toutes les fractions des classes régnautes -propriétaires fonciers et capitalistes, loups de bourse et rats de boutique, protectionnistes et libre-échangistes, gouvernement et opposition, calotins et esprits forts, jeunes catins et vieilles nonnes -, et leur cri de guerre fut : sauvons la caisse, la propriété, la religion, la famille et la société. La classe ouvrière, déclarée criminelle, fut frappée d'interdiction et placée sous la "loi des suspects". MM. les fabricants n'eurent plus dès lors besoin de se gêner. Ils se déclarèrent en révolte ouverte, non seulement contre la loi de dix heures, mais encore contre toute la législation qui depuis 1833 cherchait à réfréner dans une certaine mesure la "libre" exploitation de la force de travail. Ce fut une rébellion esclavagiste en miniature, poursuivie pendant plus de deux ans avec l'effronterie la plus cynique, la persévérance la plus féroce et le terrorisme le plus implacable, à d'autant meilleur compte que le capitaliste révolté ne risquait que la peau de ses ouvriers."
(Marx, Capital T.I. Ed. sociales vol.1 pp.270-80)

2.1.4.21 Cette persistance d'une certaine communauté d'intérêts immédiats entre prolétariat et bourgeoisie radicale, leur permettait de s'unir dans un même mouvement, le parti chartiste, et ils paraissaient ne faire donc qu'un seul parti. Et, bien que le chartisme fut un mouvement essentiellement ouvrier, il n'était pas encore clairement séparé de la bourgeoisie radicale. Comme nous l'avons vu, la direction du mouvement chartiste était aux mains de deux tendances : les ouvriers modérés (Lovett), disciples de Godwin et d'Owen, partisans de la "force morale"; et d'un autre côté les bourgeois radicaux, principalement ceux de la BPU. En dehors de ces deux fractions, l'approfondissement de la crise produisit la radicalisation d'une aile révolutionnaire prolétarienne au sein du parti chartiste, qui exprimait de manière plus adéquate les objectifs sociaux de la lutte du prolétariat anglais. Cette aile révolutionnaire conduite par Harney, O'Brien, O'Connor, etc... ne se limite pas à exiger un juste salaire pour une journée de travail équitable, ou "le produit intégral du travail" comme les modérés de Lovett, mais affirme la nécessité d'abolir le salariat. Elle prend fermement et clairement position contre l'Anti Corn-Law League, qu'elle dénonce comme un mouvement de diversion et de manipulation, ayant pour objectif d'abaisser les salaires, ne défendant que les intérêts de la bourgeoisie et nullement ceux du prolétariat. Elle affirme que l'égalité sociale ne sera possible qu'une fois obtenue l'égalité politique et propose des mesures comme la nationalisation de la terre (1), une réforme du système monétaire inspirée des bons de travail d'Owen, la création d'une Banque Nationale, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la liberté complète de la presse etc...

Elle lance ce cri de guerre décidé : "Le pouvoir politique est notre moyen, le bonheur social est notre but!"; mais en même temps qu'elle révélait plus nettement le caractère spécifiquement social, prolétarien, révolutionnaire du chartisme, elle révélait aussi ses limites quant à la compréhension de la véritable nature sociale de la lutte du prolétariat moderne contre le capital.

L'émergence de cette aile révolutionnaire ne constituait que le prélude à une individualisation claire et nette des intérêts du mouvement prolétarien qui, jusqu'en 1842, allait se trouver uni à la bourgeoisie radicale et à la petite-bourgeoisie au sein du mouvement chartiste pour obtenir la Charte du peuple.

L'aile révolutionnaire était la seule à s'efforcer de relier les luttes pour le suffrage universel aux luttes sociales du prolétariat et à essayer de se rapprocher des Trade-Unions. Elle tentait ainsi de briser l'influence Oweniste sur les syndicats, tout en reconnaissant l'importance des contributions d'Owen, sur le terrain syndical (principalement la tentative de former la Grand Consolidated Trade-Union, lancée en 1834 et défaite avant le début du chartisme en 1837).

L'autre point sur lequel se délimite la fraction révolutionnaire au sein du mouvement chartiste, est la question de la violence

(1) A l'exception d'O'Connor et de ses disciples, qui proposaient la parcellisation des grandes propriétés foncières, mesure utopiste et réactionnaire compte tenu des conditions économiques et sociales avancées du MPC en Angleterre. Plus tard (1843) ces propositions aboutiront comme nous le verrons, au "Land Scheme".

puisqu'elle n'hésite pas à revendiquer l'usage de la "force physique" pour imposer la Charte, lançant son cri de guerre : "Pacifiquement si l'on peut, par la force s'il le faut." (1)

Harney en arrive même à appeler à l'insurrection armée comme seule manière d'implanter la Charte, mais l'ensemble de l'aile révolutionnaire ne le suit pas sur ce terrain. Elle se contente d'appeler à l'armement défensif du peuple, lorsque l'Etat interdit les "meetings aux flambeaux" qui avaient lieu dans le Nord industriel. Les raisons d'une telle modération sont évidemment la nécessité de protéger l'unité avec la bourgeoisie industrielle.

"Dans un tel moment, il faut éviter la désunion. Ne laissons pas les hommes de Birmingham se quereller avec ceux du Nord (...) nous ne pouvons nous permettre de perdre un seul homme dans nos rangs (...) afin de maîtriser à la fois la force elle-même et la peur de la force, vous devez être unis comme un seul homme et vous devez respecter la stricte légalité dans toutes vos actions. Vous ne devez pas attaquer, mais vous devez être prêts à vous défendre. Vous ne devez pas appeler les autres à s'armer (...) mais (...) vous avez chacun d'entre vous, le droit indubitable d'être armés pour la défense de vos droits et libertés personnels (...) En bref vous devez considérer votre position comme strictement défensive, de manière à ce que, si le combat doit venir, vous puissiez rejeter sur vos ennemis toute la responsabilité de l'avoir commencé." (O'Brien in. "Northern Liberator " 8.12.1838)

2.1.4.22 C'est dans ce contexte que se réunit en 1839 la Première Convention Nationale Chartiste pour déposer au Parlement la pétition réclamant la réforme parlementaire sur la base du suffrage universel. Flora TRISTAN, dans ses "Promenades dans Londres", résumait ainsi le contenu de la Pétition de 1839 :

- La réforme électorale (de 1832) était une déception, une mesure qui n'avait fait que transférer le pouvoir d'une fraction à une autre.
- Abolition des lois limitant les salaires et taxant la nourriture.
- Le rôle du gouvernement est de s'occuper du bien du plus grand nombre.
- Afin d'intervenir dans cet état de choses, le suffrage universel, accompagné des 6 points de la Charte, est réclamé.

La Convention, formée de délégués élus par les "Political Unions" et les "WorkingMen's associations" au cours des meetings de 1838, est conçue comme un véritable "Parlement du peuple", comme la "Convention générale des classes laborieuses", qui s'opposerait au Parlement bourgeois et pourrait constituer un véri-

(1) O'Brien, revendiquant la tradition de Baboeuf et des révolutionnaires de 1793, prêche la défense du pouvoir législatif conquis par le peuple, par la terreur révolutionnaire "dans ces circonstances fatales où des complots contre-révolutionnaires ou la rage des partis rendent nécessaires de verser le sang, pour prévenir une plus grande effusion de sang innocent." (1836)

table contre-pouvoir. Au cours des débats, les conventionnels discutèrent de la fixation d'une date pour présenter la pétition au Parlement, et des mesures à prendre au cas où la pétition serait rejetée.

Au sein de l'aile révolutionnaire, la fraction de gauche (Harney), minoritaire, réclame la présentation immédiate de la pétition et attaque violemment les bourgeois radicaux et modérés qui, en provoquant l'ajournement des décisions sur la date de présentation de la pétition, trahissaient le peuple (1). Elle exige le recours à l'insurrection pour faire accepter la charte comme "loi du pays", et affirme qu'au cas où la pétition serait rejetée, la convention avait déjà, de fait, le pouvoir de donner à la charte une existence légale, car elle incarnait la volonté de l'immense majorité du peuple.

L'autre partie de l'aile révolutionnaire, sa majorité (O'Brien O'Connor) divergeait sur le recours à l'insurrection et défendait la présentation de la pétition par la voie légale. Ceci non seulement pour ne pas rompre le front commun avec la bourgeoisie, mais aussi parcequ'elle jugeait que le peuple n'était pas assez préparé pour l'offensive et qu'il fallait se limiter à réclamer l'armement défensif du peuple. Les modérés quant à eux, rejettent toute forme d'armement (offensif ou défensif) et se contentent d'en appeler à la "force morale".

Ce débat sur la violence, ainsi que la très nette condamnation de l'Anti-Corn Law League (ACLL) entraîna un affrontement avec les bourgeois radicaux, qui menacèrent de dissoudre la Convention dont ils stigmatisèrent le "double langage".

2.1.4.23 A ce stade, la Convention ou bien devait prendre un tour bourgeois, ou un tour prolétarien. Les violentes luttes prolétariennes dans le Nord, amenèrent une certaine radicalisation de l'aile révolutionnaire, dont seule la fraction extrémiste (Harney), continuait toutefois à appeler à l'insurrection armée:

"Hommes de l'Est et de l'Ouest, Hommes du Nord et du Sud, votre succès ne dépend que de vous-mêmes, et votre cause triomphera : le 6 mai approche! Préparez-vous! N'écoutez pas ceux qui prônent un délai. Celui qui voudrait temporiser maintenant est un traître, et puisse votre vengeance retomber sur sa tête. Un mot d'avis. Ces 2 ou 3 dernières semaines vous m'avez laissé vous exhorter à vous ARMER. Je vous dis, à vous qui êtes encore désarmés; car, grâce à Dieu, des dizaines de milliers d'entre vous peuvent, main à main et pied à pied, gagner le droit d'être des hommes libres. A vous qui n'êtes pas encore prêts, je dis encore, ARMEZ-VOUS pour protéger vos vieux parents, ARMEZ-VOUS pour vos femmes et enfants. ARMEZ-VOUS pour vos soeurs et vos fiancées, ARMEZ-VOUS pour extirper la tyrannie

(1) La LDA pour sa part, adopte les résolutions suivantes :
 "1. Que si la Convention faisait son travail, la Charte serait la loi du pays dans moins d'un mois.
 2. Qu'aucun délai ne devrait prendre place dans la présentation de la Pétition Nationale.
 3. Que tout acte d'injustice ou d'oppression devrait rencontrer une résistance immédiate." (The Charter 10.3.1839)

du sol et l'oppression du trône. Votre pays, votre postérité, votre Dieu vous demandent : ARMEZ-VOUS! ARMEZ-VOUS!! ARMEZ-VOUS!!!

La France est à la veille de la révolution, la Belgique veut être libre, en Allemagne la liberté se réveille; les patriotes espagnols sont prêts à envoyer Isabelle et Carlos au diable, l'Italien relève la tête, et les polonais exilés rêvent à nouveau à la restauration de leur patrie; mais les anglais vous regardent tous - encore."

(L'Angleterre, ancre et espoir du monde).

"Venez donc hommes du Nord, de vos collines enneigées; venez donc hommes du Sud de vos vallées ensoleillées; venez au rassemblement; unissez-vous et fraternisez, armez-vous et vous serez libres! Que notre cri de ralliement, du Fifth of Forth au bout du pays soit l'EGALITE OU LA MORT."

(HARNEY - London Democrat. 20.04.1839)

Par ailleurs, la violente répression contre ces mêmes mouvements (interdiction des meetings, emprisonnement de chartistes, brutalités policières etc...) amena les délégués ouvriers à défendre l'idée d'une grève générale, d'un "mois sacré".

Cette radicalisation provoqua la défection d'une partie des délégués bourgeois, laissant ainsi le champ libre au prolétariat. Mais ce dernier, qui avait vécu sur l'illusion du compromis entre les "classes industrielles", au point de considérer la grève générale comme une grève des bourgeois et des prolétaires, ne sut pas mener à lui seul la lutte. L'élément prolétarien au sein de la convention ne parvint pas à se poser en organe dirigeant de la lutte des classes qui secouait le pays, et celle-ci, livrée succomba à la répression de l'Etat.

La pétition ayant été rejetée le 12 Juillet 1839, l'aile modérée et même une partie de l'aile révolutionnaire en conclurent que l'on ne pouvait se passer du soutien de la bourgeoisie radicale. Interrompant le processus de radicalisation, elle essaya de ramener la bourgeoisie en votant contre le "mois sacré". Malgré cela la bourgeoisie abandonna la Convention et les chefs chartistes, y compris Harney, reconnurent la défaite et ordonnèrent la dissolution de la Convention, qui fut suivie d'une vague massive d'arrestations.

La dernière convulsion du mouvement de 1839 eut lieu en Novembre lorsque, en désespoir de cause FROST, un des leaders de l'aile gauche du chartisme, marcha sur Newport à la tête d'une poignée de mineurs gallois.

"...En 1839, l'agitation se poursuivit avec la même intensité, et lorsqu'elle commença de faiblir sur la fin de l'année, Bussey, Taylor et Frost se hâtèrent de déclencher en même temps une émeute dans le Nord de l'Angleterre, dans le Yorkshire et le pays de Galles. Frost fut forcé de lancer l'affaire trop tôt, car son entreprise avait été éventée, et ce fut l'échec; ceux du nord apprirent cette issue malheureuse assez tôt pour pouvoir faire marche arrière; deux mois plus tard

en janvier 1840, plusieurs émeutes dites "policières" (spy outbreaks), éclatèrent dans le Yorkshire, par exemple à Sheffield et Bradford, puis l'agitation se calma peu à peu."

(Engels. La situation de la classe laborieuse...p.286)

2.1.4.24 La défaite de la Convention de 1839, l'échec des insurrections de 1839 et du début de 1840, ne pouvaient pas rester sans conséquence sur le mouvement chartiste. La phase suivit allait être consacrée à une réorganisation du mouvement, mais aussi à une clarification des positions. Harney a joué un rôle fondamental dans la mise sur pieds de la National Charter Association (NCA -1841).

En 1840, le chartisme est à genoux, victime de la répression (presque tous les leaders, dont O'Connor, sont en prison). Les luttes se poursuivent au niveau local, sans organisation, de manière inefficace et désordonnée. La tentative d'Harney part d'une réflexion sur cet échec, qu'il relie à l'expérience des chartistes écossais, lesquels possédaient au contraire depuis 1839 une organisation unitaire; centralisée, et dotée d'un comité exécutif qui coordonnait les mouvements sociaux et l'agitation pour la Charte. En Mars 1840, Harney publie une "Adresse aux démocrates de Grande-Bretagne", dans le "Sottisch Patriot", où il recommande aux anglais de suivre l'exemple écossais :

- se doter d'un comité exécutif national permanent.

- à coté élire des "tribunes" locales qui organiseraient systématiquement l'agitation : campagne de signatures, attaque des meetings de l'ACLL, tenue d'offices dominicaux chartistes à la place des messes etc...

Le but était de doter le chartisme d'une structure nationale, qui élirait un Parlement du peuple et ferait adopter la charte. Or cette démarche correspondait tout à fait aux besoins du mouvement, qui reprenait à la base, et dont les associations locales nouvellement surgies réclamaient, elles aussi la formation d'une instance nationale.

Au cours d'une réunion à Manchester en Juillet 1840, des délégués de 23 villes reconnaissent que l'agitation pour la Charte doit s'effectuer au moyen d'une organisation structurée, avec statuts, appareil permanent, branches locales, cotisations etc... L'objet de la NCA est d'incorporer tous les chartistes de Grande-Bretagne en une seule société. Rapidement la NCA comptera environ 20.000 membres dans 300 sections en Décembre 1841, puis 50.000 membres dans 350 sections en Avril 1842 (1).

La formation de la NCA constitue le premier pas vers la formation d'un parti chartiste révolutionnaire. En effet, les chartistes de la force morale, comme Lovett, refusèrent leur adhésion à la NCA sous le prétexte que cette institution était "illégale". Ils formèrent, pour concurrencer la NCA une "National Association of the United Kingdom", qui prit nettement parti pour la force morale et la légalité contre la force physique. Lovett lança un manifeste appelé "Le chartisme, une nouvelle organisation du peuple, projet pour l'éducation et l'amélioration politique

(1) Après sa sortie de prison en 1841, O'Connor devient le principal dirigeant de la NCA.

et sociale", qui reprenait le vieux fonds oweniste de la LWMA et concevait l'association comme un vaste centre d'éducation culturelle. C'est ce courant qui réactivera, en 1842, l'alliance avec la bourgeoisie radicale et notamment Sturge.

2.1.4.25 En effet, au sein même du chartisme, tous ne tiraient pas la même conclusion de la trahison de la bourgeoisie radicale. L'aile modérée (Lovett), qui comptait désormais l'appui d'anciens militants importants de l'aile révolutionnaire comme O'Brien, tentait à nouveau de se rapprocher de la bourgeoisie radicale, en tablant sur le fait que, les Tories étant de nouveau au pouvoir depuis 1841, celle-ci réactiverait ses revendications pour la réforme parlementaire. De son côté la bourgeoisie industrielle relançait avec vigueur le mouvement pour l'abolition des lois sur les blés, bien décidée à obtenir pour cela l'appui du prolétariat, avec comme mot d'ordre "le pain à bon marché", mais surtout pas le suffrage universel. Or c'était là le seul mot d'ordre qui aurait pu réactiver l'ancienne alliance entre les "classes industrielles".

"Entre temps la bourgeoisie se lança dans des projets plus pratiques, plus avantageux pour elle, en particulier dans les lois sur les grains: l'association contre la loi sur les grains fut créée à Manchester et eut pour conséquence un relâchement des liens entre la bourgeoisie radicale et le prolétariat. Les ouvriers eurent tôt fait de comprendre que l'abolition de la loi sur les grains ne serait pas pour eux d'un grand bénéfice, alors qu'elle profiterait au contraire à la bourgeoisie; et c'est pourquoi il fut impossible de les gagner à ce projet."

(Engels. Situation... p.287)

En marge de l'ACLL, Sturge et une poignée de libre-échangistes essayèrent donc de rééditer le rôle que la BPU avait eu à la tête du mouvement pour la réforme parlementaire en 1838, et fondèrent une association pour le "complete suffrage" (suffrage complet).

Sturge concevait le "suffrage complet" (terme employé afin d'éviter les désagréables réminiscences révolutionnaires du "suffrage universel"), comme un instrument de conciliation et non de luttes de classes. Tout homme, de n'importe quelle classe, dit Sturge a le droit d'exprimer ses opinions, et il estime que par le jeu de cette libre expression, les contradictions qui animent la société seront résolues et que le calme reviendra en Angleterre. Il ne rêve que de réaliser une parfaite démocratie. C'est le même raisonnement qui amènera, vers la fin du siècle, des réformateurs comme Disraeli, à étendre graduellement le droit de suffrage. Mais le secret de l'initiative de Sturge, c'est qu'il redoutait que si l'on ne donnait pas aux ouvriers ce droit d'expression, ils le prendraient eux-mêmes; et là.....Dieu seul sait l'usage qu'ils en feraient !! D'où pour Sturge l'idée d'accompagner ce droit d'avantages matériels : travail, bons salaires et libre-échange !

Face à cette initiative, les chartistes de la NCA accusaient le mouvement de Sturge de n'être qu'un paravent pour l'ACLL. HARNEY répond qu'il ne connaît de document que la Charte et que toute tentative comme celle de Sturge, d'éditer un nouveau document ne peut être qu'une ruse pour couler la NCA et son

comité exécutif. Il ajoute :

"Si les classes moyennes sont sincères, qu'elles adoptent notre charte et qu'elles se joignent à notre association. Je ne suis pas opposé à l'union des deux classes, au contraire, je la désire; mais elle doit être une union fondée sur la justice, ayant pour objet l'égalité des droits de tous. Ne livrez pas de la charte l'épaisseur d'un cheveu. Qu'elle reste entière et intacte, notre mot d'ordre et notre revendication."

"En outre nous déclarons que quelque proposition d'alliance politique qui puisse nous être faite par la suite, en tant qu'ouvriers, par les classes moyennes, nous la rejeterons sans réserve et sans hésitation à moins qu'elle ne contienne une reconnaissance complète et sincère des principes exposés dans la Charte du peuple."

(discours d'Harney. Northern Star 8.01.1842)

Tout le problème de l'alliance de 1842, entre prolétariat et bourgeoisie radicale était le suivant : l'alliance s'effectuerait-elle sur la ligne capitulaire de Lovett, constituant un alignement sur les positions bourgeoises, ou bien se ferait-elle sous l'égide et le contrôle de la NCA, prolétariat en tête, mobilisant à sa suite la bourgeoisie ?

2.1.4.26 En Février 1842, John Sturge réunit les délégués de l'ACLL favorables à l'extension du suffrage avec des chartistes modérés comme Lovett, Hetherington etc...

Il leur proposa une alliance, mais à condition d'abandonner le mot d'ordre de la charte du peuple. Lovett, tout en condamnant les "excès" des chartistes radicaux, et en affirmant qu'il souhaitait l'alliance avec la bourgeoisie radicale, obtint que la charte ne soit pas purement et simplement rejetée, mais qu'elle fasse au moins l'objet d'une discussion. En échange il accepta de revendiquer également l'abolition de la loi sur les grains.

Cette initiative provoqua une violente contre-offensive de la part de l'état-major de la NCA et de la Northern Star. Le 5 Avril 1842, la Complete Suffrage Union convoque une deuxième conférence. Pour lui faire pièce, les chartistes radicaux organisent une contre-conférence au cours de laquelle O'Connor souligne que : "tout homme préconisant une mesure de justice moins complète que la charte toute entière (est considéré) comme un ennemi des classes laborieuses."

Néanmoins il existait de fait une alliance entre les ouvriers modérés et les bourgeois radicaux. Le fruit de cette alliance fut de reconnaître les revendications respectives des deux camps : abolition des lois sur les grains pour les ouvriers, Charte du peuple pour les bourgeois (le programme de celle-ci fut reconnue par Sturge le 5 Avril).

Dans un premier temps, le reste du camp ouvrier (c'est-à-dire la NCA) ne reconnut pas cette alliance, et la 2^e convention nationale chartiste, qui eut lieu en Mai 1842, se fit sans Lovett et les membres de la LWMA. Bronterre O'Brien y est violemment attaqué sur sa participation à la réunion du 5 Avril.

Comme celle de 1839, la Convention Nationale de 1842 élabore une pétition à porter au Parlement. Selon Flora Tristan, les principaux points de la pétition (beaucoup plus détaillée que la première) étaient les suivants :

- La gouvernement qui n'émane pas du suffrage universel ne peut réclamer obéissance à l'ensemble du peuple.
- La Chambre actuelle ne représente que les intérêts particuliers de ses membres et pas ceux de l'ensemble de la société.
- Elle est donc un instrument du despotisme.
- La loi électorale est faite pour les classes dominantes : capitalistes et propriétaires fonciers.
- Contre le paiement de la dette publique.
- Contre la misère du peuple et la loi sur les pauvres.
- Contre la disparité des salaires entre les ouvriers, qui produisent la richesse de la nation, et les parasites qui sont à sa tête.
- Contre la répression qui a frappé les auteurs de la pétition et les agitateurs.
- Contre l'entretien d'une foule d'hommes armés pour venir en aide à la police.
- L'entretien de cette armée est anticonstitutionnelle.
- Pour la réduction de la journée de travail et l'élévation des salaires.
- Suppression des monopoles et des privilèges.
- Que l'on reconnaisse les griefs de la classe ouvrière et que l'on travaille à les satisfaire.
- Pour l'abolition des taxes religieuses.
- Tout individu mâle, majeur et n'ayant jamais été condamné devrait pouvoir élire chaque année le parlement.
- Contre toute espèce de cens, qui est contraire aux traditions du pays.
- Reconnaissance des sujets de griefs du peuple irlandais.
- Que la Chambre adopte comme loi la Charte du peuple.

Comme on le voit la pétition de 1842 unit les revendications politiques et sociales du prolétariat. Flora Tristan souligne aussi la différence de portée des deux pétitions, celle de 1839 et celle de 1842.

"En 1830, des hommes qui en sont encore à raisonner avec les gouvernants démontrent gravement les conséquences inévitables de l'ordre de choses existant; ils réclament pour tous la participation aux droits politiques, parceque la corruption, la cupidité, les spoliations et l'oppression de l'aristocratie les réduisent à la plus affreuse misère, anéantissent la prospérité publique et font courir des dangers à la tranquillité du pays en réduisant le peuple au désespoir."

En 1842, la masse de signataires de la seconde pétition :

"...viennent dire à la Chambre qu'elle est sans pouvoir pour faire des lois et en exiger l'obéissance; que le peuple lui résistera parcequ'il ne la pas nommée. Ce ne sont plus des concessions qu'ils demandent, c'est un droit qu'ils exigent, et dont ils déclarent vouloir

se mettre en possession par la force si on persiste à la leur refuser. Ce sont des accusations qu'ils portent contre l'usage que la Chambre fait d'un pouvoir usurpé pour spolier le peuple; contre la scandaleuse rapacité du clergé qui leur est imposée; contre la tyrannie organisée, ses bandes d'hommes de police, ses troupes de soldats, ses emprisonnements arbitraires et l'inique partialité des cours de justice; c'est la comparaison qu'ils établissent entre les salaires des grands pensionnaires du peuple, en commençant par la reine, et ceux des producteurs; entre l'utilité sociale des premiers et celle des seconds."

La pétition fut rejetée par le Parlement, la classe bourgeoise au pouvoir ne pouvant admettre le suffrage universel, qui remettait explicitement en cause sa suprématie, non seulement politique, mais aussi sociale :

"Je m'oppose au suffrage universel (...) Je considère que la civilisation repose sur la sécurité de la propriété (...) C'est pourquoi nous ne pouvons en aucun cas, sans courir un terrible danger, confier le gouvernement du pays à une classe qui, sans aucun doute, pratiquerait des incursions graves et systématiques contre la sécurité de la propriété (...) La Pétition demande le pouvoir suprême, dans tout organisme constituant de l'Empire, le capital et la propriété acquise doivent être mis aux pieds des travailleurs. Comment douter du résultat ?"

(Discours de MacCaulay au Parlement, 1842)

2.1.4.27 L'année 1842 fut également marquée, au cours du printemps et de l'été, par un vaste mouvement ouvrier, mais celui-ci fut en partie déclenché par la bourgeoisie industrielle, bien décidée à obtenir l'abolition des lois sur les grains.

"Le printemps et l'été se passèrent dans une très vive agitation, tandis que la misère s'aggravait. La bourgeoisie était décidée à imposer l'abrogation des lois sur les grains en profitant de la crise, de la misère qui s'ensuivrait et de l'excitation générale. Cette fois, alors que les tories étaient au pouvoir, elle abolit même à moitié sa propre légalité, elle voulait faire la révolution, mais avec les ouvriers. Elle voulait que les ouvriers tirent pour elle les marrons du feu et s'y brûlent les doigts pour le plus grand bien de la bourgeoisie. Déjà on avait repris de divers côtés l'idée lancée jadis par les chartistes (en 1839) d'un "mois sacré", d'un arrêt général de travail de tous les ouvriers; mais cette fois, ce n'étaient pas les ouvriers qui voulaient cesser le travail : c'était les industriels qui voulaient fermer les usines, envoyer les ouvriers dans les communes rurales, dans les propriétés de l'aristocratie pour contraindre ainsi le parlement Tory et le gouvernement à abroger les droits de douane sur les grains. Naturellement, il en serait résulté une révolte, mais la bourgeoisie restait en sécurité à l'arrière-plan et pouvait en attendre l'issue sans se compromettre en cas d'échec." (Engels. Situation...p.287-88)

Pour faire descendre les ouvriers dans la rue, les capitalistes abaissèrent les salaires et fermèrent les usines. Mais contrairement à ce qu'ils espéraient, les ouvriers ne reprirent pas la revendication de l'abolition de la loi sur les grains. Ils se contentèrent de revendiquer des hausses de salaire, et en certains endroits, la Charte.

"Cependant les ouvriers en révolte ne commirent pas d'excès. Ils avaient été poussés à cette révolte, sans le vouloir vraiment; les industriels, tout à fait contre leurs habitudes, ne s'étaient pas opposés à cet arrêt du travail (...); l'affaire avait débuté sans que les ouvriers eussent un objectif précis. C'est pourquoi tous étaient certes d'accord pour ne pas se faire tuer pour le plus grand bien de leurs patrons, partisans de l'abrogation des lois sur les grains; mais par ailleurs les uns voulaient imposer la Charte du Peuple, tandis que les autres, jugeant cette entreprise prématurée, cherchaient simplement à arracher les barèmes de salaires de 1840."
(Engels. Idem p.289)

Les chartistes de la NCA eux-mêmes, réunis en conférence du 15 au 16 Aout 1842 ne surent pas se déterminer par rapport au mouvement. Conscients des agissements de l'ACLL et du rôle de la bourgeoisie dans le déclenchement du mouvement, ils refusèrent de prendre la tête de celui-ci et votèrent tout au plus une motion de soutien aux grèves. Alors que certains chartistes jugeaient le moment propice pour déclencher une insurrection générale, ni O'Connor ni même Harney ne soutinrent cette position. (1)

De son côté, la bourgeoisie, dépassée par les événements refusa de suivre le prolétariat sur le terrain de l'illégalité et brisa de facto l'alliance l'alliance du 15 Février, en se rangeant aux côtés des forces de répression pour briser le mouvement des ouvriers.

Sans colonne vertébrale, sans cerveau (puisque le seul organe qui aurait pu cristalliser la révolte et en faire une révolution se refusait à jouer ce rôle), le mouvement succomba à la répression puis s'éteignit.

(1) "Quand les chartistes se sont emparés des rênes du mouvement et ont fait proclamer devant la foule assemblée la People'S Charter il était trop tard. Les travailleurs, comme du reste les chartistes auxquels cette idée appartient en propre, se fondaient sur cette seule idée d'une révolution par la voie légale -ce qui est en soi une contradiction, une impossibilité pratique qu'ils échouèrent à réaliser. La première mesure qu'ils avaient tous communément prise, stopper les usines, était déjà violente et illégale. Vu l'inconsistance de toute l'entreprise, elle avait été réprimée dans l'oeuf si l'administration, prise au dépourvu, n'avait pas été aussi indécise et dénuée de moyens. Et pourtant le plus mince déploiement militaire et policier a suffi à contenir le peuple. A Manchester, on a vu des milliers de travailleurs se laisser enfermer dans les squares par quatre ou cinq dragons dont chacun occupait un accès. La "révolution légale" a tout empêché. Ainsi tout s'est perdu, chaque ouvrier a repris son travail une fois arrivé au bout de ses économies et quand il n'a plus rien eu à manger." (Engels. Les crises intérieures. Rhenische Zeitung.1842)

"Si elle avait été dès le début une insurrection ouvrière consciente, voule, elle aurait réellement réussi; mais ces foules jetées dans les rues par leur patron, sans l'avoir voulu, sans but précis, ne pouvaient rien faire (...) cette révolte populaire, sans objectifs, se heurta tout d'un coup non seulement aux forces militaires gouvernementales mais en outre à la classe possédante tout entière. Les ouvriers, qui n'avaient d'ailleurs pas d'idée directrice, se séparèrent et l'insurrection s'éteignit peu à peu sans conséquences graves."

(Engels. Situation p.289)

"Dans l'intervalle, la bourgeoisie qui n'avait pas remué le petit doigt pour mettre en application l'alliance du 15 Février, eut tôt fait de comprendre que les ouvriers se refusaient à devenir ses instruments, et que l'inconséquence avec laquelle elle s'était écartée de son point de vue "légal" la mettait maintenant elle-même en danger; elle en revint donc à sa légalité d'antan et se rangea aux cotés du gouvernement contre les ouvriers qu'elle avait elle-même excités à la rébellion et poussés ensuite à se révolter."

(id. p.289)

2.1.4.28. La faiblesse du mouvement chartiste fut de ne pas prendre acte de cette trahison, ni stigmatiser la bourgeoisie, avec laquelle il aurait fallu rompre immédiatement sur des bases prolétariennes. Au contraire, l'alliance fut renforcée, et même élargie à la NCA, puisque O'Connor découvrait brusquement que parmi les middle-class (la bourgeoisie), il y avait en fait deux couches, l'une près de l'aristocratie, l'autre près du peuple, et qu'il fallait soutenir en fait la seconde. En Aout les chartistes votèrent pour Sturge lors d'une élection partielle.

Le plan des chartistes, en acceptant de participer à une nouvelle conférence de la "Complete Suffrage Union", prévue en Décembre 1842, était de noyauter le mouvement et d'amener l'alliance avec la bourgeoisie sur le terrain de la Charte, c'est-à-dire sur le terrain du prolétariat. Le 29 Octobre, O'Connor et trois membres de la NCA sont élus représentants de Birmingham à la Conférence. Or, Sturge avait bien flairé le danger de voir la conférence glisser sous contrôle chartiste. Il tenta donc d'amener la conférence sur un terrain où il ne pouvait y avoir aucun compromis avec O'Connor et les chartistes radicaux. Il prépare donc en secret - sans même en informer Lovett et les modérés - un "New Bill of Rights" dont il proposera la discussion, comme préalable à l'ouverture de la Conférence. Informé, Lovett se rend compte, en bon centriste, que la seule réponse possible d'O'Connor sera d'exiger la reconnaissance de la Charte et de rompre. A l'ouverture de la Conférence, les chartistes, indignés par la proposition de Sturge, protestent contre le fait de discuter un document dont ils n'avaient pas eu connaissance. Lovett, dans un souçi de conciliation demande que la résolution soit retirée et que la Charte soit soumise à discussion.

O'Connor consacre la rupture en déclarant que :

"Quand les classes moyennes voulurent faire adopter le Bill de 1832, elles trouvèrent commode et nécessaire de demander la coopération des classes ouvrières. Puis,

quand elles eurent atteint leur but, elles rejetèrent l'échelle dont elles s'étaient servies pour monter et laissèrent la grande masse du peuple tomber à terre. Les classes ouvrières ne sont plus désormais l'instrument d'un parti."

Devant cette intransigeance, les bourgeois quittèrent la salle, sans réussir toutefois à entraîner avec eux les chartistes modérés, qui avaient conscience d'avoir été manipulés.

A partir de ce moment-là, il n'y eut plus d'alliance, même tactique, avec la bourgeoisie. Le parti chartiste devint un parti purement ouvrier.(1)

"Le parti chartiste se sépara alors de fait en deux partis, dont les principes politiques déclarés concordent parfaitement, mais qui sont cependant tout à fait différents et inconciliables. Lors de la Convention nationale de Birmingham en janvier 1843, Sturge, le représentant de la bourgeoisie radicale, proposa de rayer le mot "Charte" des statuts de l'Association chartiste, sous prétexte que ce nom serait lié à cause de l'insurrection, à des souvenirs révolutionnaires violents - liens qui, du reste dataient déjà de longues années et auxquels M. Sturge n'avait eu jusqu'alors rien à objecter. Les ouvriers ne voulurent pas abandonner ce nom et lorsque Sturge fut battu aux voix, ce Quaker devenu tout à coup un loyal sujet, quitta la salle en compagnie de la minorité et fonda une Complete Suffrage Association formée de bourgeois radicaux. Ces souvenirs étaient devenus si odieux à ce bourgeois jacobin la veille encore, qu'il alla jusqu'à transformer l'expression suffrage universel (universal suffrage) en celle locution ridicule : "suffrage complet" (complete suffrage). Les ouvriers se rirent de lui et poursuivirent leur chemin."
(Engels. Situation....p.200-91)

2.1.5 France = Proletariat et revolution à âme politique

2.1.5.1 En France le mouvement des canuts lyonnais de 1831 est caractéristique de l'évolution de la classe ouvrière durant cette période. Engels qualifie le soulèvement des canuts de "premier soulèvement ouvrier". C'est effectivement le premier mouvement purement ouvrier de l'histoire, dans lequel les ouvriers sont les seuls protagonistes et où ils prennent directement les armes contre la bourgeoisie.

(1) L'évolution du chartisme comme parti ouvrier, les conséquences de la rupture de 1842, et la reprise du mouvement en 1848, seront étudiées ultérieurement.

En outre le mouvement des canuts apparaît à bien des égards comme caractéristique du nouveau cycle de batailles prolétaires qui s'annonce. Tout d'abord il se présente comme l'incarnation de l'antagonisme moderne entre travail salarié et capital. Dans sa lutte pour l'obtention du maximum de plus-value, le capital n'a pas d'autre solution, dans la phase de soumission réelle du travail au capital, que de peser sur les salaires, voire de les abaisser violemment en cas de crise, tandis que d'un autre côté, il tente d'allonger la durée du travail. A Lyon, la lutte s'engageait directement sur ce terrain.

Depuis Louis XI, Lyon était le centre des industries de la soie, fournissant non seulement le marché français, mais aussi l'étranger. Les propriétaires de métiers employaient environ 60.000 ouvriers. En 1826, la soierie lyonnaise connaît une grande crise, renforcée par la concurrence étrangère, qui profite, soit de prix plus bas dûs à un plus faible développement économique (Suisse, Allemagne), soit d'une meilleure productivité due à l'introduction des techniques modernes (machine à vapeur en Angleterre). Face à la dégradation de leurs conditions de vie, les ouvriers tisserands s'unissent pour réclamer l'instauration d'un tarif minimum. A la suite de manifestations et de pétitions, ils l'obtiennent en Octobre 1831. Ce sont les patrons qui engagent l'épreuve de force en arrêtant les métiers à tisser et en mettant en chômage plusieurs milliers d'ouvriers.

Les tisserands répondent par l'insurrection, bientôt rejoints par les autres corps de métier de la ville.

L'insurrection ne pouvait pas vaincre. Pas seulement par le fait qu'elle avait éclaté sans préparation, de manière spontanée, car les prolétaires parvinrent réellement à s'emparer de la ville et à la maîtrise militaire du terrain; mais surtout parcequ'ils ne pouvaient ni ne voulaient rien faire du pouvoir qui venait de tomber entre leurs mains. Maîtres de la ville, les ouvriers ne prirent aucune mesure, ne cherchèrent pas à exploiter leur avantage et se laissèrent désarmer au bout de quelques jours. Mais ceci avait suffi pour démontrer que la masse des prolétaires en armes est capable de tenir tête à la bourgeoisie.

2.1.5.2 En outre, l'itinéraire des ouvriers lyonnais pendant et après les événements de 1831 est caractéristique du mouvement ouvrier français. Les ouvriers avaient combattu en 1830 contre les Bourbons avec l'arrière-pensée d'édifier la République; ils avaient récolté Louis-Philippe et pas la plus petite réforme sociale promise n'avait été réalisée. Compte tenu du passé révolutionnaire et des souvenirs de 1793, compte tenu aussi de l'agitation en faveur de la république menée par les bourgeois radicaux que la redistribution du pouvoir effectuée en 1830 n'avait nullement satisfaits, le prolétariat allait se tourner vers les théories républicaines et mener son combat sous une forme spécifiquement politique. Entre 1831 et 1834 se créent à Lyon de nombreuses associations ouvrières, organisations de défense de type syndical, ainsi que des sociétés secrètes. En 1834 le prolétariat lyonnais reprend les armes, mais cette fois son objectif est très nettement l'instauration de la république.

Moins large que le mouvement de 1831, celui de 1834 témoignait cependant d'une certaine maturation et préfigurait les engagements ultérieurs du prolétariat français, y compris dans

la forme par lui privilégiée : la forme politique.

"Pensant en termes politiques, le prolétariat voit l'origine de tous les maux dans la volonté et tous les moyens pour y remédier, il les voit dans la force et le renversement d'une forme déterminée d'Etat. Exemple : les premiers soulèvements du prolétariat français. Les ouvriers de Lyon croyaient qu'ils ne poursuivaient que des buts politiques et qu'ils étaient des simples soldats de la république; alors qu'ils étaient en réalité des soldats du socialisme. C'est ainsi que leur intelligence politique les illusionnait sur la source de leur misère sociale et faussait chez eux la conscience de leur véritable but : leur intelligence politique trompait leur instinct social."

(Marx. Roi de Prusse et réforme sociale)

2.1.5.3 A partir des années 1834-35, le prolétariat français cherche à se réappropriier sa tradition historique. A travers la réactualisation de Babeuf et de la conjuration des Egaux, il renoue avec les projets de prise du pouvoir politique et de dictature du prolétariat. Le vieux révolutionnaire d'origine italienne Buonarroti a joué un rôle éminent dans ce véritable travail de restauration qui permit à l'époque au prolétariat de renouer avec son passé le plus révolutionnaire. Philippe Buonarroti avait participé à la Conjuración des Egaux. Après avoir payé son tribut à la répression, il consacra sa vie à animer des sociétés secrètes, à faire passer le grand souffle des Egaux sur les nouvelles générations de prolétaires révolutionnaires. Parmi ceux qu'il inspira directement figure en bonne place Blanqui.

"Pendant cette période (1834-35), les ouvriers qui avaient été républicains s'assimilèrent une leçon nouvelle : ils reconnurent que, même si leurs plans démocratiques réussissaient, ils continueraient d'être dupés par des chefs plus doués et plus subtils encore, et que leur situation sociale - cause de leur mécontentement politique - ne serait aucunement améliorée par un quelconque changement politique. Ils retournèrent aux sources vives et à l'étude de la Grande Révolution, et s'emparèrent vivement du communisme de Babeuf."

(Engels. Progrès de la réforme sociale sur le continent. 1843. Souligné par Couc.)

Ainsi s'effectue, au cours de la période 1830-1848, un processus d'individualisation du prolétariat révolutionnaire. Mais il ne pourra vraiment aboutir que lorsque les illusions démocratiques, petites-bourgeoises du prolétariat, se fracasseront dans la lutte des classes de Juin 1848. Tout en poursuivant ses efforts de délimitation théorique, et en essayant de s'organiser séparément, le prolétariat ne se mettra en branle, durant toute cette époque qu'à la remorque de la bourgeoisie. Les tentatives d'action autonome du prolétariat, essentiellement animées par les sociétés secrètes se briseront sur l'immaturité des conditions politiques et sociales.

2.1.5.4 La tactique suivie par Blanqui illustre cette phase du mouvement en France. Ne reconnaissant pas au prolétariat, en tant que nouveau sujet révolutionnaire dans l'histoire, la capacité d'impulser et de diriger le mouvement social, Blanqui en confie l'initiative aux sociétés secrètes, petits regroupements de révolutionnaires strictement organisés, qui doivent être capables de renverser le cours de l'histoire par une série de coups de mains et de complots.

Avant d'être un théoricien, Blanqui était un homme d'action et héritait directement des pratiques des Carbonari et autres sociétés secrètes des années 1820-30. A Buonarroti il doit son intérêt pour les conspirations. Arrivant en pleine époque de reprise de l'activité révolutionnaire, Blanqui allait avoir l'occasion de se jeter dans la lutte avant d'avoir élaboré une doctrine, ou précisé les critiques qu'il émet face à la société bourgeoise. Il sent que la bourgeoisie a confisqué la révolution; comme tous les révolutionnaires de cette époque, il est surtout républicain, et il pense que la royauté, pure et simple excroissance parasitaire d'une société qui a déjà montré comment l'on se débarrassait des rois, pourrait être renversée par un simple complot.

C'est pourquoi tout mouvement d'exaspération de la classe ouvrière, qui se traduisait en manifestations violentes, en émeutes etc... le trouvait toujours à la pointe du combat, et quand de telles occasions n'existaient pas, il travaillait à les forger, passant alternativement de la clandestinité à la prison, où il vécut la plus grande partie de son existence. Mais qu'il s'agisse des insurrections de 1832, 1834 ou 1839, une telle tactique, qui découlait de la vision théorique qu'avait Blanqui de l'affrontement des classes, échouait toujours et ne pouvait qu'échouer.(1)

Pour Blanqui, la société a toujours été divisée en deux camps antagoniques, l'un opprimant l'autre. Si la bourgeoisie se montre capable de dominer la masse du prolétariat et du peuple c'est qu'elle s'est arrogée le monopole de la propriété non seulement des moyens de production, mais aussi par exemple des moyens de communication, des moyens éducatifs etc...maintenant la masse des opprimés dans un état proche de l'esclavage. Comme les révolutionnaires de 1793, Blanqui pense que le but du mouvement historique est l'instauration de l'égalité, et qu'il faut donc balayer le régime bourgeois puisque celui-ci n'a su que renforcer l'exploitation et l'oppression d'une masse toujours plus démunie. Mais il est incapable de voir précisément dans le dépouillement de cette nouvelle classe révolutionnaire "le coté

(1) Si l'on excepte l'épisode de 1848, où la tactique suivie par Blanqui, et imposée à ses propres troupes était tout sauf "blanquisté". on peut noter l'ineptie d'une tactique qui néglige de relier entre elles les conditions objectives et subjectives, en rappelant le fait suivant : en 1870, peu après la chute de Sedan, Blanqui, convaincu à juste titre que le Second Empire n'en avait plus que pour quelques semaines, organisera une insurrection pour le 14 Aout, qui fut un échec complet. Le 4 Septembre Paris se soulevait pour réclamer la république, sept mois après le prolétariat proclamait la Commune.

révolutionnaire qui bouleversera la société ancienne".

Selon lui il appartient aux "élites" - qui contrairement aux prolétaires n'ont pas été privées du savoir, de la culture, de l'éducation - de diriger le grand combat social qui opposera la masse du prolétariat à la minorité bourgeoise. C'est pourquoi il conçoit l'organisation du prolétariat de la manière suivante : une société secrète, dirigée essentiellement par des intellectuels prépare des coups de mains dans lesquels la masse du prolétariat devra fournir les bataillons de choc.

Or jamais les révolutions ne se dérouleront selon un tel schéma, et si les sociétés secrètes animées par Blanqui, Barbès etc... eurent un rôle historique, ce fut celui de fournir, à une époque où les conditions n'étaient pas encore assez mûres pour l'organisation du prolétariat en parti, le creuset où allaient se fondre tous les éléments du futur parti et qui, à travers la Société des Saisons, la Ligue des Justes etc... allaient donner naissance à la Ligue des Communistes.

(A suivre)

oOo

"Pour le marxisme, on a l'égalité :
Civilisation = Servitude ! Et aujourd'hui la
stérilité d'une société décrépée où la violence
révolutionnaire ne réussit pas encore à délivrer
la société nouvelle, produit parmi tant d'autres
retours en arrière mensuels, avec l'antithèse
Socialisme ou Barbarie, qu'on nous apporte avec
des gants de Paris, une relecture du marxisme !
Mais le socialisme est une revanche dialectique
et révolutionnaire de la barbarie ! Une revanche
du communisme et de la fraternité des premières
gentes; et il déblâiera le terrain de ces pro-
duits civilisés que furent l'appropriation
économique et la domination politique!

(...)

"Socialisme ou Barbarie" n'est pas notre alter-
native. Pour celui qui a dans les veines une
goutte de dialectique révolutionnaire, c'est
au contraire : Civilisation ou Socialisme !"

(Battaglia Comunista N°10. 1951)